Supplément Radio-Télévision

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — Nº 14189 - 6 F — DIMANCHE 9 - LUNDI 10 SEPTEMBRE 1990 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La différence européenne

LES Européens, qui n'avaient pas manifesté d'esprit d'initiative particulier dans les premiers jours de la crise du Golfe, – exception faite des Britanniques et des Français – voulaient sans doute, avant le sommet Bush-Gorbatchev d'Helsinki, rattraper le temps perdu et ne pas laisser le champ entièrement libre aux Etats-Unis. A Rome, vendredi 7 septembre, les ministres des affaires étrangères des Douze se sont employés à démontrer leur unité et une certaine originalité de la position de la Communauté.

Sans se désolidariser de Washington ni de l'opération militaire « Bouclier du désert », les Douze souhaitent apparemment se charger d'un autre volet de la crise, moins risqué mais oublié à leurs yeux : l'aide aux pays qui sont frappés de plein fouet par les conséquences de l'embargo décrété par les Nations unies. Ils ont ainsi promis d'accorder une assistance économique et financière à l'Egypte, à la Jordanie et à la Turquie – ce qui n'a pas beaucoup plu à la Grèce, toujours en conflit avec Ankara au sujet de Chypre.

LE montant de cette aide n'a pas encore été fixé définitivement, mais il sera de plusieurs milliards de dollars en 1990 et 1991. En d'autres termes, la CEE prendrait en charge 15 % des pertes de revenus dont souffrent ces trois pays du fait de la crise et elle suggère que l'Arabie saoudite et les autres nations industrialisées, dont le Japon, couvrent le reste. Le cas d'autres « victimes » – comme la Tunisie, le Maroc, le Pakistan et les pays de l'Est – sera examiné ultérieurement.

A Rome, les ministres des affaires étrangères européens ont aussi, une fois de plus, insisté sur la nécessité de faire appliquer très strictement les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et même de renforcer l'embargo. La Communauté semble donc toujours nourrir l'espoir qu'en resserrant les mailles du filet des sanctions l'Irak sera réduit à la capitulation. Elle rappelle que tous les moyens diplomatiques doivent être employés pour tenter de trouver une issue, pacifique et négociée, à la crise.

EN retenant l'idée de Moscou – encore imprécise – d'une déclaration commune de la CEE et de l'Union soviétique, en marge de la prochaine Assemblée générale de l'ONU, les Douze veulent probablement faire entendre leur voix et contrebalancer un éventuel texte soviéto-américain qui sortirait du sommet d'Helsinki. Le principe de cette déclaration commune inédite sur la crise du Golfe et sur la convocation d'une conférence intergouvernementale consacrée au Proche-Orient est acquis, mais certains pays de la CEE, comme les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, renâclent quelque peu de peur de froisser M. Bush. Paris et Bonn, en revanche, y sont résolument favorables.

Les Douze donnent en tout cas l'impression de vouloir prendre un peu de distance par rapport à Washington. En décidant notamment de fournir une aide économique aux trois pays les plus touchés par la crise, ils estiment avoir répondu à leur façon à l'appel du président Bush concernant le « partage du fardeau ». Ils ne participent pas au coût d'un déploiement militaire américain, qu'au demeurant ils approuvent, mais ils souhaitent apparemment, dans la crise du Golfe, montrer leur différence.

M 0146 - 910 0 - 6,00 F

La crise du Golfe et le sommet américano-soviétique

MM. Bush et Gorbatchev cherchent à vaincre l'intransigeance du président Saddam Hussein

A bord de l'avion qui l'emmenait à Helsinki, où il était arrivé samedi matin 8 septembre à la veille de sa rencontre avec M. Gorbatchev, le président Bush a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de demander au président soviétique d'envoyer des forces dans le Golfe. Le chef de la Maison Blanche était particulièrement soucieux de ne pas perdre le soutien de Moscou dans cette affaire. L'obstacle majeur sur lequel ils devaient buter était l'intransigeance de M. Saddam Hussein. L'obstination du président irakien, nous signale notre envoyée spéciale à Bagdad, s'accroîtrait d'autant plus qu'il est persuadé que le temps joue en sa faveur. Samedi, M. Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, s'est dit disposé à se rendre en Irak « si besoin est ». Après avoir évoqué de nouveau l'hypothèse d'une convocation d'une Conférence internationale sur le Proche-Orient, il a ajouté qu'il pourrait être amené « à collaborer un peu avec Israël au niveau ministériel ». A Rome, enfin, les Douze ont décidé vendredi de ne pas contribuer au coût du déploiement des forces américaines dans le Golfe.

D'accord sur l'essentiel

par Michel Tatu

Evgueni Ambartsoumov dans les *Nouvelles de Moscou*, puis Jeane Kirkpatrick dans le *Los Angeles Times* ont récemment tenté de reconstituer ce qu'eut été la réaction soviétique si la crise du Golfe avait éclaté dans les « grandes années » du passé, du temps de Brejnev et de Gromyko. Communiqués saluant la *« victoire de la révolution dans le Koweït frère »*, hommage à *« l'aide internationaliste désintéressée »* apportée à cette révolution par l'Irak, mises en garde à l'Amérique contre *« l'agression qui se prépare »*, manifestations *« spontanées »* devant les ambassades des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, organisation d'un pont aérien entre Moscou et Bagdad, enrôlement de volontaires désireux d'apporter une *« aide fraternelle »* à l'Irak..., telles sont les étapes qui, selon M. Ambartsoumov, auraient conduit le monde entier à se demander *« si la troisième guerre mondiale n'allait pas bientôt commencer »*.

Ces évocations sont intéressantes, mais tout de même inexactes. Comme on l'a vu pendant la guerre de six jours en 1967, et à nouveau en octobre 1973, le comportement de l'ancienne direction soviétique était beaucoup plus prudent que cela : les nomenklaturistes de l'équipe Brejnev, y compris ses militaires, ne tenaient nullement à se lancer dans des aventures à haut risque face à un engagement américain même beaucoup moins prononcé qu'il ne l'est dans la crise actuelle. Pas plus hier qu'aujourd'hui – et on l'a vu à nouveau, en sens inverse, au moment de l'intervention soviétique en Afghanistan – un conflit au Moyen-Orient n'a été susceptible de dégénérer en guerre mondiale.

Mais c'est un fait que le comportement soviétique normal aurait été très différent, et d'abord volontairement ambigu. Très probablement, le Kremlin ancienne manière n'aurait pas approuvé l'annexion du Koweït, encore moins la prise d'étrangers en otage.

Lire la suite page 3

Lire également

L'offrande d'Houphouët-Boigny

Jean-Paul II consacre la basilique de Yamoussoukro la plus coûteuse et la plus contestée des cathédrales

YAMOUSSOUKRO

de notre envoyé spécial

Le rêve grandiose et mystique d'un vieux chef d'Afrique parvenu au crépuscule de sa très longue vie se trouve enfin concrétisé. Félix Houphouët-Boigny, quatre-vingt-cinq ans à l'aune officielle, quatre-vingt-dix selon « Radio trottoir », aura remporté dimanche le plus formidable défi de toute sa vie : entrer dans la légende de la chrétienté comme le plus grand bâtisseur de cathédrales du XX[e] siècle.

L'ensemble architectural le plus fou, le plus beau et le plus vaste d'un continent en perdition aura été béni et consacré par Jean-Paul II, évêque de Rome et successeur de Pierre. Evénement considérable pour un petit pays de dix millions d'habitants en pleine crise socio politique, événement controversé jusque dans l'épiscopat national.

Avec ses soixante colonnes de béton architectoniques piquées de pierre rose, son esplanade de 3 hectares, sa coupole bleutée, la plus belle et la plus grande du monde à 149 mètres au-dessus d'un déambulatoire en marbre de Carrare, avec ses 7 500 mètres carrés de vitraux – trois fois plus que dans la cathédrale de Chartres, – ses douze confessionnaux de kotibé massif et ses bancs de même essence précieuse assez nombreux pour asseoir sept mille fidèles, avec son orgue d'une incomparable sonorité et ses magnifiques jeux de lumière, Notre-Dame-de-la-Paix n'est pas seulement la plus somptueuse cathédrale du siècle, elle est aussi la plus chère.

Huit cents millions de francs officiellement, moitié plus selon la rumeur publique. Premier planteur privé de cacao et industriel prospère, Félix Houphouët-Boigny, comme il dit, est *« né dans le bien »* et, selon son propre aveu, il est encore probablement le seul et unique milliardaire de Côte-d'Ivoire.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 6



La crise aux Girondins de Bordeaux et les affaires de M. Bez

Lire page 8 l'article de GINETTE DE MATHA

Naissance d'un chef

Le Japonais Ryusuke Numajiri, brillant lauréat du concours des jeunes chefs d'orchestre à Besançon

BESANÇON

de notre envoyé spécial

Le quarantième concours des jeunes chefs d'orchestre a délivré, vendredi soir 7 septembre, un beau vainqueur, un Japonais une nouvelle fois, petit mais de grande pointure, un futur émule, peut-être, de son maître Seiji Ozawa qui prit à Besançon, en 1959, le départ de sa carrière. Et John Nelson, lui-même excellent chef, merveilleux président du jury, n'avait pas tort de trouver en ce Ryusuke Numajiri *« sans doute une étincelle de génie »*.

C'est grand dommage qu'un tel concours, unique en France, ne remue pas davantage radio, télévision et professionnels, qui se plaignent du manque de chefs, mais ne s'intéressent qu'aux idoles patentées. Le règlement a été révisé, on a renforcé certaines épreuves, supprimé quelques-unes d'entre elles devenues désuètes avec le temps, axé l'effort des concurrents sur des oeuvres significatives : *Symphonie en sol mineur* de Mozart, *Symphonie héroïque*, *Don Juan*, *Obéron*, *1re Symphonie* de Dutilleux, avec une nouvelle épreuve, très judicieuse, d'opéra (3e acte de *la Bohème*).

La *Symphonie fantastique* de Berlioz s'est révélée le test d'élimination par excellence en demi-finale. Particulièrement douloureux pour Patrick Davin (Belgique, 28 ans) qui avait montré auparavant une vraie maîtrise, une technique de bras fort déliée, une clarté d'expression un peu trop didactique peut-être. Est-ce la fatigue ? Sa *Fantastique* manquait complètement de romantisme et de « folie ». Mais c'est un garçon sur lequel un opéra ou un orchestre pourrait compter.

Epreuve fatale aussi pour Gilles Nopre (France, 24 ans) qui avait fait preuve d'un bon niveau général, malgré des gestes trop stéréotypés et une inspiration moyenne. Mais il tient son orchestre et la musique, pour l'essentiel, est correctement transmise.

JACQUES LONCHAMPT

Lire la suite page 11

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Antilles/Réunion, 8 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 12 KRD; Espagne, 175 PTA; G.-B., 70 p.; Grèce, 180 DR; Irlande, 90 p.; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 40 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Sénégal 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* ».
« Association Beuve-Méry ».
Société anonyme des lecteurs du *Monde*.
Le Monde-Entreprises.
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde
PUBLICITE S.A.
André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans, directeur du développement
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Téléfax : 45-55-04-70. - Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB.	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner
Renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements :
Tél. : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ____
Prénom : ____
Adresse : ____
____
Code postal : ____
Localité : ____
Pays : ____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie
PP Paris RP 021 MON 01

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE.
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

DATES

Il y a quarante ans

La Belgique divisée par la « question royale »

LE soixantième anniversaire du roi Baudouin, né le 7 septembre 1930 au château de Stuyvenberg, près de Bruxelles, a donné le coup d'envoi d'une série de commémorations qui vont faire de 1990 et 1991 des années charnières dans l'histoire de la Belgique. En plus de son soixantième anniversaire, le roi fêtera en effet, le 15 décembre, ses trente années de mariage avec la reine Fabiola, et le 17 juillet 1991, ses quarante années de règne. A *Bruxelles, de nombreux observateurs* estiment que le roi pourrait attendre la fin de ces festivités pour annoncer son abdication en faveur de son neveu, le prince Philippe, fils d'Albert de Liège et de la princesse Paola. Une abdication « en douceur » qui contrastera avec la situation tendue, dramatique, quasi insurrectionnelle qui prévalait en Belgique lorsque, le 15 décembre 1950, Baudouin prêtait serment d'une voix mal assurée. Serment qui mettait fin à une des plus graves crises que la Belgique ait connues depuis sa création, en 1830 : la « question royale ».

Si cette crise a, officiellement, duré de 1944 à 1950, elle trouve ses origines directes le 26 mai 1940 lorsque le roi des Belges, Léopold III, chef des armées, décide de capituler. L'armée belge – elle ne sera pas la seule – a été littéralement balayée par la Blitzkrieg des divisions du IIIe Reich. Cette capitulation est ressentie en France comme une trahison, les journalistes de l'Hexagone n'hésitant pas à opposer Léopold, le « roi félon » à son père, Albert, le « roi-chevalier », figure emblématique de la première guerre mondiale. En Belgique, de violentes discussions ont oppposé le souverain aux quatre ministres restés à Bruxelles, et notamment à Hubert Pierlot, le chef du gouvernement, et à Paul-Henri Spaak, ministre des affaires étrangères. « *Le 25 mai, il est 5 heures du matin, les ministres demandent que le roi, qui vient de s'endormir, soit réveillé. Léopold III les reçoit debout. Le dialogue est tendu. Le premier ministre supplie le souverain de suivre le gouvernement en France. Le roi refuse. Il restera en Belgique « quoi qu'il arrive ». C'est la rupture. En pleurant, Paul-Henri Spaak quitte Wynendaele* », écrit Pierre De Vos (*le Monde* du 27 septembre 1983). Avant de partir pour Poitiers, Spaak adresse un dernier appel au souverain : « *Plaise à Dieu que le roi comprenne à temps l'épouvantable erreur qu'il va commettre et qu'il comprenne qu'il n'y a pas, pour lui et pour la Belgique, d'autre salut que la lutte à outrance.* »

Un mariage morganatique contesté

Rien n'y fera : après avoir décidé de la capitulation et tenté, en vain, de négocier un armistice, Léopold accepte une « *reddition sans conditions* » et décide de rester en Belgique. « *Je suis convaincu de pouvoir aider mon peuple en demeurant avec lui* », écrit-il au roi d'Angleterre. La grande majorité des Belges semblent approuver leur souverain, soutien qui sera conforté par l'adresse du primat de Belgique, le cardinal Van Roey : « *Nous voudrions que tous les Belges, conscients de la gravité de l'heure présente, demeurent unis et solidaires autour du roi, personnification suprême de la patrie en danger.* »

Cette unanimité s'effritera progressivement. Pour deux raisons essentielles, qui constitueront les principales pièces du dossier à charge qui sera présenté contre Léopold en 1945. Se considérant comme prisonnier volontaire, le roi, retranché dans son château de Laeken avec sa famille, refuse certes tout contact politique et s'interdit toute intervention. Toutefois, le 19 septembre 1940, il est reçu à Berchtesgaden par Adolf Hitler et n'obtient pas, comme il l'aurait souhaité, la libération des prisonniers de guerre détenus par les Allemands. Sauf des Flamands, « *parce que,* dixit Hitler, *ils se sont montrés sympathiques et nous ont témoigné de la confiance* ». Si la collaboration avec l'occupant a aussi sévi en Wallonie-Degrelle – le chef du mouvement fasciste Rex était francophone – elle a pris des proportions plus grandes en Flandre, où une partie non négligeable de l'opinion publique estimait que les Allemands permettraient à la Flandre de se débarrasser de la domination sans vergogne que les francophones exerçaient sur la Belgique depuis 1830. Il reste que cette entrevue avec Hitler pèsera lourd pour Léopold en 1945.



Un autre événement allait considérablement troubler les Belges. En décembre 1941, ceux-ci apprennent que Léopold a épousé morganatiquement Mlle Liliane Baels, qui servait de préceptrice aux enfants royaux. L'opinion publique, et notamment les familles de prisonniers, comprennent mal cette union, d'autant plus que la nouvelle épouse du roi prend le nom de « Princesse de Réthy », nom dont se servait la légendaire reine Astrid, première femme du roi, décédée tragiquement en 1935.

Le roi continuera de s'abstenir de toute intervention politique. Il proteste toutefois contre le travail forcé et la déportation et s'oppose, en dépit de nombreuses sollicitations, à la constitution d'un gouvernement « collaborationniste », comme il se refuse à tout contact avec les personnalités fascistes du pays.

« Un exemple néfaste pour notre jeunesse »

Le 6 juin 1944, sur ordre du Führer, la famille royale est emmenée dans un château des bords de l'Elbe. En septembre, le frère du roi, le prince Charles, qui avait réussi à prendre le maquis, assure la régence du royaume en l'absence du souverain, dont on attend la libération. Tout alors devrait rentrer dans l'ordre. L'Histoire ne se déroulera pourtant pas de cette manière, et plus de cinq années passeront avant que les Belges aient un nouveau souverain. Cinq années au cours desquelles la « question royale » va cristalliser les haines, engendrer toutes les ambiguïtés et considérablement troubler l'euphorie de la Libération. Ainsi, au mois de mai, alors que le roi, libéré par la septième armée américaine, est attendu à Bruxelles, les premières manifestations, organisées aussi bien par des partisans que des adversaires du souverain, éclatent dans le pays. « *A Bruxelles,* peut-on lire dans *le Monde* du 18 mai 1945, *des boy-scouts catholiques, ayant à leur tête un prêtre, ont pénétré dans l'entrée de la présidence du Conseil aux cris de « Léopold ! Léopold ! ». A Liège, six mille personnes ont, en criant « abdication », jeté des bouteilles d'encre sur les portraits du roi qu'exposait un grand magasin.* »

Le « testament » que Léopold avait rédigé avant d'être emmené en Allemagne a choqué la classe politique et notamment les ministres qui, revenant de Londres, semblaient persuadés que le roi reviendrait rapidement sur le trône. Le souverain, en effet, ne se contente pas de justifier ses décisions de 1940. Il adresse un certain nombre de reproches à son gouvernement de l'époque, accusé d'avoir « *proféré des imputations de la plus haute gravité contre la conduite de notre armée et de son chef* ». En mai 1945, le socialiste Achille Van Acker, nouveau premier ministre, rencontre Léopold près de Salzbourg et conseille au roi d'abdiquer. Après quelques hésitations, celui-ci refuse.

L'agitation dans le pays va croissant. A tel point que toutes les manifestations prévues pour le 21 juillet, jour de la fête nationale, sont décommandées. Devant les Chambres, le premier ministre Van Acker prononce un violent réquisitoire contre le souverain. « *L'attitude du roi pendant l'occupation,* conclut-il, *constitue un exemple néfaste pour notre jeunesse et pour les générations à venir.* » Les « léopoldistes », groupés dans le Congrès national pour la solution du problème royal, ripostent. Les crises ministérielles se succèdent et les différents premiers ministres prennent contact avec le roi, qui s'est maintenant installé dans une villa proche de Genève. En vain.

Il faudra attendre 1948 pour que le roi accepte de faire un pas pour débloquer la situation en proposant d'avoir recours à une consultation populaire. Celle-ci a lieu le 12 mars 1950 et 57 % des Belges se prononcent pour le retour du roi. La crise est finie ?

Non, car nous sommes en Belgique. Les résultats du référendum sont en effet contradictoires selon les régions. Si 72 % des Flamands se sont prononcés pour le retour de Léopold, 58 % des Wallons et 52 % des Bruxellois s'y sont opposés. Le 22 juillet, le roi rentre à Bruxelles sous la protection d'un service d'ordre impressionnant. Alors que les ministres socialistes démissionnent, un ordre de grève générale est lancée en Wallonie. Sabotages, alertes à la bombe, manifestations ininterrompues, heurts entre gendarmes et opposants au roi... font partie du paysage quotidien d'une région que certains observateurs considèrent comme étant proche de l'insurrection. *Devant le château de Laeken,* léopoldistes et antiléopoldistes s'affrontent à coups de pierres. Le gouvernement décide de recourir aux réquisitions, deux bataillons sont rappelés d'Allemagne et l'état de siège est proclamé à Liège.

« L'avenir de la patrie dépend de la solidarité nationale »

Le drame atteint son paroxysme le 30 juillet 1950 à Grâce-Berleur, près de Liège : les forces de l'ordre ouvrent le feu au cours d'un meeting interdit. Après une nuit dramatique, le roi Léopold accepte alors d'abdiquer en faveur de son fils aîné Baudouin. « *Que tous les Belges apportent à mon fils leur concours loyal* », proclame-t-il dans un message à la nation. La question royale va faire une dernière victime. Lorsque Baudouin prête serment en tant que prince royal – il ne deviendra roi qu'à sa majorité, – le président du Parti communiste belge, Julien Lahaut, crie « *Vive la République !* » ; il sera assassiné quelques mois plus tard. Le 17 juillet 1951, Baudouin devient le cinquième roi des Belges. « *Les dernières paroles que je prononce comme roi des Belges,* a déclaré la veille Léopold III au cours de la cérémonie de passation des pouvoirs, *sont pour vous rappeler avec force, mes chers compatriotes, que l'avenir de la patrie dépend de la solidarité nationale.* » La voix brisée par les larmes, le nouveau souverain répond : « *Mon cher père, je suis très ému par les si nobles paroles que tu viens de prononcer. Je te promets que je ferai tout pour me montrer digne d'être ton fils.* » Le lendemain, Baudouin, fragile et timide dans son uniforme trop grand de lieutenant-général, prêtait serment et mettait ainsi fin à la question royale.

Les blessures seront longues à cicatriser, tant la coupure s'est révélée profonde entre partisans et adversaires de Léopold. C'est de cette époque que date en fait la véritable prise de conscience de la séparation entre Flamands et Wallons. Si les premiers ont très mal accepté que la pression de la rue et de la Wallonie l'ai emporté sur le verdict des urnes, les seconds font souvent partir de cette crise leurs premières revendications à l'autonomie. Une chose reste toutefois certaine : l'institution monarchique en elle-même s'est relevée rapidement de ces affrontements. Certes, en avril 1990, *la décision controversée* du roi Baudouin de se mettre « entre parenthèses » pour ne pas avoir à signer une loi dépénalisant l'avortement a provoqué quelques polémiques entre partisans et adversaires de la monarchie mais celles-ci n'ont pas duré longtemps. Comme se sont éteintes progressivement les passions à propos de l'attitude pendant la guerre de Léopold III, décédé le 25 septembre 1983.

JOSÉ-ALAIN FRALON

▶ **Auteur de *Lettre ouverte d'un petit Français au roi des Belges et à quelques autres* (Fayard).**

LA CRISE DU GOLFE

Avant le sommet d'Helsinki

Les Etats-Unis n'estiment pas nécessaire que l'URSS envoie des troupes dans la région

Choisir le cadre d'une base militaire pour relancer les négociations budgétaires avant de s'envoler à la rencontre de M. Gorbatchev dans l'espoir d'impressionner M. Saddam Hussein : M. Bush aurait difficilement pu imaginer un lieu et des circonstances plus favorables pour illustrer à la fois l'importance de son rôle dans le moment présent et la complexité de la tâche qui l'attend, au retour d'Helsinki.

WASHINGTON

de notre correspondant

Peu avant d'embarquer sur son *Air Force One* flambant neuf, le *président américain* a réuni vendredi 7 septembre, sur la base aérienne d'Andrews, près de Washington, les élus démocrates et républicains qui s'efforcent en vain, depuis plusieurs mois, de trouver avec leurs interlocuteurs de la Maison Blanche les moyens de tirer les Etats-Unis d'une ornière budgétaire *propre* à donner le vertige : 250 milliards de dollars pour l'an prochain, prévoient désormais les experts de l'administration, qui viennent à nouveau de revoir à la hausse leur estimation du déficit, cette fois *pour cause de crise du Golfe.*

Les sables d'Arabie saoudite *ont naturellement englouti le* fameux *« dividende de la paix »*, d'ailleurs très surestimé, et en dépit des contributions majeures annoncées par Ryad et l'émir du Koweït, l'opération « Bouclier du désert » et la nécessité d'aider les pays victimes de l'embargo font et feront peser des charges imprévues et considérables sur le budget des Etats-Unis. C'est pourquoi il ne semble nullement question à Washington d'accorder une aide économique substantielle à l'URSS pour *« acheter »* la coopération de Moscou face à l'Irak, ou à plus forte raison pour convaincre M. Gorbatchev d'envoyer à son tour des troupes dans la région du Golfe.

Un *« haut fonctionnaire de l'administration »*, pressé de questions à ce sujet, a certes estimé qu'une participation de forces soviétiques, navales ou terrestres, pourrait être *« utile »*, mais ses réponses manquaient à l'évidence d'enthousiasme. *« Démontrer le caractère multilatéral des forces présentes dans le Golfe en y ajoutant une représentation de l'une des grandes puissances serait utile »*, a expliqué ce haut responsable, avant d'ajouter : *« Je ne crois pas que cela soit essentiel. (...) Vingt-cinq pays à ce jour ont envoyé des troupes ou des forces militaires, et je crois qu'il y en aura d'autres, c'est bien (...), mais si tous les membres de l'ONU envoient des troupes, cela risque de devenir impossible à gérer. »*

Les réticences américaines s'expliquent facilement : une participation *militaire soviétique* ne saurait être envisagée que dans le cadre d'une force des Nations unies, ce qui au bout du compte risquerait, sinon de lier tout à fait les mains, du moins de restreindre considérablement la liberté d'action des Américains sur place.

Réticences américaines

A Washington comme à Moscou, on rejette d'ailleurs l'idée d'un lien entre l'attitude de l'URSS dans la crise du Golfe et une aide économique américaine ; présenter les choses de cette manière mettrait d'ailleurs M. Gorbatchev *dans une position* humiliante. Et il semble que les Etats-Unis n'aient pas modifié substantiellement *les positions* qui étaient les leurs au moment de la visite de M. Gorbatchev à Washington (début juin) et du sommet de Houston (juillet).

Une délégation d'hommes d'affaires américains accompagnant le secrétaire au commerce, M. Mosbacher, va certes se rendre en URSS en passant par Helsinki, où elle rencontrera M. Bush après ses entretiens avec M. Gorbatchev. Mais, a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, cette mission entre dans le cadre des programmes de coopération économique *« destinés à aider les Soviétiques à effectuer la transition vers une économie de marché »*, programmes qui ont été *lancés à l'occasion du sommet de* Malte, en décembre dernier.

Parallèlement, le département américain de l'agriculture a *affirmé vendredi, pour mettre fin* à certaines rumeurs boursières, que les Etats-Unis n'accorderaient pas à l'URSS de crédits (destinés à acheter des produits alimentaires) tant que le Soviet suprême n'aurait pas voté la loi sur l'immigration : là encore, on en reste apparemment à la position *d' « avant »* la crise du Golfe.

Bien entendu, l'attitude actuellement très constructive de l'URSS ne pourra que favoriser à moyen terme la coopération économique entre les deux pays – *comme l'a reconnu le porte-*parole de la Maison Blanche, et Washington pourrait adopter une attitude compréhensive lorsque, conformément aux décisions prises à Houston, les *« besoins »* de l'URSS auront été évalués.

Mais dans l'immédiat, l'objet de la rencontre d'Helsinki paraît, du point de vue américain, beaucoup plus simple : il s'agit d'adresser un *« signal »*, selon l'expression d'un haut responsable, signal propre, on l'espère, à faire réfléchir le président irakien. Les Etats-Unis devraient aussi obtenir une petite satisfaction supplémentaire – le retrait des conseillers militaires soviétiques dont la présence en Irak a fait couler beaucoup d'encre dans la presse américaine.

Signes d'anémie économique

M. Bush parti, les dirigeants *du* Congrès et les responsables du budget sont restés face à face, et ils devaient passer leur week-end à tenter de trouver les moyens de *réduire le déficit budgétaire avant* le premier octobre, puisque c'est à ce moment que la loi Gramm Rudman imposera des *« coupes automatiques »* qui se révéleraient spécialement douloureuses dans les circonstances présentes.

Tout, a priori, devrait inciter au pessimisme, car au moment où les dépenses s'accroissent à toute allure, l'économie donne de nouveaux signes d'anémie. Le chômage, a-t-on annoncé vendredi, a atteint 5,6 % ; c'est peu *dans l'absolu, mais confirme une* tendance préoccupante, la croissance est de plus en plus faible et la menace d'une reprise de l'inflation persiste.

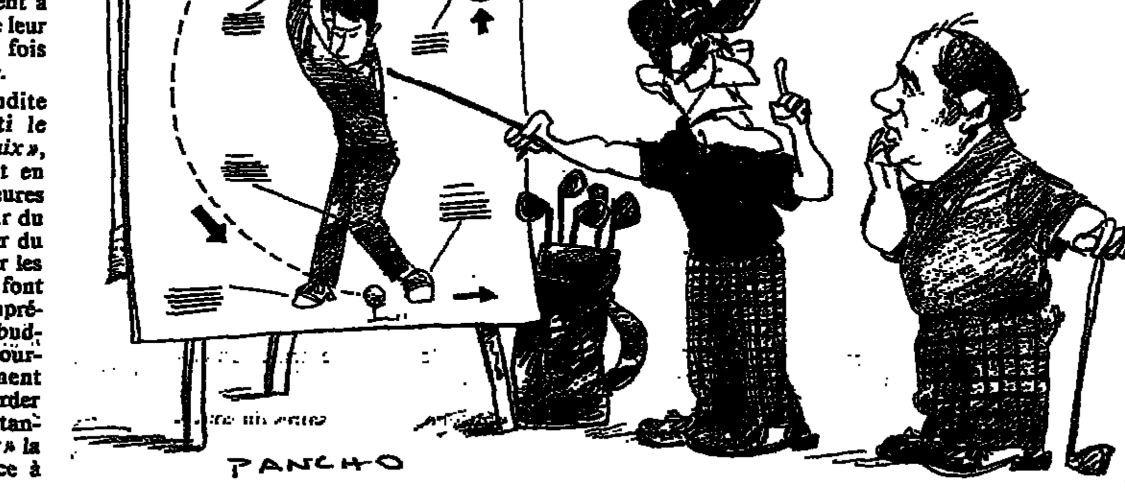
Et pourtant, la rencontre de *vendredi s'est déroulée dans une* remarquable bonne humeur, et presque tous les participants du Congrès avaient *« l'optimisme »* à la bouche : c'est que, dans les circonstances présentes, l'opinion américaine comprendrait mal que les élus continuent à camper sur leurs positions partisanes. De la *même manière, le puissant sou*tien manifesté par le public au président pour la manière dont il a géré la crise du Golfe incite les démocrates à ménager M. Bush.

Mais l'attention du public ne *restera pas éternellement fixée* sur l'Irak et le Golfe, surtout si, comme presque tout le monde s'y attend ici, les choses traînent en longueur. Les préoccupations d'intendance ne devraient alors pas tarder à prendre le dessus, et M. Bush et son administration risquent alors de prendre des *coups*.

Le président des Etats-Unis arrive sans doute à Helsinki en pleine gloire et en position de force, et l'Amérique ne manque certainement pas de pain. Mais *elle a manqué jusqu'à présent* d'imagination et d'audace politique pour résoudre ses problèmes internes.

La petite mise en scène d'Andrews montre bien que M. Bush *est conscient du danger : à l'heure* fatidique, celle des prochaines élections présidentielles en 1992, une victoire sur Saddam Hussein pourrait peser moins lourd qu'un échec à enrayer la dégradation de l'économie.

JAN KRAUZE



D'accord sur l'essentiel

Suite de la première page

Les Soviétiques auraient même pu voter quelques résolutions à *l'ONU au côté des Etats-Unis*, mais en les édulcorant bien davantage que celles d'aujourd'hui. Car l'objectif aurait été de paralyser l'engagement américain, d'empêcher non seulement tout recours à la force, mais tout déploiement militaire dont on aurait dit qu'il *« créait une menace dans une région proche des frontières de l'URSS »*. Bien entendu, l'Union soviétique aurait refusé l'embargo et elle se serait livrée à une gesticulation militaire en dépêchant dans la région – sans doute à prudente distance des forces américaines – un contingent *un peu plus que symbolique*.

Parallèlement, la presse soviétique et communiste se serait employée à rallier les sympathies arabes et à culpabiliser l'Occident (comme on le fait encore à l'heure actuelle, et sans toujours beaucoup de logique, dans certains milieux) sur le thème des complaisances passées vis-à-vis de l'Irak (en somme : « vous étiez hypocrites, il fallait le rester ») et des diverses agressions commises ailleurs (autrement dit : un péché en excuse un autre, et certains sont plus progressistes que les vôtres). Le résultat de tout cela eût été de *toute manière* très satisfaisant pour Saddam Hussein : son principal adversaire eût été puissamment dissuadé d'intervenir, le prédateur aurait eu de bien meilleures chances de digérer sa conquête.

Aujourd'hui, tout cela est exclu *en vertu* de ce que l'on appelle à Moscou la *« nouvelle pensée »* et du primat des *« valeurs universelles de l'humanité »*. La redécouverte du droit international, mais aussi la faiblesse interne de l'URSS et son ardent désir de bénéficier d'une aide occidentale expliquent la bonne volonté de M. Gorbatchev à l'égard des Etats-Unis, notamment son acceptation, sans précédent dans l'histoire soviétique, d'un déploiement *américain jamais* vu depuis les guerres du Vietnam et de Corée.

Il subsiste pourtant quelques survivances de l'ancienne *attitude*. Ce ne sont pas des nostalgiques irresponsables, mais un vice-ministre soviétique des affaires étrangères et le chef d'état-major du pacte de Varsovie *qui se sont inquiétés* du déséquilibre stratégique produit par cette concentration de forces dans le Golfe, reprenant la formule consacrée sur la *« région proche des frontières soviétiques »*. A la limite, la proposition de conférence internationale sur le Proche-Orient relancée à cette occasion par M. Chevardnadze relève de la même démarche : d'abord parce que cette conférence est demandée par Moscou depuis Gromyko, mais aussi parce qu'elle aurait pour effet de noyer le poisson de l'agression irakienne *dans un pot commun fait* d'autres situations plus anciennes et encore plus compliquées. Il est vrai que les porte-parole soviétiques ont atténué cette proposition *en faisant valoir que la crise du* Golfe devait en tout état de cause être réglée d'abord. Ce n'est ni la première, ni la dernière fluctuation de la nouvelle pensée soviétique.

La pression militaire

Le désir, affiché de part et d'autre, de régler la crise par des moyens pacifiques n'est pas non *plus exempt d'ambiguïté*. D'un côté, il y a sans conteste unité de vues sur l'essentiel, à savoir le but à atteindre : le retrait des troupes irakiennes du Koweït et le retour dans ce pays de son gouvernement. Pour M. Bush, il est inconcevable que le contingent américain soit jamais retiré de la région si l'émirat n'est pas évacué, et M. Gorbatchev *a plus d'une fois qualifié le statu quo* d'*« inacceptable »*.

Pour les deux hommes, par conséquent, la seule question est de savoir si Saddam Hussein se résoudra de lui-même à ce retrait ou s'il faudra l'y contraindre par la force. La première solution n'est pas exclue (un des bien rares *« avantages » des dictateurs absolus* est qu'ils peuvent changer d'avis sans demander l'avis de quiconque, et le dictateur de Bagdad l'a fait à plusieurs reprises à propos de l'Iran), mais elle le sera d'autant moins que la seconde ne sera pas exclue non plus.

De fait, malgré les espoirs de nombreux responsables et en particulier de M. Mitterrand, la pression diplomatique et même celle de l'embargo sont insuffisantes pour faire plier un adversaire aussi résolu dans un délai raisonnable : les contournements possibles par l'Iran, la Syrie et d'autres pays qui refusent notamment d'étendre l'embargo aux denrées alimentaires (et l'Union soviétique a fait savoir qu'elle était de ceux-là), les importants stocks existants en Irak et la discipline de fer imposée à sa population par le régime de Bagdad rendent peu probable que l'on obtiendra par ce seul moyen ce que M. Giscard d'Estaing appelle sa *« capitulation »*. La pression militaire devra donc continuer de s'appliquer et même se renforcer. Cela ne veut pas dire nécessairement le déclenchement d'une guerre, mais une disponibilité à la faire.

M. Gorbatchev est-il prêt à suivre sur ce terrain son partenaire américain ? S'il est logique avec lui-même, il devrait se réjouir de voir que, à défaut de l'Union *soviétique, quelqu'un est prêt à* exercer cette pression. Mais exclure à l'avance toute initiative dans ce domaine, déclarer *« inimaginable »*, comme vient de le faire *un porte-parole soviétique*, l'envoi d'un ultimatum (le spécialiste moyen-oriental du SPD allemand, M. Wischnewski, avait suggéré un ultimatum soviéto-américain enjoignant à Bagdad de se retirer du Koweït) équivaut à en réduire l'efficacité.

A la merci d'un incident

Or cette question risque de se poser plus gravement dans les semaines qui viennent. Parmi les hypothèses évoquées par M. Mitterrand, la plus facile est celle *d'une agression irakienne* contre un nouveau pays : tout le monde serait bien évidemment d'accord pour riposter. La seconde est celle d'une offensive américaine pour reconquérir le Koweït, étant entendu que toute escalade de l'Irak contre l'Arabie saoudite ou contre Israël, entraînerait une riposte immédiate sur son territoire. Mais si l'on veut l'éviter, et précisément pour faciliter un retrait volontaire de Saddam Hussein en donnant le maximum de crédibilité à l'option militaire, une telle initiative ne peut être exclue, et elle ne peut guère venir de l'ONU, ce qui lui enlèverait tout effet de *surprise. L'on peut imagi*ner que le président Bush sondera son interlocuteur sur ce que serait sa réaction dans ce cas.

Reste une troisième hypothèse qui devrait prendre plus de consistance avec le temps, celle de la *« réaction en chaîne » évoquée par* M. Mitterrand. Il est déjà étonnant qu'aucun incident militaire un tant soit peu sérieux n'ait été signalé en quarante jours de crise : une seule accusation *irakienne, tout au* début, à propos d'une *« violation d'espace aérien »* par des avions saoudiens, mais pas un seul accrochage dans le ciel d'une région où se trouvent pourtant plus de six cents avions américains, sans parler des autres.

Or toute armée installée dans une nouvelle zone ne peut rester longtemps inactive : elle s'occupe à des manœuvres destinées tout *autant à entraîner les soldats qu'à* tester les défenses de l'ennemi, notamment en frôlant, voire en pénétrant son espace aérien. Ajoutons que dans le cas présent des survols du Koweït par l'*US Air* Force seraient parfaitement légaux, puisque ce pays ne fait pas partie de l'Irak aux yeux de la communauté internationale et que son gouvernement en exil pourrait les autoriser...

*Jusqu'à présent, le dictateur ira*kien a senti le danger et évité toute provocation. Mais avec le temps, surtout vers la mi-octobre, lorsque le dispositif américain sera fin *prêt, il ne devrait pas être trop dif*ficile de susciter cette provocation.

Telle n'est apparemment pas, pour le moment, l'intention du président Bush. Au contraire, l'éventualité, souhaitée par M. Baker, d'une présence soviétique, même symbolique, dans la région aurait pour effet de limiter la *liberté d'action unilatérale* du Pentagone et des forces arabes regroupées sous commandement saoudien. Mais tout le monde, y compris Saddam Hussein, doit se préparer au pire.

MICHEL TATU

Le nouvel « Air Force One » : le dernier cadeau de Ronald Reagan à George Bush

WASHINGTON

correspondance

Le président Bush est un grand voyageur... Au cours des dix-huit premiers mois de son mandat il s'est rendu dans vingt pays étrangers et quatre-vingt-*quatorze villes américaines*. Aussi l'Air Force vient de lui faire le beau cadeau d'un avion tout neuf.

Le Boeing-747, spécialement aménagé, compte quatre-vingt-cinq téléphones, dont certains à la disposition exclusive du chef de l'Etat, qui, grâce à un sys*tème perfectionné, peut* s'adresser au reste du monde, à l'abri des oreilles indiscrètes. Tout a été prévu pour rendre le voyage agréable : une douche près de la chambre comportant deux lits jumeaux pliables, un *petit bureau privé, une salle de* conférence ... On compte également sept toilettes à bord de l'avion, qui peut transporter quatre-vingt-treize personnes.

410 millions de dollars

Le rayon d'action du nouvel avion présidentiel est plus grand que celui de l'ancien Boeing-707, et il peut être ravitaillé en vol, mais seulement en *cas d'urgence...* Une innovation : une cellule médicale, avec table d'opération et tout l'équipement nécessaire. Les bateaux qui, jadis, patrouillaient dans les eaux les plus proches de l'appareil lorsque le président se trouvait trop loin d'un hôpital américain, ne sont plus nécessaires.

Le nouveau *Air Force One* ne coûtera aux contribuables que la bagatelle de 410 millions de dollars.

Une bonne affaire, dit l'Air Force, car le prix comprend les *frais de construction* d'un second avion de rechange. Le président Bush a bonne conscience : *« Dieu merci, quelqu'un d'autre, il y a cinq ans, a commandé cet appareil. »*

Bref, c'est à son prédécesseur que le président Bush doit cet avion. M. Reagan avait espéré l'utiliser à la fin de son mandat mais les retards de fabrication dus à l'installation d'un système anti-missiles et d'un équipement lui permettant *de résister* à une éventuelle explosion nucléaire l'en empêchèrent. L'influence de cet homme de cinéma apparaît cependant dans les multiples *écrans permettant la diffusion* de nombreux films, ainsi que dans le décor du salon évoquant un paysage californien.

Les journalistes disposeront, eux, d'un espace plus large mais le personnel de bord, bien stylé, *continue d'être méfiant* à l'égard des représentants du quatrième pouvoir. Il les a gentiment admonestés : *« S'il vous plaît, ne mettez pas vos pieds sur les meubles... »*

HENRI PIERRE

LA CRISE DU GOLFE

Le sommet d'Helsinki

Les autres dossiers

L'essentiel des conversations d'Helsinki doit porter sur la crise du Golfe. Les porte-parole des deux présidents ont cependant fait savoir que le point serait fait sur d'autres dossiers, notamment le désarmement, le Cambodge et l'Afghanistan.

• **Le désarmement conventionnel.** C'est un sujet urgent puisque MM. Bush et Gorbatchev s'étaient entendus, *lors de leur rencontre de* Washington, sur le fait qu'un accord devrait être conclu à Vienne préalablement à la tenue du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), prévu du 19 au 21 novembre à Paris.

La négociation, qui se déroule entre les sept pays membres du pacte de Varsovie et les seize pays de l'OTAN, a déjà permis de dégager un accord sur différentes catégories d'armements *terrestres* (chars de combat, véhicules blindés, artillerie) ainsi que sur le sujet délicat que *constitue la procédure de vérification*. La principale difficulté concerne désormais l'aviation. Les Occidentaux réclament notamment l'inclusion dans les négociations de l'aviation navale basée à terre, ce à quoi l'URSS s'oppose.

En ce qui concerne les effectifs des armées nationales, il est convenu, en principe, qu'ils feront l'objet d'une négociation ultérieure, une fois conclu un premier accord. Les Allemands, *toutefois, se sont déjà formellement* engagés à réduire de 370 000 hommes les effectifs de la future Allemagne *unie.*

La transformation du paysage européen

Enfin, un accord est intervenu *il y a plusieurs mois* entre les Etats-Unis et l'URSS pour limiter à 195 000 hommes leurs troupes respectives stationnées en Europe centrale. Les Soviétiques, invités par plusieurs pays du pacte de Varsovie à se retirer et qui doivent notamment évacuer en cinq ans le territoire de l'actuelle RDA, ne pourront sans doute pas remplir très *longtemps ce plafond.*

Les négociations de Vienne, qui se sont engagées le 9 mars 1989, avaient pour objectif l'établissement d'un équilibre à plus bas niveau entre les moyens d'attaque terrestre en Europe de l'OTAN, d'une part, et du pacte de Varsovie, d'autre *part.*

Cet objectif de parité est devenu assez arbitraire depuis la dislocation de fait du pacte de Varsovie et la perspective du rattachement de la RDA à la République fédérale. Le premier accord devrait cependant être *conclu sur cette base.* La deuxième phase des négociations, en revanche, s'engagera *vraisemblablement entre les* pays et non entre les alliances.

L'URSS joue cependant sur la transformation récente du paysage politique européen et sur *les désavantages qui en résultent* pour elle pour remettre en cause la règle, qu'elle avait précédemment admise, selon laquelle un pays ne peut posséder que 30 % au maximum du total dans chaque catégorie d'armements. Elle cherche également *à revenir sur la différenciation* en zones visant à éviter les trop fortes concentrations, qui dans le nouveau contexte pèse essentiellement sur elle.

• **Le désarmement stratégique.** Les grandes lignes d'un accord avaient été tracées *en juin, lors du sommet de* Washington, et les négociations ont repris entre les deux délégations à Genève quelques jours plus tard. Certaines questions restent en suspens, notamment celle de la livraison de missiles américains Trident *pour équiper les sous-marins* britanniques, que les Soviétiques considèrent comme une tentative de contournement d'un futur accord START. Mais il est peu probable que les deux présidents aient le temps d'entrer dans le détail de ce futur *traité, qu'ils espèrent pouvoir* signer avant la fin de l'année.

• **L'Afghanistan.** Le point de désaccord porte toujours sur le maintien du président Najibullah pendant la période transitoire.

• **Le Cambodge.** Ce dossier a évolué récemment, il n'y a pas de désaccord. Le problème est de savoir de quels moyens de pression dispose l'URSS pour faire accepter par le Vietnam le *plan mis au point par les cinq* grandes puissances à l'ONU.

CLAIRE TRÉAN

M. George Bush *ayant* **accepté de faire une déclaration à la télévision de Bagdad, une équipe irakienne est prête à se rendre à Washington afin de recueillir le message que le président américain a l'intention d'adresser au peuple irakien et de l'interviewer. Un responsable irakien a précisé que cette** *équipe comprendrait un journaliste « qui souhaiterait poser des questions au président américain pour s'informer de son point de vue concernant les différents problèmes d'actualité ».* **Il a ajouté que l'équipe** *« se tenait prête à partir à tout moment pour Washington dès qu'elle recevrait l'accord de la Maison Blanche à cette interview ».*

• **A Rabat, Le Maroc est revenu sur sa demande de report à fin septembre des sessions du conseil ministériel arabe, les 10 et 17 septembre au Caire et à Tunis.** *« Dans la mesure où onze 11 pays arabes, donc la majorité des pays membres de la Ligue, ont déjà annoncé leur participation effective à la session ministérielle extraordinaire du Caire, l'initiative marocaine se trouve dépassée par les événements et n'a plus raison d'être »,* **indique une note marocaine adressée à la Ligue arabe.**

• **A Londres, le Parlement britannique a soutenu vendredi à une majorité écrasante la** *décision du premier ministre,* **Mme Margaret Thatcher, d'envoyer des troupes dans le Golfe et son refus d'écarter l'hypothèse d'une intervention militaire contre l'Irak. La politique du gouvernement a été approuvée par 437 voix pour et 35 contre, à l'issue de deux jours d'une session extraordinaire de la Chambre des communes** *(le Monde du* **8 septembre). Le soutien obtenu par** *Mme Thatcher dépasse de loin* **la majorité de 100 sièges détenue aux Communes par les Conservateurs au pouvoir.**

• **A Alexandrie, Le secrétaire d'Etat américain James Baker et le président égyptien Hosni Moubarak se sont rencontrés, samedi 8 septembre, pour discuter de la crise du Golfe. L'Egypte, qui a envoyé des troupes en Arabie saoudite, espère être récompensé de la position qu'elle a adoptée depuis le début de la crise en obtenant l'approbation, par le** *Congrès américain,* **de l'annulation de sa dette militaire, de 7,1 milliards de dollars, ainsi que l'a proposé le président George Bush. L'Egypte est la quatrième étape d'une tournée qui a déjà conduit M. Baker en Arabie saoudite et aux Emirats arabes** *unis.*

• **A Paris, où il est arrivé vendredi, le prince héritier et premier ministre** *koweïtien,* **cheikh Saad al Abdallah as Sabah, doit être** *reçu lundi par MM. François Mitterrand* **et Michel Rocard. Cheikh Saad, qui vient de** *Rome* **où il a rencontré le premier ministre italien Giulio Andreotti, avait réclamé un renforcement de l'embargo imposé à l'Irak,** *« un blocus non efficace comme le blocus actuel ne pouvant pas avoir de résultat positif »,* **selon lui. – -** *(AFP, Reuter.)*

La prise en charge financière du déploiement américain

Le Koweït promet cinq milliards de dollars pour isoler l'Irak

Le Koweït s'est engagé à fournir cinq milliards de dollars d'ici à la fin de l'année, la moitié pour les opérations militaires américaines dans le Golfe, l'autre pour dédommager les pays qui souffrent de l'embargo contre l'Irak, a annoncé vendredi 8 septembre le secrétaire d'Etat américain James Baker.

Cette somme serait en gros *répartie pour moitié entre le* financement de l'opération américaine « Bouclier du désert » et pour l'autre moitié entre les pays les plus frappés par l'embargo comme l'Egypte et la Turquie, a précisé le secrétaire d'Etat. Il s'était entretenu dans la journée avec l'émir du Koweït, *cheikh Jaber Al Ahmad* Al Sabah, en exil à Taef, capitale d'été du royaume saoudien.

M. Baker s'était ensuite rendu à Abou Dhabi pour demander au président des Emirats Arabes Unis, cheik Zayed Ben Sultan Al Nahayan, de contribuer lui aussi financièrement à l'encerclement économique et militaire de l'Irak. *« J'ai trouvé leur attitude (des Emirats) très positive, reconnaissante et ouverte »,* a déclaré M. Baker. Mais il a ajouté ne pas disposer de chiffres sur la future contribution des Emirats.

Réponse pas « totalement satisfaisante »

Le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, est en tournée *en Asie et en Europe pour solliciter* des alliés de Washington une contribution supplémentaire. Tokyo a répondu *« positivement et en termes généraux »* à la demande des Etats-Unis d'une participation plus importante du Japon au financement de la force multinationale dans le Golfe, a indiqué vendredi un haut responsable du ministère des Affaires étrangères nippon.

D'autre part, la réponse des pays de l'OTAN à la demande des Etats-Unis de leur fournir des navires et des avions pour *envoyer des renforts* américains dans le Golfe *« n'a pas été totalement satisfaisante »* pour l'instant, a souligné vendredi le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires politico-militaires M. Richard Clarke. M. Clarke s'exprimait après avoir rencontré à Bruxelles les ambassadeurs des pays de l'alliance.

Pour l'instant, seuls trois pays – Grande-Bretagne, Italie et Portugal – ont accédé à la demande américaine.

Mais M. Clarke s'attend que *« plusieurs autres pays »* de l'OTAN, qu'il n'a pas nommés, répondent positivement *« dans les prochains jours ».* Par ailleurs, les services de douanes du port de Rotterdam ont saisi jeudi deux camions bulgares qui étaient chargés de matériel à destination de l'Irak. Les camions transportaient du matériel non militaire, des engins de levage fabriqués par une compagnie d'Amsterdam, dont le nom n'a pas été précisé.

Enfin, l'état-major de la marine a fait savoir vendredi que trois cent soixante et onze navires marchands ont été *« reconnus »* dans le Golfe et en mer Rouge par la marine française depuis le 28 août. Quatre de ces bâtiments – un yougoslave, un chypriote, un taïwanais et un roumain – ont été *« visités »* et ont pu ensuite reprendre leur route. – *(AFP.)*

Réunis à Rome

Les Douze favorables à un renforcement de l'application de l'embargo

Les Etats membres de la CEE refusent de contribuer au coût du déploiement des forces américaines en Arabie saoudite. Tel est le principal enseignement de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze qui s'est tenue, vendredi 7 septembre, dans la capitale italienne, alors que M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, rendra compte, lundi 10 septembre, au siège de l'OTAN à Bruxelles, des entretiens entre MM. Bush et Gorbatchev à Helsinki.

ROME

de notre envoyé spécial

La franchise avec laquelle M. Gianni de Michelis, président en exercice du conseil des Douze, s'est exprimé a de quoi surprendre : *« La CEE est déterminée à participer de manière autonome et directe et non pas par le biais d'un autre pays, fût-il notre allié. »* Et le ministre italien de préciser : *« Les Etats-Unis ont pris seuls la décision de l'opération. A nous d'engager notre propre action complémentaire à celle de Washington. »*

Réticences allemandes

La logique des Européens, en tout cas celle du ministre italien, est de dire : *« Puisque les Américains s'occupent du militaire, occupons-nous de l'aide économique. »* Encore faudrait-il que le plan de la Communauté *paraisse crédible.* Les Douze n'ont arrêté à ce stade que le principe d'un effort à fournir *en faveur des pays victimes de* la crise, notamment la Jordanie, l'Egypte et la Turquie et, à un degré *moindre*, le Maroc, la Tunisie et Djibouti. Les ministres des finances de la Communauté devaient poursuivre les discussions à ce sujet samedi 8 septembre à Rome.

Selon le projet de la Commission de Bruxelles – outre l'aide humanitaire : *21 millions de dollars* depuis le 2 août et 30 millions de dollars à venir – les besoins de ces pays sont évalués à 9 *milliards* de dollars d'ici à la fin de 1991. La Communauté se propose d'en assurer la couverture à concurrence de 15 %.

Pour *Bruxelles*, les autres pays de l'OCDE devraient assurer 20 % de la charge et l'Arabie saoudite et les Emirats 65 %. *Les experts européens* expliquent que le pourcentage envisagé pour Ryad et les autres capitales du Golfe tient à ce que leurs recettes pétrolières augmenteront de 30 à 35 milliards de dollars en un an en raison de l'effet de l'embargo sur le prix du brut et le niveau de leur production.

Dialogue euro-arabe

Cet argument de poids ne dissipe *pas tout à fait l'impression que les* Douze cherchent avant tout une porte de sortie pour éviter de payer *la facture présentée* par les Américains. L'attitude de la République fédérale dont les réticences à *contribuer financièrement à l'effort* militaire des Etats-Unis sont bien connues, est révélatrice de l'état *d'esprit des Européens. M. Hans-*Dietrich Genscher, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, *n'a-t-il pas donné son accord* au projet de Bruxelles dès l'ouverture des travaux des Douze ?

En revanche, la CEE s'est montrée plutôt positive à l'égard de l'initiative de Moscou portant sur une *déclaration* commune de la Communauté et de l'Union soviétique sur la crise du Golfe. En dépit de l'opposition des Pays-Bas, M. de Michelis a indiqué que les Douze avaient accepté le principe d'un tel texte, expliquant qu'il n'y avait pas *« contradiction avec le fait que les Américains soient les alliés naturels de l'Europe. »* M. Roland Dumas a confirmé les propos du ministre italien et M. Genscher a indiqué que le projet pourrait prendre forme à la fin septembre au cours de la session des Nations unies.

S'agissant de l'embargo contre l'Irak, les Douze ont confirmé leur position, à savoir qu'*« une application complète est la condition essentielle pour parvenir à une solution pacifique de la crise ».* La déclaration des Douze ne fait cependant *pas mention* d'une éventuelle extension au transport terrestre et aérien. Le président de la CEE a toutefois affirmé que les Douze avaient admis *« la nécessité d'étudier les formes nécessaires pour rendre plus contraignant l'embargo non seulement naval mais également terrestre et aérien ».* Selon M. Dumas les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU couvrent *également* les communications par air et par terre. Le ministre français a cependant expliqué qu'il *fallait* savoir si cette interprétation posait des problèmes juridiques avant de saisir les Nations unies.

Les Douze ont en outre marqué leur volonté d'activer le dialogue euro-arabe. La présidence italienne a reçu mandat de proposer dans les tout prochains jours à la Ligue arabe la convocation d'une conférence ministérielle. Commentant cette décision M. Dumas a dit : *« Les questions libanaise et palestinienne ne sont pas liées au conflit du Golfe mais ne peuvent* être *niées. »* Dans ce contexte, la CEE a manifesté son souci de normaliser ses relations, dans un premier temps avec la Syrie et, ensuite, avec l'Iran.

MARCEL SCOTTO.

Livraisons illégales d'armes à Bagdad

Le parquet de Munich ouvre une information contre le constructeur aéronautique MBB

BONN

de notre correspondant

Une information a été ouverte contre le constructeur aéronautique ouest-allemand Messerschmidt-Bolkow-Blohm (MBB), filiale de Daimler-Benz, accusé d'avoir illégalement vendu des hélicoptères à l'Irak.

Ces hélicoptères, officiellement destinés aux sauvetages et aux transports des personnalités, étaient transformés en engins militaires après un passage dans les usines Denzel en Autriche ou Casa en Espagne.

Selon la « Société pour la défense des peuples menacés », une association allemande qui défend, entre autres, la cause des Kurdes d'Irak, ces hélicoptères auraient été utilisés le 28 décembre 1988 lors d'une attaque de l'armée irakienne contre 3 000 Kurdes et chrétiens assyriens fuyant les zones de combat.

Le porte-parole de MBB assure de son côté que les hélicoptères livrés à l'Irak n'étaient pas adaptés à *un* usage militaire et que *la* livraison de pièces de rechange a été supendue depuis les résolutions d'embargo prises par l'ONU.

L. R.

En marge de la rencontre

Les Américains prêts à accroître leurs échanges de technologie contre du pétrole soviétique

Avant son départ pour le sommet d'Helsinki, le président des Etats-Unis M. George Bush s'est déclaré favorable à un accord avec l'Union soviétique aux termes duquel Moscou livrerait du pétrole à Washington en échange de technologie américaine.

Déjà évoqué par MM. Bush et Gorbatchev lors de leur rencontre à Washington en juin, ce sujet a commencé à se concrétiser depuis le début de l'été. Un accord de principe a été signé entre le gouvernement soviétique et le quatrième groupe pétrolier américain, Chevron, portant sur l'exploration et l'exploitation du champ pétrolifère récemment découvert à Tenguiz (Kazakhstan), au nord de la mer Caspienne.

Cet accord devrait donner lieu à la création d'une société conjointe pour un investissement de 6,3 *milliards de dollars, soit 32 milliards* de francs environ.

A la mi-août, la troisième compagnie pétrolière des Etats-Unis, Texaco, a conclu à son tour un accord semblable avec les autorités soviétiques pour explorer et produire dans la région de Timan-Pechora. Les champs pétroliers renfermeraient quelque cinq milliards de barils, soit une production potentielle comparable à celle de la mer du Nord. Des négociations se poursuivent actuellement visant à *élargir l'intervention de* Texaco dans le raffinage et la distribution.

Si on ajoute le premier contrat d'exploitation pétrolière jamais conclu entre une compagnie occidentale (en l'occurrence Elf) et l'URSS, en mai dernier, on ne peut que souligner la volonté des Soviétiques *d'instaurer de nouvelles* relations économiques avec l'Ouest. Le 5 septembre, la société américaine Wavetech Geophysical a annoncé que l'URSS allait lancer à la fin de l'année une adjudication à toutes les compagnies pétrolières internationales pour la prospection de l'or noir sur son territoire. Cette firme spécialisée dans les services pour l'*exploitation pétrolière a précisé* que 90 000 kilomètres carrés de terrains riches en réserves *seraient ouverts à l'exploitation en* république turkmène.

Ces gestes traduisent la volonté de l'URSS, premier producteur mondial de pétrole (12 millions de barils/jour) de relancer sa production freinée depuis des années par des problèmes économiques, techniques et sociaux.

Quant aux avantages technologiques convoités par Moscou, ils *portent actuellement* sur deux engagements : celui d'IBM, premier groupe mondial d'informatique, de fournir à *l'URSS* treize mille ordinateurs personnels pour les écoles ; celui du gouverneur du Minnesota visant la création d'un institut de technologie Gorbatchev-Maxwell à Minneapolis, où les Soviétiques travailleront avec des Américains et des Européens.

Enfin, une délégation de quinze chefs d'entreprises américains se rendra à Moscou du 10 au 14 septembre sous la conduite du secrétaire au commerce M. Robert Mosbacher, afin d'évaluer les besoins soviétiques en matière d'assistance technique et d'annoncer plusieurs nouveaux programmes de coopération économique.

E. F.

هكذا من الاصل

LA CRISE DU GOLFE

Le président Saddam Hussein isolé dans ses certitudes

Plus d'un mois après l'invasion et l'annexion du Koweït, et alors que la pression internationale appuyée par un impressionnant déploiement militaire s'accentue, l'Irak campe sur ses positions.

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

L'offensive diplomatique engagée par Bagdad auprès de Moscou et de Pékin, où se sont rendus, d'une part, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, et, d'autre part, le premier vice-premier ministre, M. Taher Yassine Ramadan, apparaît plus relever d'une nouvelle tentative de diviser les membres du Conseil de sécurité que d'un réel désir d'ouvrir le dialogue.

Sur les deux points fondamentaux réclamés par la communauté internationale – le retrait du Koweït et la libération inconditionnelle des otages occidentaux – M. Tarek Aziz a encore opposé un double refus aux dirigeants soviétiques. Ces derniers s'en sont, dit-on, montrés d'autant plus surpris que Bagdad avait réclamé cette visite à la veille du sommet Bush-Gorbatchev. L'exhortation du premier ministre chinois à l'Irak de saisir sa chance et de répondre aux efforts des Nations unies ainsi que des pays arabes semble montrer aussi que M. Ramadan n'a pu convaincre Pékin du bien-fondé de la position irakienne.

M. Tarek Aziz aura-t-il plus de chance, dimanche, auprès des dirigeants iraniens? C'est encore trop tôt pour le dire, même si Bagdad paraît fonder de grands espoirs sur une aide de son ennemi d'hier. On rappelle toutefois que, si Téhéran ne peut que se réjouir d'avoir récupéré sa souveraineté sur la moitié du Chatt-al-Arab, obtenu le retour des prisonniers et la libération totale de son territoire, il n'a pas oublié la suite de la résolution 598, c'est-à-dire les dommages et intérêts de plusieurs milliards de dollars qu'il réclame à l'Irak et la constitution d'une commission d'enquête pour déterminer qui a déclenché la guerre.

Placé par Bagdad dans la situation enviable d'être courtisé par tous, Téhéran ne peut pas constituer pour l'Irak un partenaire fiable. Certes, l'Iran peut avoir intérêt à aider Bagdad à tenir mais il est fort peu vraisemblable que l'Iran veuille sauver le régime honni du président Saddam Hussein. Les appels à la guerre sainte du raïs irakien ne font pas illusion en Iran.

Incontestablement surpris de la rapidité et de l'ampleur des réactions régionales et internationales, le président irakien, qui n'avait pas été habitué à un tel traitement – lui qui avait pu, par deux fois au moins, utiliser l'arme chimique sans que les résolutions du Conseil de sécurité, l'empêchent de vivre – s'est enfermé dans une logique de refus absolu de tout compromis qui paraît surprendre même ses plus proches collaborateurs.

Coupés des réalités

Les exemples abondent à Bagdad, surtout sur la question des otages, d'assurances données par de très hauts responsables qui affirment ensuite ne pouvoir rien faire, n'étant même plus écoutés du raïs. Le dernier en date est le refus opposé au retour à Bagdad, à l'issue de sa visite à Téhéran, du président du CICR, M. Cornelio Sommaruga, qui avait pourtant rendez-vous avec le chef de la diplomatie irakienne *(voir ci-dessous l'article d'Isabelle Vichniac)*.

Dans une situation des plus explosive, les dirigeants irakiens semblent totalement coupés des réalités, comme *« s'ils vivaient sur une autre planète*, souligne un bon connaisseur, *ignorant tout ce qui se passe autour d'eux »*. En résidence forcée à Bagdad, nombre d'hommes d'affaires qui, à défaut de pouvoir travailler, gardent des contacts avec leurs interlocuteurs, ne cessent de s'étonner que ceux-ci puissent encore les presser de signer des contrats ou évoquer l'avenir comme si de rien n'était. *« Ils ne se rendent pas compte que, quoi qu'il arrive, nous avons mis une croix sur l'Irak*, précise l'un d'eux, qui a une bonne expérience du pays. *Ils se sont tellement persuadés, à l'image de leur président, ou plutôt devrait-on dire, on les a tellement persuadés de la victoire, qu'ils ne comprennent même pas notre attitude. »*

Imperméables à toute notion chronologique, les dirigeants irakiens, qui répètent vouloir négocier sans condition préalable – c'est-à-dire, en fait, en gardant le Koweït et les otages tant qu'ils estimeront qu'une menace pèse sur eux – affirment que le seul obstacle à la recherche d'une solution est celui de la présence américaine en Arabie saoudite et dans le Golfe. *« Si ces troupes se retirent, nous pourrions étudier des garanties de sécurité en faveur des Etats du Golfe qui se sentent, à tort, menacés »*, nous disait ainsi un responsable. Les officiels irakiens se refusent même à considérer la flagrante contradiction qui consiste à proposer en même temps comme une possible solution le retrait de toutes les forces d'occupation au Proche-Orient, tout en considérant que *« l'Irak n'occupe pas le Koweït puisqu'il est irakien »*.

Pari sur le temps

Combien de temps le président Saddam Hussein peut-il tenir sur cette ligne qui décourage même certains de ses amis arabes? C'est difficile à dire, mais, incontestablement, les Irakiens semblent parier sur le temps, considérant que celui-ci joue pour eux. Persuadé de l'invincibilité de son armée, du soutien des masses arabes dont il attend sans aucun doute des manifestations plus effectives de solidarité, débarrassé de tout souci quant à une opinion publique muselée depuis toujours, le président Saddam Hussein sait certainement que, dans une guerre des nerfs, il a plus d'atouts que l'ennemi américain. La propagande irakienne le répète à l'envi : un conflit sera meurtrier, et nous le gagnerons car nous sommes prêts à aller jusqu'au bout, quel qu'en soit le prix, alors que – sous-entendu – vous, Occidentaux, vous ne pouvez négliger vos otages.

Est-ce à dire qu'en définitive aucun compromis n'est possible? Pour le moment, oui, mais l'exemple de l'acceptation, après huit ans de guerre, de l'accord d'Alger de 1975 sur le partage du Chatt-al-Arab – que le président Saddam avait lui-même déchiré devant les caméras de télévision au début du conflit du Golfe – incite à penser que rien n'est jamais impossible.

L'évacuation complète du Koweït et le retour de la famille Al Sabah réclamés en préalable par la communauté internationale sont hors de question, vu de Bagdad. Reste que le partage de l'émirat en quatre provinces, dont l'une, rattachée à Bassorah, comprend le champ de pétrole de Roumaïla – que l'Irak avait accusé le Koweït de piller – et l'île de Boubiyan – qui représente le large accès à la mer réclamé par Bagdad – ne relèvent sans doute pas du hasard. Et l'offre évoquée il y a plusieurs jours de transformer Koweït en zone franche fait aussi partie, sans doute, des éventualités étudiées par les stratèges irakiens.

Il n'est, pour l'instant, pas question de tout cela, et la barre est placée tellement haut que rien ne permet d'envisager une solution pacifique. Les officiels irakiens qui paraissent balayer les conséquences possibles d'un embargo bien respecté – mais le sera-t-il? – se déclarent très sérieusement prêts soit à la *« solution pacifique »* à leurs conditions, soit à une guerre qu'ils sont persuadés de pouvoir gagner tant ils semblent mépriser l'adversaire.

FRANÇOISE CHIPAUX

Un deuxième groupe d'Américains évacués du Koweït

Un deuxième groupe d'Américains – des femmes et des enfants pour la plupart – devait être évacué, samedi 8 septembre, du Koweït à bord d'un avion de ligne irakien affrété par les Etats-Unis.

Un premier groupe de 165 Américains, évacués vendredi de l'émirat pour Bagdad, avait quitté le même jour la capitale irakienne pour Amman, où il sera rejoint par le deuxième groupe. L'ensemble des ex-otages quittera la Jordanie à destination des Etats-Unis par le même vol. Selon Washington, il y avait au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août environ 2 500 Américains dans l'émirat et 500 en Irak.

Par ailleurs, selon des informations du département d'Etat, de nouveaux Américains ont été arrêtés à leur domicile, près de l'ambassade des Etats-Unis à Koweït. Un porte-parole a notamment cité le cas d'un Américain et de sa femme, d'une nationalité différente, arrêtés et transférés à Bagdad. *« Cela porte à juste en dessous de 90 le nombre d'Américains détenus par les Irakiens »*, a-t-il précisé.

Les Douze ont décidé, par ailleurs, de maintenir leurs diplomates au Koweït *« tant que leur vie ne sera pas en danger »*, a déclaré vendredi M. Roland Dumas à l'issue d'une réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE à Rome consacrée à la crise du Golfe. M. Dumas a souligné que, malgré les différences de situation sur le terrain, la CEE allait maintenir une position commune au sujet de ses ambassades, pour la plupart privées d'eau et d'électricité depuis le 24 août.

En revanche, la Suisse s'apprête à autoriser le repli sur Bagdad de ses deux diplomates restés à Koweït – à l'instar de la Suède et de la Norvège – mais ne devait prendre de décision définitive que samedi. Quant à l'ambassadeur de Yougoslavie, il a dû évacuer son poste sous la pression des unités irakiennes qui encerclaient son ambassade depuis cinq jours. – *(AFP, Reuter.)*

Le respect des conventions humanitaires de Genève

Désaccord entre le Comité international de la Croix-Rouge et l'Irak

GENÈVE

de notre correspondante

Pas plus que M. Javier Perez de Cuellar n'avait réussi à faire observer par M. Saddam Hussein les résolutions du Conseil de sécurité, M. Cornelio Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'est parvenu à inciter le chef d'Etat irakien à respecter les conventions humanitaires de Genève du 12 août 1949.

Ces conventions – et tout particulièrement la quatrième, qui vise à la protection des populations civiles en cas de conflit armé ou d'occupation – ont pourtant été signées et ratifiées par l'Irak.

M. Sommaruga s'est rendu cette semaine à Bagdad. Les deux entretiens qu'il a eus avec M. Tarek Aziz, ministre des affaires étrangères, lui ont fait espérer que la Croix-Rouge pourrait exercer aussi bien en Irak – où elle maintient une importante délégation – qu'au Koweït – où elle n'a pas droit de cité – son mandat traditionnel d'assistance et de protection.

Un accord était même presque prêt à la signature. Les objectifs du CICR étaient précis : entrer en contact avec tous les étrangers qui n'avaient pas été autorisés à quitter le pays, les protéger et leur permettre d'échanger des messages avec leur famille. Le CICR entendait déployer la même activité en faveur des prisonniers de guerre koweïtiens.

Restrictions alimentaires

Le CICR était disposé, d'autre part, à fournir des titres de voyage et d'autres formes d'assistance aux centaines de milliers d'étrangers qui sont autorisés à partir mais n'en ont pas les moyens. M. Sommaruga, au cours d'une conférence de presse donnée vendredi 7 septembre à son retour à Genève, a précisé que ces derniers – qui manquent généralement de possibilités de transport et n'ont aucun contact avec leur représentation diplomatique ou consulaire – subissent des restrictions alimentaires particulièrement sévères et vivent dans la crainte. Au moins deux des camps où ils sont concentrés par milliers sont situés à Bagdad même.

Les pourparlers avaient également porté sur l'approvisionnement de la population civile en Irak et au Koweït. Le CICR a constaté que l'ensemble des étrangers est victime de discriminations en ce domaine alors que la situation de la population irakienne n'est pas pour le moment alarmante. L'organisation humanitaire est prête à apporter à l'Irak l'aide médicale et alimentaire d'urgence nécessaire tout en acceptant les contrôles prévus par l'ONU.

Serait-ce grâce à ce dernier « argument » que ses interlocuteurs laissèrent entendre à M. Sommaruga qu'ils se pliaient aux priorités du CICR – tout en étant conscients que, selon la règle de la Croix-Rouge internationale, l'accord envisagé ne pouvait être que global et indivisible?

Ces bonnes dipositions firent cependant long feu. Et c'est dans la capitale iranienne, il y a deux jours, que le président du CICR a appris que ce n'était pas la peine qu'il retourne à Bagdad car ses rendez-vous étaient annulés. Il n'a pas caché sa frustration devant l'échec total de ses efforts.

Le changement d'attitude de Bagdad peut s'expliquer soit par les propositions d'aide alimentaire avancées par quelques Etats, soit par le désir de M. Saddam Hussein de vouloir prouver à tout prix que les conventions de Genève ne sont pas applicables à la crise du Golfe du fait que l'annexion du Koweït serait une affaire intérieure qui n'a rien d'un conflit armé...

ISABELLE VICHNIAC

Pour rapatrier les dizaines de milliers de réfugiés de Jordanie

Un véritable pont aérien s'impose

Le président George Bush a décidé de débloquer d'urgence dix millions de dollars pour aider les dizaines de milliers de réfugiés – essentiellement des Asiatiques – qui ont fui l'Irak et le Koweït depuis l'invasion de l'émirat par les troupes irakiennes, a annoncé, vendredi 7 septembre, le porte-parole de la présidence. La plus grande partie de ces fonds sera allouée aux mesures de rapatriement.

AMMAN

de notre envoyé spécial

Il faut accélérer considérablement l'évacuation des réfugiés qui se bousculent actuellement en Jordanie et, pour cela, mettre en place un pont aérien à grande échelle. Tout le monde est d'accord, les dirigeants jordaniens comme l'ensemble des représentants de gouvernements étrangers et délégués des organisations humanitaires, de plus en plus nombreux à venir à Amman pour étudier les mesures à prendre. Elles sont urgentes.

« En fait, il ne s'agit pas vraiment de réfugiés mais de migrants qui regagnent leur pays », a déclaré, vendredi 7 septembre, dans la capitale jordanienne, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

Ceux qui fuient le Koweït et l'Irak étaient des émigrés. L'effort principal de la communauté internationale doit donc porter sur leur rapatriement, dans les plus brefs délais possibles, afin de soulager non seulement la peine des premiers intéressés mais aussi la charge que cet afflux de personnes déplacées fait peser sur la Jordanie. Or les rotations d'avions effectuées jusqu'à présent entre Amman et les capitales des pays les plus concernés (Pakistan, Inde, Bangladesh, Sri-Lanka) sont très insuffisantes.

Mesures tardives

Le mouvement ne s'est réellement développé qu'à partir du 1er septembre alors que, déjà, le cap des 100 000 réfugiés était atteint. Vendredi, ils étaient plus de 120 000, dont 100 000 dans des camps situés près de la frontière jordano-irakienne et à la périphérie d'Amman. Toute la difficulté de la tâche tient au fait que, ces derniers jours, pour une moyenne de 10 000 personnes évacuées de Jordanie en vingt-quatre heures, il y avait de 18 000 à 19 000 nouveaux arrivants en provenance d'Irak.

M. Kouchner a annoncé que le gouvernement français, dans le cadre de l'action entreprise par la Communauté européenne, allait envoyer à Amman un Boeing-747 de 450 places qui, pendant une semaine, pourrait effectuer cinq ou six rotations pour rapatrier des Bangladeshis à Dacca. Ensuite, deux Boeing-707 devraient relayer ce premier appareil.

L'affrètement d'un navire de 4 000 places est également envisagé, mais M. Kouchner a souligné que ce mode de transport beaucoup plus lent est aussi nettement plus coûteux, surtout en ce moment, en raison de l'augmentation du prix des assurances, la région étant considérée comme « zone de guerre ».

D'autre part, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), institution regroupant trente-six Etats en relation avec l'ONU, a été chargée par les autorités jordaniennes d'établir un plan d'évacuation qui prévoit 72 vols en quinze jours afin de ramener chez elles 19 000 personnes. Hélas ! ce nombre équivaut à celui des arrivées quotidiennes en Jordanie.

La population des camps n'est pas près de diminuer sensiblement. C'est pourquoi les autorités jordaniennes viennent de préparer de nouveaux sites d'hébergement à mi-chemin entre la frontière irakienne et Amman. *« La communauté internationale a tardé à réagir, nous n'avions pas conscience de l'ampleur de la tâche »*, a reconnu M. Kouchner.

FRANCIS CORNU

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

Les Arabes, leur monde et leurs pays

L'actualité de l'été nous a plongés dans le monde arabe, et le flux d'informations qu'elle continue d'entretenir déborde évidemment le strict compte rendu des événements, dont le rythme n'est pas toujours à la mesure des craintes réveillées et des enjeux signalés. A l'appui des commentaires, en renfort des spéculations, tout un appareil documentaire est livré au jour le jour, en ordre dispersé. On y trouve le meilleur et le pire.

Le meilleur, ce sont les informations provenant du terrain, que fournissent les journalistes, et les enseignements que, toujours par l'intermédiaire des médias, des spécialistes peuvent apporter au grand public. Le pire est moins dans la médiocrité de certains clichés ou jugements faciles – car elle est aisément décelable – que dans la présentation et l'analyse des faits qui accréditent abusivement, fût-ce en toute bonne foi, une lecture, légitime, sans doute, mais certainement pas neutre et, encore moins, pure et juste.

Heureusement, la diversité même de l'information diffusée – lorsque cette diversité existe – apporte les correctifs nécessaires et, avec un peu de curiosité, de perspicacité et d'ouverture, chacun peut trouver son chemin dans la masse touffue des messages qui nous parviennent par les médias, images, sons et écrits confondus.

Cependant, la richesse de cet afflux livré à chaud et en vrac quotidiennement risque de submerger les plus attentifs, s'ils ne disposent pas de quelques points d'ancrage auxquels se raccrocher pour retrouver cohérence et intelligibilité. En voici un, qui n'aurait pu mieux tomber dans les circonstances qui nous préoccupent : un ouvrage collectif sur *les Régimes politiques arabes* que proposent cinq universitaires, Maurice Flory, Bahgat Korany, Robert Mantran, Michel Camau et Pierre Agate. Le hasard fait que cette étude, entièrement renouvelée, paraît en cette période de l'année, en pleine actualité de la crise ouverte dans le Golfe, vingt ans après l'ouvrage semblable qu'avaient publié Maurice Flory et Robert Mantran ; du coup, ce manuel destiné aux étudiants élargit considérablement son public minimal.

Les auteurs présentent les régimes étatiques des pays arabes à travers les regroupements que dessine la géographie : la vallée du Nil, le Croissant fertile, le Maghreb, la péninsule arabique. C'est déjà dire que les caractères dominants de l'ensemble arabe sont plus dans sa localisation, son histoire, sa culture, sa langue, sa religion, que dans l'homogénéité d'un choix politique, quelle que soit la réalité fluctuante de la volonté d'arabisme. Précédant l'examen des régimes, plusieurs études transversales traitent du monde arabe : préhistoire et histoire de l'islam, rapports entre la religion et le pouvoir, confusion des droits public et privé, relations avec l'environnement international, balancements entre le pan-arabisme et l'affirmation nationale, entre la quête d'un ressourcement dans la tradition et les emprunts à la modernité occidentale. Les contributions informées, nuancées, des auteurs éclairent ce que peuvent avoir d'obscur des démarches qui ne se fondent pas que sur les valeurs et les critères de l'Occident ; elles laissent ouvertes bien des questions et – ce n'est pas leur moindre mérite – relativisent les réponses ou les certitudes qui sont dispensées par ailleurs. Robert Mantran rappelle que si le Coran est le code révélé d'un Etat supranational – comme l'observait Louis Massignon, – ce n'est pourtant pas un code achevé de lois organisant la cité en tout. Il y a donc place pour la politique. Celle-ci existe mais il faut comprendre que si elle s'appuie parfois sur des modèles occidentaux, elle fonctionne aussi suivant des traditions culturelles qui associent des structures hiérarchiques fortes et des systèmes de délégation plus qualifiés pour dire la norme que pour représenter le peuple.

Maurice Flory rappelle une autre donnée : le groupe des pays arabes est celui qui, dans le tiers-monde, se distingue par des écarts de richesse allant de 1 à 60 en raison des effets cumulés du pétrole et de la démographie. Bahgat Korany montre que le sous-système international arabe reste écartelé par la dialectique entre l'Etat territorial réel et la nation panarabe idéale. Depuis la dernière guerre mondiale, la réalité politique du monde arabe a été celle du morcellement malgré plusieurs tentatives de regroupement ou de leadership.

Les pays fortement peuplés, telle l'Egypte, n'ont pas d'autres richesses, et les *« pétro-puissances »* ne possèdent pas ces autres attributs de la puissance que sont la population, la capacité militaire, des structures administratives. On voit bien que l'Irak pourrait se distinguer sur tous ces plans, ce qu'il cherche à faire avec des moyens plus que contestables. Trouvera-t-il une nouvelle chance de devenir un *« Etat-pivot »* ? Bahgat Korany estime que sa prétention au leadership régional a déjà été fortement compromise par la guerre avec l'Iran. La question se repose – celle-ci et bien d'autres – mais pas dans des termes aussi simples qu'on l'imagine au premier abord : il faut tenir compte d'un ensemble de données propres à la famille culturelle arabe, de vieille souche, qui a connu une remise en cause fondamentale dans l'Histoire, à l'issue de laquelle elle n'a pas retrouvé sa stabilité, et qui, derrière l'apparence de régimes plutôt stables, reste soumise à une dynamique de changements profonds (démographiques, économiques, culturels), porteurs de contradictions et de crises. Cela mérite d'être enseigné ou rappelé.

► *Les Régimes politiques arabes*, par Maurice Flory, Bahgat Korany, Robert Mantran, Michel Camau, Pierre Agate. PUF « Thémis », 558 p., 165 F.

LA CRISE DU GOLFE

Les réactions politiques en France

Le PS insiste sur les risques de récession

Lors de l'université d'été de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), jeudi 6 septembre à Port-d'Albret (Landes), M. Pierre Mauroy a commenté la rencontre qu'il avait eue le matin, en compagnie de plusieurs députés socialistes, avec MM. Michel Rocard et Pierre Bérégovoy, à propos du projet de budget pour 1991 et des ajustements qu'impose la crise du Golfe (*le Monde* du 8 septembre). Après les vives polémiques à ce propos à l'intérieur du PS et du gouvernement, M. Mauroy a précisé que les participants avaient *« pris du temps pour régler quelques problèmes de communication et de dialogue, car manifestement il faut les améliorer »*. Sur le fond, le premier secrétaire du PS rappelle qu'il n'y a *« pas de désaccord »* entre le PS et le gouvernement sur l'existence d'une *« note à payer »* mais qu'il faut au préalable que l'on *« évalue cette note »*.

De son côté, M. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du PS et proche de M. Lionel Jospin, estime, dans un entretien publié par *Libération*, samedi 8 septembre, que, si le montant de la révision à la baisse des dépenses budgétaires est *« raisonnable »*, le risque inflationniste, *« contre lequel le gouvernement a pris les mesures appropriées »*, ne doit pas faire oublier qu'il existe aussi un *« risque de récession, qu'il faut également bien mesurer »*. M. Moscovici juge que, dans l'état actuel des choses, *« il n'y a pas à proprement parler de choc pétrolier »* et qu'une *« politique de freinage de la demande »* n'est donc pas, pour le moment, à l'ordre du jour. Il ne faut donc pas, juge-t-il, *« remettre en cause les grandes orientations salariales et notamment la revalorisation des bas salaires »*.

Quant à la baisse de l'impôt sur les sociétés, M. Moscovici persiste à penser que ce n'est pas *« la mesure la plus efficace pour aider l'investissement »*. Il estime que la politique économique doit *« toujours être conduite dans une perspective de réduction des inégalités »*. A ce propos, M. Moscovici attend du projet de budget pour 1991 un relèvement *« significatif »* de la taxation des plus-values.

Pourt sa part, M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, ministre « d'ouverture », a rendu hommage, vendredi à Strasbourg, à la *« politique courageuse »* de M. Bérégovoy.

Matignon : l'embargo et le terrorisme

M. Michel Rocard a reçu pour la seconde fois, jeudi 6 septembre, à Matignon, les représentants des groupes parlementaires, pour les informer de la situation dans le Golfe. A l'issue de la réunion, qui a duré plus de deux heures, les parlementaires se sont refusés à tout commentaire sur les informations *« confidentielles »* communiquées par le premier ministre, par son conseiller diplomatique, M. Philippe Petit, et par le chef de son cabinet militaire, le général Jean Menu. M. Rocard s'est d'ailleurs félicité de la discrétion dont ont fait preuve les délégués à la suite de la première réunion.

Au cours cette seconde rencontre, M. Guy Fougier, secrétaire général de la défense nationale, a également fait un long exposé sur l'application et l'efficacité de l'embargo décrété par l'ONU. Il a aussi évoqué son renforcement éventuel dans le domaine aérien. Le préfet Rémy Pautrat, conseiller technique chargé des questions de sécurité, a enfin longuement évoqué l'hypothèse d'une reprise du terrorisme en France. Compte tenu de la participation de M. Rocard à un colloque en Allemagne fédérale jeudi 13 septembre, la prochaine réunion d'information a été fixée au mercredi 12 septembre.

Mme Halimi : la France aurait dû être un « messager de la paix »

Dans un entretien publié par *l'Humanité* du samedi 8 septembre, Mme Gisèle Halimi, ancien député (app. PS) de l'Isère, ancien ambassadeur de France auprès de l'UNESCO, affirme notamment à propos de l'attitude américaine dans la crise du Golfe : *« On dit, bien sûr, que Ryad a appelé à l'aide. Mais on sait ce que nous avons dit quand on nous a servi cette thèse à propos de l'Afghanistan. (...) Personne ne fait remarquer que les Etats-Unis, contre la charte des Nations unies, contre la résolution 665 qu'ils violent délibérément, pratiquent un embargo qui s'applique aux médicaments et aux produits de première nécessité. »*

Quant à l'attitude de la France, Mme Halimi affirme : *« Le premier dégât, qui n'est pas irréversible, est de s'être mis dès le début à la traîne des Etats-Unis. »* L'avocate, qui juge que la France conserve un *« crédit miraculeux »* dans le monde arabe, juge que Paris avait au début de la crise *« une chance inouïe »* d'être un *« messager de la paix »*, un *« interlocuteur privilégié »*. Mme Halimi consteste l'utilisation de l'expression *« logique de guerre »*, car *« c'est l'embrasement du monde. Ce sont des mots qu'il fallait éviter. »*

EN BREF

□ **M. Mégret (FN) : le RPR et l'UDF sont *« à la remorque des Américains »*.** – Répondant à MM. Bernard Pons (RPR) et Gérard Longuet (UDF-PR), qui avaient critiqué, jeudi 6 septembre, les propos tenus par M. Le Pen sur les otages, M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, estime que le RPR et l'UDF *« se placent à la remorque des Américains dans la défense des intérêts pétroliers des compagnies anglo-saxonnes »*. Il reproche à ces deux partis de se faire *« les champions de la lutte contre l'invasion du Koweït sans rien faire contre la submersion de la France par l'immigration »*.

□ **M. Charles (MRG) : M. Le Pen ou la *« voix de Bagdad »*.** – M. Bernard Charles, porte-parole du Mouvement des radicaux de gauche, considère que M. Le Pen *« touche le fond »* en proposant, comme il l'a fait dans *le Monde* du 8 septembre, d'envoyer des *« observateurs du Front national »* pour *« s'informer »* de la réalité de la situation des ressortissants français en Irak. Estimant que *« les témoignages d'otages libérés devraient suffire à éclairer* [M. Le Pen] *sur leur sort »*, M. Charles ajoute : *« Que M. Le Pen conduise ses « casques noirs » en Irak et prenne la place de nos ressortissants, il aura enfin une utilité et pourra assurer sa nouvelle fonction de « voix de Bagdad. »*

□ **M. de Charette (UDF) : priorité au blocus.** – M. Hervé de Charette, député UDF du Maine-et-Loire, délégué général des clubs Perspectives et réalités, approuve *« la priorité donnée par le président de la République au blocus »* et son *« refus du chantage aux otages »*.

□ **M. Noir : le « devoir de cohésion nationale ».** – M. Michel Noir, député (RPR) et maire de Lyon, estime que dans la crise du Golfe il existe un *« devoir de cohésion nationale qui est partagé par l'ensemble de la classe politique »*. *« Les orientations choisies par le président de la République dans cette affaire sont des orientations que l'ensemble des élus de la nation peuvent tout à fait comprendre et soutenir »*, a-t-il déclaré, vendredi 7 septembre, à France-Inter.

□ **Le Cercle des socialistes de culture musulmane pour une « solution négociée ».** – Le Cercle des socialistes de culture musulmane se prononce pour une *« solution négociée »*, regrette les méthodes utilisées par l'Irak, mais insiste sur le *« détournement de la rente pétrolière »* par le Koweït et affirme que *« la grande majorité des musulmans de France se sent spontanément solidaire de l'Irak »*.

EUROPE

POLOGNE

Le gouvernement souhaite accélérer le départ des troupes soviétiques

Le ministre polonais des affaires étrangères, M. Krzysztof Skubiszewski, a annoncé vendredi 7 septembre devant le Sénat que son gouvernement souhaite accélérer le départ des troupes soviétiques de Pologne et estime que ce départ ne doit pas être lié au retrait des troupes soviétiques stationnées en RDA. Varsovie avait jusqu'ici abordé avec prudence la question du retrait des troupes soviétiques (quelque 50 000 hommes) stationnées sur son territoire. Leur départ était en revanche réclamé avec insistance par l'opinion polonaise et par Lech Walesa, président de Solidarité, qui pourrait en faire un cheval de bataille dans le conflit qui l'oppose au gouvernement.

La Pologne, a déclaré M. Skubiszewski, souhaite que le retrait intervienne *« prochainement »* et *« ne dure pas plus longtemps que le retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie et de Hongrie »*. Dans ces deux pays, le retrait avait débuté ce printemps et doit être achevé à l'été 1991. *« Nous ne pouvons pas attendre*, a ajouté le ministre, *jusqu'au moment où le dernier soldat soviétique quitte l'Allemagne. »* Pour régler les questions de transit des troupes évacuant la RDA, *« la présence soviétique en Pologne n'est pas nécessaire »*, les autorités polonaises pouvant s'en charger, a-t-il souligné.

D'autre part, le porte-parole du gouvernement polonais, Mme Malgorzata Niezabitowska, interrogée vendredi par la presse sur des rumeurs selon lesquelles l'URSS envisage d'installer dans la région de Kaliningrad (anciennement Koenigsberg, capitale de l'ex-Prusse-Orientale) des Allemands vivant au Kazakhstan et en Sibérie, a fait part de sa préoccupation. *« S'il s'agissait simplement pour ces Allemands d'y vivre, travailler et investir, la Pologne*, a-t-elle affirmé, *n'y verrait aucun inconvénient. »* En revanche, si l'afflux était *« massif »* ou si cette région *« était appelée à devenir une république autonome allemande, la Pologne élèverait une protestation »*, a déclaré Mme Niezabitowska. Elle a remarqué que l'URSS a démenti tout projet en ce sens, mais, a-t-elle ajouté, *« il est vrai que des informations nous proviennent par différents canaux »* à ce sujet. C'est en juillet dernier que les autorités soviétiques ont laissé pour la première fois un Occidental – le président d'une banque ouest-allemande – visiter la zone hautement stratégique de Kaliningrad, enclavée entre la Pologne et la Lituanie. – *(AFP, AP.)*

RFA

Fureur à Bonn après les propos du général Pinochet sur la Bundeswehr

BONN

de notre correspondant

M. Genscher est furieux : il l'a fait savoir sans détour à l'ambassadeur du Chili à Bonn, convoqué séance tenante dès que fut connu dans la capitale fédérale le jugement porté par le général Pinochet sur la Bundeswehr. L'ex-président chilien, toujours chef des armées de son pays, a en effet déclaré devant le Rotary-Club de Santiago que l'armée ouest-allemande est un *« ramassis de drogués, d'homosexuels et de syndicalistes »*. Le dictateur en préretraite rend responsable de cette dégradation morale le général Wolf von Baudissin, l'un des constructeurs de la Bundeswehr dans les années 50. Ce dernier est l'inventeur de la nouvelle discipline, la plus libérale des armées modernes.

Augusto Pinochet, formé à la vieille école allemande et au pas de l'oie, règle ainsi un compte personnel avec une République fédérale qui n'a pas ménagé ses efforts pour assurer la victoire à l'élection présidentielle de son concurrent démocrate-chrétien Patricio Alwyn, résolument soutenu par la CDU.

Le porte-parole du gouvernement a précisé que ce dernier ne partageait en rien les appréciations du général Pinochet. Son écart de langage alimente en tout cas les conversations bonnoises où on se gausse plutôt de propos mis sur le compte de la sénilité.

LUC ROSENZWEIG

HONGRIE

Libération des derniers espions condamnés sous le régime communiste

BUDAPEST

correspondance

Une grâce présidentielle a permis la libération, vendredi 7 septembre, des quatre derniers Hongrois condamnés pour espionnage en faveur des Etats-Unis ou de la RFA sous le régime communiste et qui étaient détenus dans la prison centrale de Budapest. Il s'agit notamment d'Istvan Belovai, ancien attaché militaire hongrois à Londres, arrêté à Budapest en 1985 et condamné à perpétuité.

A la veille de la libération des anciens *« traîtres »* devenus depuis *« prisonniers politiques »*, le gouvernement a limogé deux dirigeants des services secrets, le chef du bureau de l'information (service de renseignement), Istvan Dercze, et le directeur général de l'Office national de défense (contre-espionnage et lutte antiterroriste), Lajos Nagy. Ils avaient été nommés à leurs postes au début de cette année par l'ancien gouvernement Nemeth (ex-communiste). Selon des sources du ministère de l'intérieur, quinze à trente autres responsables de ces services doivent très prochainement être écartés.

Ce « ménage », promis par le Forum démocratique, le parti de centre droit au pouvoir, dans son programme électoral avant les élections de mars, doit aussi toucher l'armée.

L. L.

AFRIQUE

L'offrande d'Houphouët-Boigny

Suite de la première page

« Rien n'est trop beau pour Dieu », affirmait récemment le vieux chef.

Certains, cependant, et jusque dans le bas clergé, affirme que le Président *« a souvent confondu, comme beaucoup d'autres chefs d'Etat africains, le Trésor public et sa cassette personnelle »*. M. Laurent Gbagbo, tête d'affiche de l'opposition et secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), doutait par exemple devant nous, jeudi à Abidjan, qu'*« un planteur de cacao puisse être assez riche pour s'offrir une basilique »*. Dans les « maquis » de la vieille capitale, c'est-à-dire les restaurants, de jeunes étudiants en colère y vont plus carrément et accusent anonymement, *« le grand caïman de Yamoussoukro »* d'avoir *« pillé les caisses de l'Etat pour réaliser son rêve mégalomaniaque »*. Personne ne fournit évidemment le moindre début de preuve, mais la *vox populi*, ici comme ailleurs, n'a jamais eu besoin de dire le vrai pour se faire entendre.

Une difficile fin de règne

« Nous voulons des usines, pas des basiliques ! », ont crié quelques manifestants antigouvernementaux violemment réprimés, jeudi dernier, dans le quartier d'affaires d'Abidjan. *« Péripétie sans importance »*, affirme-t-on dans les milieux français proches du pouvoir en place. *« Au total, les Ivoiriens sont très fiers de leur magnifique cathédrale et vous verrez que la visite du pape se déroulera dans l'enthousiasme général et sans accroc. »*

Reste que la sécurité, dès vendredi 7 septembre, aux abords de Yamoussoukro était extrêmement pointilleuse et que les forces de l'ordre disposées aux entrées de la ville fouillaient méthodiquement tous les véhicules. Mesure normale, dira-t-on, dans ce pays qui vit les premiers soubresauts d'un multipartisme introduit il y a tout juste quatre mois après trente ans de parti unique.

Plus graves sans doute et, en tout cas, plus révélatrices d'une bien difficile fin de règne sont les admonestations publiques de l'épiscopat envers le pouvoir. Le pays sombre dans l'appauvrissement, l'insécurité, l'immoralité et l'injustice, disait en substance une lettre pastorale lue fin juillet dans toutes les églises du pays et signée par les treize évêques de Côte-d'Ivoire. Mgr Bernard Yago, archevêque d'Abidjan, n'était pas, on le sait, en faveur d'une visite pontificale en ce délicat moment pour la vie du pays. Selon un prêtre de la grande métropole, la majorité du clergé local est d'ailleurs de son avis. Jean-Paul II a choisi de passer outre. *« Le Saint-Père, qui ne manquait pas d'informations sur la portée de sa visite chez nous*, écrivait le 16 août le cardinal, *a pris ses responsabilités. »* A lui de les assumer.

Adressée *« à tous les prêtres du diocèse d'Abidjan »*, la lettre du numéro un de l'Eglise ivoirienne critiquait encore, à mots à peine couverts, la consécration de Notre-Dame-de-la-Paix, *« cet ouvrage grandiose dont la réalisation s'est faite sans que les fidèles y aient été associés (...) »*. *« Chacun sait aussi*, poursuivait le prélat, *les interrogations et les interprétations suscitées par cet édifice. »* Sauf à s'appeler Mgr Jacques Gaillot, à faire profession de franc-tireur et à déclarer publiquement, selon l'AFP, que le déplacement du Saint-Père en Côte-d'Ivoire constitue *« une insulte à la misère »*, on ne peut être plus clair.

Officiellement, le pape venait aussi à Yamoussoukro *« couronner de sa présence »* la première phase préparatoire des travaux des évêques ivoiriens pour le synode africain de 1993. Bien entendu, personne n'est dupe : le point fort de cette troisième visite pontificale en Côte-d'Ivoire sera bien la transformation de la plus belle église d'Afrique en basilique . Nul ne connaît encore les modalités juridiques du transfert de l'édificie – théoriquement propriété privée de M. Houphouët-Boigny – sous la responsabilité du Vatican.

Un vaste désert de béton

Jean-Paul II a certes fini par accepter la basilique en *« cadeau personnel du président »*, mais il faudrait une loi spéciale du Parlement local pour conférer au périmètre en question un véritable statut d'extraterritorialité. Plusieurs partis d'opposition ont déjà fait savoir qu'ils n'étaient pas d'accord. *« On verra tout cela plus tard »*, dit-on à Abidjan.

En attendant, *« la fête de lundi sera belle »*, a décrété la télévision gouvernementale. Parmi les hôtes de marque qui seront logés dans les quatre-vingts villas bâties derrière le palais présidentiel de Yamoussoukro, on attendait, dimanche, M. Jacques Chirac et M. Jean-Christophe Mitterrand. D'autre part, 300 000 personnes, soit environ le quart des catholiques d'un pays encore largement dominé par l'animisme, devaient se rendre, dès samedi soir, dans le village natal du président. A Abidjan, les autobus étaient prêts à transporter gracieusement la foule, et certains, disait-on, allaient recevoir 5 000 francs CFA de récompense pour faire le voyage. Qui sait ? Peut-être *« le plus beau, le plus grand village du monde », dixit* le président sénégalais Abdou Diouf dans le Livre d'or de la mairie, *s'éveillera-t-il enfin à la vie à* cette occasion.

Pour l'heure, avec ses larges avenues rectilignes, ses bâtiments publics climatisés et vides, la « capitale administrative » du pays perdue dans la brousse à 200 kilomètres au nord d'Abidjan donne l'impression d'un vaste désert de béton sans joie et sans vie. Le vieux président espérait 500 000 habitants dans son ancien village avant 1990. Malgré le transfert de quelques poignées de fonctionnaires et leurs familles, le district compte aujourd'hui moins de 100 000 âmes. En majorité vouées à l'islam d'ailleurs.

Mais peu importe, au fond les polémiques. Qu'il s'agisse d'*« un acte de foi personnel du président »*, comme on l'affirme au Vatican, ou que l'Etat ivoirien ait largement participé à son édification, une seule chose est sûre : Notre-Dame-de-la Paix est là, solitaire, blanche et majestueuse dans son écrin émeraude. Nul doute que même les incrédules viendront de loin pendant longtemps pour l'admirer.

PATRICE CLAUDE

□ **Mesures d'apaisement en Côte d'Ivoire.** – Après une escale au Rwanda, le pape est attendu, dimanche 9 septembre, à Yamoussoukro, pour y bénir la cathédrale. Il regagnera Rome lundi. D'autre part, à l'avant-veille de son arrivée, les vingt-deux personnes qui avaient été interpellées jeudi à Abidjan à la suite des manifestations hostiles au président Houphouët-Boigny (*le Monde* du 8 septembre) ont été relâchées. Le leader de l'opposition ivoirienne, M. Laurent Gbagbo, a rencontré jeudi soir le ministre de la sécurité intérieure, le général Issouf Koné. *« L'ambiance était bonne*, a-t-il souligné à l'issue de l'entretien, *et pour la première fois nous avons pu évoquer nos revendications devant un membre du gouvernement. »* – *(AFP.)*

AFRIQUE DU SUD

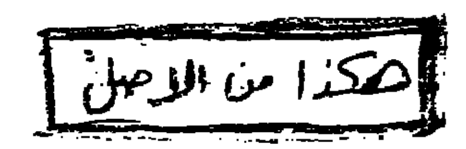
M. Frederik De Klerk sera reçu à la Maison Blanche le 24 septembre

Pour la première fois depuis l'instauration de l'apartheid à la fin des années 40, un président sud-africain va être reçu par son homologue américain. M. Frederik De Klerk rencontrera le président George Bush à la Maison Blanche le 24 septembre. Cette rencontre avait été prévue en juin mais elle avait été reportée à la suite des protestations émises par plusieurs organisations américaines anti-apartheid qui demandaient que M. George Bush reçoive d'abord M. Nelson Mandela. M. De Klerk sera accompagné *« de hauts responsables gouvernementaux »*, dont le ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha.

La *« visite officielle de travail »* du président sud-africain coïncidera avec la réunion du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. L'administration américaine étudie la possibilité de soutenir la cause de l'Afrique du Sud auprès des organismes financiers internationaux. Les responsables américains pourraient aussi, sans enfreindre les dispositions de l'ONU, plaider pour un assouplissement des sanctions à l'encontre de Pretoria, particulièrement celles qui touchent les produits agricoles et le charbon. – *(AFP.)*

□ **Breyten Breytenbach remporte le plus prestigieux prix littéraire du pays.** – L'écrivain afrikaner – mais de nationalité française – Breyten Breytenbach vient de remporter, pour la cinquième fois, le plus prestigieux prix littéraire d'Afrique du Sud, attribué par la société de distribution CNA, pour son œuvre *Memory of Snow and Dust (Mémoire de neige et de poussière)*. C'est la première fois qu'il se voit couronné dans la catégorie réservée aux œuvres de langue anglaise. – *(AFP.)*

□ **NIGER : soixante Touaregs détenus, selon le gouvernement.** – Quatre mois après les affrontements entre des rebelles touaregs et les forces armées dans la région de Tchin-Tabaraden (*le Monde* du 15 juin), *« soixante personnes »* sont encore détenues et *« devront répondre de leurs actes devant les instances judiciaires »*, a indiqué, début septembre, l'ambassade du Niger à Paris.



AMÉRIQUES

PÉROU : la politique de choc de M. Alberto Fujimori

Le « défenseur des pauvres » a fait cinq millions de nécessiteux de plus

La politique de choc lancée il y a un mois par le nouveau président péruvien, M. Fujimori, au mépris de ses promesses électorales, a considérablement augmenté le nombre des nécessiteux dans un pays qui en compte déjà beaucoup.

LIMA

de notre correspondante

C'est à Huaycan, l'un des quartiers-rebuts de la capitale, que M. Alberto Fujimori, surnommé *« El Chinito »* (le petit Chinois), avait entamé la deuxième manche de la campagne présidentielle qui l'opposait à l'écrivain Mario Vargas Llosa. Juché sur la table du maître, dans la cour de l'école, *« le candidat des pauvres »* avait fustigé la politique de choc préconisée par son adversaire et son programme d'assistance *pour en amortir* le coût social. *« El Chinito »*, lui, promettait *« travail et technologie »* pour reconstruire le pays.

Huaycan vota pour M. Fujimori, comme la plupart des régions abandonnées du pays. Dix jours après son investiture, le 8 août, le *« défenseur des pauvres »* appliqua, sans anesthésie, la thérapie de *« choc »* tellement décriée. La majoration de 3 000 % du prix de l'essence provoqua une flambée générale des prix : 165 % d'inflation en une seule journée, qui fut baptisée le *« jeudi noir »*.

C'est à Huaycan, le 9 août, que tombèrent les deux premières victimes du choc : les autorités locales, escortées par une foule de petites gens, obligèrent des commerçants à distribuer des denrées illégalement stockées. Des coups de feu partirent du toit d'un entrepôt, tuant une ménagère et un adolescent... Il n'y eut pourtant ni émeutes, ni scènes de pillage dans le bidonville, seulement des accès de désespoir. *Puis, pour ses* soixante-dix mille habitants, l'attente interminable de l'aide promise. Le PAS, le programme social promis par Vargas Llosa, avait laissé la place au PES, un programme du même genre improvisé par M. Fujimori, qui devait – théoriquement – venir en aide à sept millions et demi de Péruviens.

Fatiguées de guetter en vain l'arrivée de la manne promise, les mères de famille ont organisé une « soupe populaire ». Elles se sont cotisées pour acheter de l'eau au camion-citerne et quelques denrées au marché, ont quémandé ou maraudé des légumes verts dans les champs, en contrebas du bidonville, et ramassé sur leur passage tout ce qui pouvait brûler pour alimenter le feu (les réchauds à kérosène sont devenus des ustensiles pour *« riches »* depuis que le prix du carburant a été multiplié par trente). Ce bouillon trompe-la-faim, épaissi de riz ou de farine de sorgho, nourrit tous les midis une centaine de bouches. Pour le petit déjeuner et le souper, de l'eau de thé...

Puis l'aide du PES est arrivée au compte-gouttes : quelques poissons congelés à répartir entre plusieurs popotes et deux petits pains pour chaque écolier. De son côté, la cantine de la paroisse de « l'Enfant Jésus » a fait des miracles, multipliant par trois le nombre de ses rations qu'elle vend pour trente centimes.

Jusqu'à présent, la protestation organisée a échoué. Les consignes des syndicats – *« grève générale les 21-22 août »* – ou du Parti communiste-Sentier lumineux – *« débrayage armé le 21 »* – peintes sur les murs de Huaycan n'ont été suivies que par les propriétaires d'autobus. S'il n'y a pas eu d'émeutes urbaines, il y a eu en revanche, dans les campagnes, d'innombrables actes de pillage : des vagues de petites gens ont déferlé sur des champs et les ont moissonnés *en une nuit*. Sur la route panaméricaine, des passagers de cars ont été dévalisés, des restaurants routiers mis à sac, des camions délestés de leur chargement.

Innombrables actes de pillage

« On ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs », dit le ministre de l'industrie, M. Guido Pennano. Dans l'immédiat, l'hyperinflation a été stoppée, mais la récession s'est généralisée. Reste à savoir si le patient, soumis à un remède de cheval, résistera au traitement.

« C'est criminel ! ... El Chinito nous a planté un poignard dans le dos », s'exclame José Polo, président d'une association de petits industriels et ancien partisan de M. Fujimori. *« Du jour au lendemain, on s'est retrouvés sur la paille. Sans liquidités, sans une seule commande, avec des coûts de fabrication multipliés par dix. Les quatre cinquièmes de la production sont paralysés. On en est réduit à manger notre capital, à brader nos stocks, et même à licencier. Et ça fait mal de retrouver nos contremaîtres, au marché, en train de vendre du manioc... Dire que la devise du Chinito était travail, technologie... et qu'un million de petites entreprises courent à la faillite ! »*.

« Celui qui sait compter ferme sa boutique, c'est plus rentable. Moi, c'est ce que j'ai fait », explique Salvador Majluf, président de la Société nationale d'industrie. Comme lui, un grand nombre de grands patrons ont donné des vacances anticipées à leur personnel. Mais pour combien de temps ?

Sur les sept millions et demi de Péruviens en détresse dénombrés par l'ONU avant le choc, sont venus se greffer cinq millions de nouveaux nécessiteux, soit la moitié de la population péruvienne. Le président Fujimori a réclamé plus de sacrifices et encore un peu de patience, mais il ne peut déjà plus compter sur l'état de grâce.

NICOLE BONNET

□ **ETATS-UNIS : explosion au sol d'une fusée Titan-4.** – Une personne a trouvé la mort, vendredi 7 septembre, à la suite de l'explosion au sol, sur le site de la base aérienne d'Edwards (Californie), d'une fusée d'appoint d'un lanceur Titan-4. Cet accident, qui a fait également neuf blessés, serait dû à la chute de cette fusée d'appoint lors de son transport par une grue. Construit par la société Martin Marietta, le Titan-4 est un lanceur lourd capable de mettre en orbite basse des charges utiles de près de vingt tonnes. Le premier tir de cet engin utilisé par l'US Air Force a eu lieu le 14 juin 1989. – *(AFP, UPI.)*

□ **HAITI : l'opposition fait appel au financement privé pour les élections.** – Huit partis de l'opposition haïtienne ont annoncé vendredi 7 septembre la création d'un *« comité d'initiative pour les élections dans la dignité nationale »*, destiné à financer les prochaines élections générales dans le pays à partir de contributions privées haïtiennes. Le CEP, organisme indépendant chargé de l'organisation des élections, avait fait appel mercredi au bénévolat local afin que les élections dépendent le moins possible du financement étranger. Ces élections générales, initialement prévues pour le 4 novembre, ont été reportées par le CEP à la première quinzaine du mois de décembre. – *(AFP.)*

□ **PANAMA : saisie record de plus de 2 tonnes de cocaïne.** – La police panaméenne et la DEA, l'agence antidrogue américaine, ont saisi 2 115 kg de cocaïne en provenance de Colombie, à Colon, à 130 km au nord-est de la capitale. C'est la plus grosse saisie de drogue effectuée au Panama, a annoncé vendredi 7 septembre, la presse locale. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

La conférence « 2 + 4 »

Des divergences subsistent avec Moscou sur la réunification allemande

Des hauts fonctionnaires des six Etats participant à la conférence « 2 + 4 » sur l'Allemagne ont constaté des progrès au cours de quatre jours de travaux à Berlin, mais ils ont dû se séparer, vendredi 7 septembre, sans avoir achevé la rédaction du document final.

Des points litigieux demeurent, qui devront être réglés par les ministres des affaires étrangères des deux Etats allemands et des quatre vainqueurs du nazisme, mercredi 12 septembre, au cours de ce qui devrait être la dernière séance de la conférence « 2 + 4 » à Moscou.

Selon des sources informées, les dernières divergences portent sur les possibilités de déplacement des troupes étrangères en Allemagne et sur les garanties que l'URSS souhaite obtenir au sujet du non-déploiement par l'armée allemande, dans ce qui constitue actuellement le territoire de la RDA, de vecteurs à double capacité (conventionnelle et nucléaire).

En outre, l'URSS et les cinq autres participants ne semblent pas encore d'accord sur le caractère même du document final de la conférence. Moscou, selon des sources informées, souhaite qu'il s'agisse d'un traité en bonne et due forme.

Une telle solution, qui suppose une ratification, retarderait de plusieurs mois l'abandon par les Quatre de leurs droits sur *« Berlin et l'Allemagne dans son ensemble »*, alors que l'Allemagne doit être unifiée le 3 octobre. – *(AFP.)*

Nomination

M. Jacques Nizart ambassadeur en Sierra-Leone

M. Jacques Nizart a été nommé ambassadeur de France en Sierra-Leone en remplacement de M. Michel Galas, a-t-on annoncé vendredi 7 septembre au Quai d'Orsay.

[Né en 1935, diplômé de l'Institut d'études politiques, M. Nizart a été notamment en poste à Nouakchott en 1980, puis sous-directeur du protocole au Quai d'Orsay jusqu'en 1986. Depuis cette date, il était consul général à Düsseldorf.]

EN BREF

□ **BIRMANIE : arrestation de six opposants.**– Six dirigeants de la Ligue nationale pour la démocratie (opposition) ont été arrêtés pour *« espionnage »* et *« troubles de l'ordre public »*, a annoncé, vendredi 7 septembre à Rangoun, la junte militaire. La Ligue a remporté 80 % des sièges aux élections législatives du 27 mai mais la junte militaire n'a pas encore autorisé la nouvelle assemblée à se réunir. – *(Reuter.)*

□ **CORÉE DU SUD : commande de 120 chasseurs F-18.** – Le Pentagone a informé, vendredi 7 septembre à Washington, le Congrès américain que Séoul entendait se doter de 120 chasseurs F-18 Hornet dans le cadre d'un accord conclu l'an dernier et pour un montant de 4,7 milliards de dollars. Le Congrès pourrait exprimer son opposition à cette vente estimant que la part des avions construits sous licence en Corée du Sud – 72 appareils – est trop importante. – *(AFP.)*

□ **LIBÉRIA : cinq « casques bleus » africains tués.** – Le président de la Gambie a annoncé, vendredi 7 septembre à Banjul, que cinq soldats de la force d'interposition africaine avaient été tués au Libéria, et que cinq autres avaient été blessés. Lançant un appel à l'aide internationale, il a ajouté que des vivres et des médicaments seraient bientôt distribués aux habitants de Monrovia, notamment aux enfants qui, a-t-il dit, meurent par centaines chaque jour. – *(AFP.)*

POLITIQUE

L'université d'été de Saint-Raphaël

Le RPR s'en prend à la « gauche caviar »

SAINT-RAPHAËL

de notre envoyé spécial

Puisqu'il est bien entendu qu'au RPR personne ne conteste – du moins publiquement – les prises de position de M. Chirac sur la crise du Golfe et que celles-ci sont conformes aux décisions du président de la République, le sujet ne peut donner lieu à de grands débats ni à la moindre controverse. L'université d'été des jeunes RPR réunis depuis vendredi à Saint-Raphaël (Var) a donc tout naturellement approuvé l'exposé – tout à fait dans l'orthodoxie chiraco-mitterrandienne – de M. Juppé sur l'affaire irakienne (*le Monde* du 8 septembre) mais elle n'y a pas consacré de discussion.

En revanche les quelques centaines de jeunes militants ont vivement récusé le Front national et M. Le Pen. L'attitude de ce dernier, présenté comme le porte-parole des thèses irakiennes, a été violemment réprouvée et de multiples appels ont été lancés aux électeurs égarés. Le RPR veut ainsi profiter de ce que ses dirigeants considèrent comme un faux pas du leader de l'extrême droite. Mais c'est surtout le socialisme en général et les divers aspects de la politique du gouvernement qui ont été la cible des congressistes.

Une fois de plus a été instruit le procès de la gestion conduite depuis deux ans par M. Rocard en insistant par contraste sur les bienfaits prometteurs qu'avait commencé de dispenser M. Chirac lorsqu'il était au pouvoir. Ainsi M. Hervé Mecheri, secrétaire national à la jeunesse et organisateur de cette université, a affirmé : *« Plus que jamais nous devons être des jeunes pragmatiques, ouverts, tolérants, humanistes, progressistes, attentifs à tous les laissés-pour-compte mais en même temps exigeants, rigoureux avec les valeurs et sans compromis avec ceux qui voudraient faire croire aux Français que l'on peut aimer la France et applaudir un ancien Waffen SS. Pour nous, jeunes RPR, un homme égale un homme quelle que soit sa race, sa religion ou la couleur de sa peau. »* Et il a ajouté, s'adressant à la gauche : *« Est-ce à dire que nous devrions avoir une quelconque indulgence pour les socialistes, pour cette gauche caviar qui ne connaît l'immigration que par ses gens de maison et dont le seul mérite est de s'être aperçu qu'il y avait également des ascenseurs dans les HLM. Plus que jamais nous devons être des opposants résolus et déterminés au socialisme. »* Il a alors énuméré les thèmes du bréviaire anti-socialiste des jeunes gaullistes : *« Les inégalités sociales qui ne cessent de s'accroître, le chômage des jeunes qui a doublé depuis 1981, l'université au bord de la faillite, la drogue qui s'étend de plus en plus, la xénophobie qui gagne du terrain. Non, décidément non, nous n'avons rien à faire avec ces gens-là. »*

Les querelles internes qui ont tant agité les adultes ne sont pas perceptibles parmi les jeunes militants. Applaudissant aussi fort M. Pasqua que M. Juppé ou le message de M. Séguin que le nom de M. Chirac, ils voient l'avenir selon un schéma optimiste qu'ils ont ainsi tracé : un premier ministre gaulliste en 1993 et M. Chirac président de la République en 1995.

A. P.

□ **M. Baur (UDF) : non à un « SMIC pour élus ».** – M. Charles Baur (UDF), porte-parole de l'opposition chargé de la décentralisation, juge que le projet de statut de l'élu local que prépare le gouvernement (*le Monde* du 7 septembre) est *« trop contraignant »* et qu'il *« ne respecte pas l'autonomie des collectivités locales »*. Le président de la région Picardie souhaite que les collectivités locales aient *« la liberté de définir les modalités de ce statut »*, et il juge qu' *« il serait ridicule de créer un SMIC pour élus »*. Il considère que *« ce projet fait peser sur les entreprises des charges et des contraintes excessives, incompatibles avec leur exigence de compétitivité »*.

Oui, mais...

par André Passeron

COMMENT approuver sans être solidaire ? Comment soutenir sans cautionner ? Comment critiquer sans polémiquer ? Tels sont les dilemmes qui se posent au RPR ou plus exactement qu'il s'est posés à lui-même en décidant d'approuver globalement les choix du président de la République dans la crise irakienne tout en se défendant de pratiquer un consensus. Situation ambiguë par nature et dont les dirigeants du RPR ont bien senti le danger puisque, en même temps qu'il ne trouvaient rien à redire aux décisions de M. Mitterrand, ils précisaient que cela ne valait pas accord pour tout le reste. Ils expriment une sorte de « oui, mais ».

Les jours passant, c'est donc sur ce « mais » que M. Chirac et ses proches ont insisté pour souligner leurs différences, un peu comme pour rappeler qu'ils étaient toujours des opposants résolus et qu'il ne fallait pas l'oublier. Ils amplifient même peu à peu leurs critiques, accentuent leurs reproches, affinent et précisent leurs contre-propositions comme pour retenir certains électeurs qui seraient tentés d'approuver aussi les socialistes pour leur politique générale.

Mais ils veulent également profiter du trouble que les prises de position de M. Le Pen ont jeté parmi ses électeurs et ils en appellent pour cela aux idéaux et à la morale. Le RPR, qui semble avoir mis une sourdine à ses querelles internes, qui ne se pose pas, contrairement à ses partenaires, de problèmes existentiels ou de subtiles questions d'alliance, a donc esquissé une sorte de calendrier pour renforcer sa nature d'opposant. Dans l'immédiat, contester les choix économiques et sociaux des socialistes comme ils le feront avec *« pugnacité »* lors de la discussion budgétaire ; à moyen terme, tenter de reconquérir les électeurs *« abusés »* par l'extrême droite ; pour plus tard, préparer ainsi dans de meilleures conditions l'alternance.

Le pari est risqué et la tâche pourrait être bien malaisée si la tension dans le Golfe persistait. Comment serait-il alors possible d'approuver durablement une action militaire et diplomatique du chef de l'Etat et de contester les conséquences nationales arrêtées par le gouvernement qui découleraient de cette même action ?

La préparation du congrès

Les « reconstructeurs » dénoncent l'absence de débat au PCF

AMIENS

de notre correspondant

Les communistes reconstructeurs ont fait leur rentrée, mercredi 5 septembre à Camon près d'Amiens (Somme), commune dont le maire, M. Albert Bécard, est un des leurs, en présence d'opposants des départements de l'Aisne, de la Somme, du Pas-de-Calais et du Nord. Les contestataires du PCF ont manifesté leur mauvaise humeur parce qu'ils ne peuvent pas, disent-ils, se faire entendre au sein du parti, notamment dans la préparation du XXVIIe congrès, qui aura lieu fin décembre. Selon eux, des sections ont été dissoutes sur décision de la direction, en particulier dans l'Aisne. *« Quand Marchais dit qu'on ouvre et qu'on discute, ce n'est pas vrai. C'est de l'escroquerie »*, ont affirmé les dissidents.

Pour M. Bécard, il faut *« peser au maximum pour que le déroulement du congrès soit le plus démocratique et pour que le pluralisme des contributions préside à sa préparation »*. Il constate une *« fracture très importante dans le mouvement communiste »* et il souhaite *« une réinterrogation nécessaire, sinon on assistera à une disparition des partis communistes, en France et ailleurs. Le besoin se fait sentir*, dit-il, *d'un renouvellement des directions. Quant à celle du PCF, elle n'est pas apte à poursuivre sa tâche »*.

Pour M. Roland Renard, ancien député, conseiller régional de Picardie, conseiller général du canton de Saint-Simon dans l'Aisne, *« toutes les certitudes sont tombées »*. Et selon M. Augustin Lescouf, maire d'une commune du Pas-de-Calais, *« le communisme a été une utopie qui a pris parfois un caractère sanglant »*. *« Il existe une multiplicité de choses sur lesquelles il faut qu'on s'explique*, ajoute-t-il. *Mais le parti esquive ces questions. »*

MICHEL CURIE

M. Cauvin (PS) succède à M. Stirn à la communauté urbaine de Cherbourg

M. Bernard Cauvin (PS), député de la Manche, a été élu vendredi soir 7 septembre président de la communauté urbaine de Cherbourg par 41 voix sur 53 suffrages exprimés. Candidat du PS, M. Cauvin a également recueilli les voix du PC, de certains écologistes et de membres de l'opposition qui obtiennent des vice-présidences. Il succède à M. Olivier Stirn qui, après son départ du gouvernement le 4 juillet consécutif à l'affaire des *« figurants »*, avait dû, sous la pression des socialistes de la Manche, se démettre de ses mandats locaux.

[Né le 11 mars 1946 à Equeurdreville-Hainneville (Manche), M. Bernard Cauvin, technicien en électronique, est conseiller général de Basse-Normandie depuis 1986. Suppléant de M. Stirn, il lui a succédé à l'Assemblée nationale en 1988 lorsque M. Stirn est entré au gouvernement.]

L'affaire de la dette de Nice

La chambre régionale des comptes met directement en cause M. Médecin

L'affaire de la renégociation de la dette de la ville de Nice, dévoilée dans nos colonnes fin juillet (*le Monde* du 24 juillet), est en passe de devenir une nouvelle affaire Médecin. M. Jacques Médecin, maire de Nice, est en effet directement mis en cause par un jugement provisoire de la chambre régionale des comptes sur ce dossier, rendu le 12 juillet et parallèle à l'enquête préliminaire confiée *depuis mars à la direction centrale* de la police judiciaire sur dénonciation de l'administration fiscale. L'affaire se résume à une question : comment 5,3 millions de francs, soit l'essentiel d'une commission rémunérant, en 1986, une *opération de refinancement* de la dette municipale, ont pu aboutir sur le compte bancaire d'une jeune femme, appartenant au réseau des amis de M. Médecin, qui s'empressa d'en retirer *4,6 millions en* espèces.

Or la chambre régionale des comptes rend responsables le maire de Nice, ainsi que son premier adjoint et trois conseillers municipaux, *« comptables de fait de la commune de Nice, du chef de l'extraction et du maniement irrégulier de fonds publics »*. Si l'instance régionale maintient ces *conclusions dans son jugement* définitif, prévu mi-novembre, les élus mis en cause deviendront inéligibles. M. Médecin, qui présentera ses *« explications et justifications »* à la chambre la semaine prochaine, a déclaré, vendredi 7 septembre, qu'il pouvait en effet être *« destitué »* mais qu' *« en tout état de cause »*, il resterait *« présent sur la scène politique niçoise »*.

□ **L'aménagement de la région parisienne : la méthodologie en question.** – M. Yannick Bodin, président du groupe PS-MRG du conseil régional d'Ile-de-France, a estimé vendredi 7 septembre que la décision du président de cette assemblée, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), de suspendre sa participation aux travaux préparatoires à la révision du schéma directeur de la région parisienne portait *« un mauvais coup à l'institution régionale »*. Pour M. Bodin, *« alors que l'Etat avait accepté le copilotage en associant à parité le conseil régional au dispositif de révision du schéma directeur, ce que la loi n'exige pas, M. Krieg prend le risque de disqualifier et d'exclure le conseil régional de l'aménagement de l'Ile-de-France »*.

Le président du groupe communiste, M. Guy Schmaus, approuve la convocation du conseil régional le 9 octobre annoncée par M. Krieg pour débattre des *« conditions de méthode et de fond qui permettront à l'institution régionale de participer utilement à la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) »*.

Les difficultés des Girondins de Bordeaux

Les dessous financiers du « contrat de confiance » de M. Claude Bez

Face à la crise qui secoue le club de football des Girondins de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas consulte en ce moment *sa majorité municipale*. Le maire de Bordeaux n'a toujours pas relâché son soutien à M. Claude Bez, le président du club, contre qui une information judiciaire a été ouverte pour abus de confiance, faux et usage de faux, complicité et recel. Alors que l'équipe occupe la dix-septième place du championnat de France, le club rencontre de graves difficultés de trésorerie et aurait d'urgence besoin de 130 à 150 millions de francs. D'autre part, M. Bez a annoncé, vendredi 7 septembre, le limogeage de M. André Giresse, *directeur sportif du club*.

BORDEAUX

de notre correspondante

« La vie, c'est prendre des risques. Ceux qui n'en prennent pas sont de pauvres gens ». Ainsi parlait M. Claude Bez, le 20 janvier 1989, devant les étudiants de sciences politiques de Bordeaux. Le redressement de 10 millions de francs infligé à son club de football par le fisc venait tout juste d'être rendu public. Mais le président Bez faisait front : *« On fait l'amalgame entre un détournement et une fraude fiscale*, ironisait-il. *Ils ne peuvent pas prouver que j'avais touché quelque chose parce qu'il n'y a rien à prouver »*. A ses côtés, M. Jacques Chaban-Delmas renchérissait : *« Je ne vois pas un maire, ancien inspecteur des finances, participer à une fraude fiscale par l'intermédiaire d'un club de football »*.

Un an et demi après ces déclarations, le parquet de Bordeaux, saisi par la direction générale des impôts, a ouvert, le 10 août, une information contre M. Bez pour abus de confiance, faux et usage de faux, complicité et recel. L'affaire a été confiée à Mme Bernadette Pragout, doyen des juges d'instruction bordelais, et spécialiste des affaires financières. Celle-ci n'a pas encore inculpé M. Bez, mais a délivré, *mardi 4 septembre, des commissions* rogatoires à la brigade financière de la police judiciaire bordelaise afin d'examiner la comptabilité du club et les comptes personnels de son président.

Surfacturation de 15 millions

Il y a dix ans, M. Bez, actuellement à la tête d'un cabinet d'expertise comptable employant plus de cent personnes à Bordeaux à Libourne et à la Guadeloupe, *signait un « contrat de confiance »* avec le maire de Bordeaux . Il s'était engagé à doter la ville d'un grand club de football, et il y a réussi. En 1984, les Girondins de Bordeaux FC ont gagné le championnat de France. Cette gloire sportive a déclenché des besoins financiers nouveaux. Avances de trésorerie, subventions et garanties d'emprunts publics se sont succédé à un rythme soutenu. Depuis 1983, la municipalité de Bordeaux a accordé 50 200 000 F de subventions et 23 500 000 F d'avances de trésorerie. Elle a garanti quatre emprunts pour un montant de 63 millions de francs.

Les recettes publicitaires suivirent, du moins tant que les Girondins de Bordeaux jouèrent sur les terrains européens. Claude Bez avait en effet imposé aux chaînes de télévision de verser de substantiels droits de retransmission lors des rencontres européennes. Dans le même temps, les Girondins menèrent une politique d'investissement tous azimuts : création d'une radio, achat de deux boutiques, d'un hôtel et d'un nouveau siège social. Le fisc a contrôlé les années-charnières de cette expansion : 1985, 1986 et 1987. Dans un premier temps, il a conclu à un redressement de 10 millions de francs ainsi ventilé : plus de 2 millions de francs d'impôts sur les sociétés, 1,3 million de taxes sur les frais généraux, près de 2 millions de francs de taxe professionnelle, près de 900 000 F de taxe sur les spectacles. Le reste correspond à des déductions de TVA abusivement pratiquées par le club à l'issue des travaux du Centre international de football du Haillan.

La construction de ce centre sur 28 hectares dans la banlieue bordelaise est au cœur du dossier transmis au parquet de Bordeaux par la direction générale des impôts. Le fisc aurait en effet mis en lumière un mécanisme de surfacturation d'un montant de quinze millions de francs dont on ignore pour l'instant la destination. La ville de Bordeaux, le département de la Gironde, la communauté urbaine bordelaise et la région Aquitaine s'étaient partagé le financement du centre du Haillan, qui comporte treize terrains d'entraînement, des bungalows pour les joueurs, un centre technique pour la ligue *régionale* de *football et, surtout*, un château luxueusement aménagé pour en faire une « vitrine du club ».

Un hôtel au Sénégal

Au total, 54 millions de francs de subventions publiques hors taxes ont ainsi été débloqués. Le 15 novembre 1986, la mairie de Bordeaux confiait la maîtrise d'ouvrage des travaux au club de football, qui choisissait alors sans appel d'offres les entreprises suivantes : la société Malardeau, ancien sponsor du club, et Aquitaine Environnement, ainsi que la société ERIC, dirigée par M. Eric Bez, le propre fils de M. Claude Bez. Pour superviser les travaux, M. Eric Bez aurait perçu 60 000 F, a reconnu son père.

Quinze millions de francs provenant des 54 millions de subventions publiques auraient donc au total été détournés de leur objet initial et n'auraient pas servi à payer les travaux. Or M. Claude Bez a investi en 1987 la même somme dans l'acquisition d'un hôtel au Sénégal, Les Piroguiers, grâce, selon lui, au prêt personnel d'un ami. Il affirme aujourd'hui haut et fort que le centre du Haillan *« a bel et bien coûté 54 millions de francs »*. Il ajoute : *« J'ai ensuite effectivement taxé de 10 millions de francs les entreprises qui avaient travaillé au Haillan en contrepartie de la publicité dont elles bénéficiaient à travers leurs prestations pour le club »*.

Les trois conditions socialistes

L'instruction en cours devrait contribuer à démêler le vrai du faux dans cette affaire. Mais un conseiller municipal socialiste, M. François-Xavier Bordeaux, affirme, d'ores et déjà, que *« les règles des marchés publics n'ont pas été respectées. Il s'agit purement et simplement d'un détournement de fonds publics »*. Chef de file de l'opposition à M. Chaban-Delmas, il a alerté la chambre régionale des comptes . *« Comment expliquer*, ajoute M. Bordeaux, *le trou de 200 millions de francs dans les finances du club ? N'y a-t-il pas eu extension du mécanisme de surfacturation constaté au Haillan et notamment à l'occasion de transferts de joueurs ? »*

Le club des Girondins est aux abois. Les salaires de juillet des joueurs ont été payés avec plus de trois semaines de retard. Selon M. Bordeaux, les cotisations URSSAF n'ont pas été réglées depuis plus d'un an. Depuis 1989, le club a revendu tout son patrimoine immobilier. Il a notamment cédé, le 13 février dernier, son nouveau siège social qui avait été acquis pour 15,5 millions de francs en 1988. *L'acheteur, la société* Cauval, s'est engagé à hauteur de 30 millions, mais payables en cinq ans. *Les* Girondins de Bordeaux FC n'auraient donc pour l'heure touché que 6 millions du produit de cette vente.

Or le club va devoir faire face à des échéances d'emprunts souscrits, *d'une part, auprès du Crédit* agricole, d'autre part, auprès de la Caisse des dépôts et consignations. En juin dernier, la Ville de Bordeaux avait garanti un emprunt de 120 millions de francs demandé à un organisme suisse, IDIS Finance. Mais la garantie de la ville n'est pas valable et l'emprunt ne sera *donc pas versé*. Il faut donc d'urgence trouver un plan de sauvetage. Au cours d'une conférence de presse, le 5 septembre, M. Bordeaux a présenté le sien . Affirmant disposer du concours de *« financiers extérieurs »* pour 130 à 150 millions de francs, il a proposé de solliciter un moratoire fiscal et de faire garantir *« 20 à 50 millions par les collectivités locales »*. Toutefois, il posait trois conditions : le départ de M. Bez, le retour de l'entraîneur Raymond Goethals limogé en août et, surtout, la transparence financière. M. Bordeaux proposait en outre de rétablir dans ses responsabilités M. Alain Giresse, directeur sportif du club, mis sur la touche depuis plusieurs mois. La réponse de M. Bez n'a pas tardé : vendredi 7 septembre, il a annoncé que le club se séparait d'Alain Giresse.

M. Bordeaux demandait également la création d'une société d'économie mixte ou *« d'un groupe d'élus chargés du suivi financier »*. Selon M. Bordeaux, M. Bez devrait aussi *« appliquer la règle que le législateur a fixée pour les grands élus : publier l'état de sa fortune avant et maintenant pour prouver qu'il n'y a pas eu enrichissement sans cause »*. M. Chaban-Delmas, qui a toujours renouvelé sa confiance à Claude Bez, serait, de son côté, en train d'élaborer un plan de survie pour le club. *Un* plan qu'il devrait rendre public mardi 11 septembre à Paris.

GINETTE DE MATHA

Deux cents spécialistes réunis à Paris

Au chevet de la planète menacée par les changements climatiques

Deux cents scientifiques d'une quarantaine de nationalités différentes se sont réunis à Paris, du 3 au 7 septembre, pour la deuxième réunion du conseil scientifique consultatif du Programme international géosphère-biosphère (IGBP). Ce programme, lancé en 1986 par le Conseil international des unions scientifiques (ICSU), est le plus ambitieux – et le plus coûteux – jamais mis sur pied. Les thèmes de recherche déjà entrepris ou à entreprendre concernent, en effet, les problèmes les plus graves et les plus complexes auxquels l'humanité ait jamais été confrontée : les climats de la Terre seront-ils modifiés – et quand ? – par les retombées des activités humaines, en particulier par l'augmentation des teneurs de l'atmosphère en gaz carbonique et en méthane ? *Ces deux gaz – et quelques autres* – contribuant activement à l'effet de serre.

Certes, sans effet de serre (le piégeage dans la basse atmosphère du rayonnement infra-rouge émis par la Terre), la température moyenne de notre planète serait de – 18 °C, soit inférieure de quelque 30 °C à ce qu'elle est actuellement. Certes, la teneur de l'atmosphère en gaz carbonique et en méthane a varié naturellement au cours des temps géologiques et ces variations, au moins pendant les 150 000 dernières années, *ont suivi très exactement* les températures oscillant au rythme des phases glaciaires comme l'ont montré les analyses des carottes prélevées dans la calotte glaciaire antarctique (*le Monde* du 7 octobre 1987) .

Plus il faisait chaud, plus l'atmosphère était riche en gaz carbonique et en méthane, et inversement. *Mais dans le cas de ces variations* et oscillations naturelles, on est incapable de dire si la chaleur a été la cause ou la conséquence de l'augmentation des teneurs en gaz carbonique et en méthane. Plus probablement, les deux phénomènes se sont influencés l'un l'autre.

D'innombrables questions

Plusieurs choses sont certaines. Tout d'abord l'océan joue un rôle essentiel dans la machine des climats en stockant l'énergie solaire, puis en transmettant celle-ci à l'atmosphère. Ensuite, tous les processus océaniques et atmosphériques sont extrêmement complexes. En outre, la teneur en gaz favorisant l'effet de serre augmente depuis le début de l'ère industrielle : en 150 ans, celle du gaz carbonique est passée de 270-280 parties par million (ppm) à 340-350 ppm, c'est à dire qu'elle est désormais supérieure de 25 % à ce qu'elle a été pendant les périodes chaudes des 150 000 dernières années. De plus, les climats ne sont pas faits de paramètres constants : ceux-ci oscillent sans cesse autour d'une valeur idéale avec une grande variabilité annuelle ou pluriannuelle. Personne ne peut donc dire si le réchauffement dû à l'homme a commencé. Enfin l'ozone stratosphérique diminue fortement au-dessus de l'Antarctique pendant le printemps austral.

En revanche, les scientifiques sont confrontés à d'innombrables questions auxquels ils ne peuvent encore donner de réponse. Comment marche le « couple » océan-atmosphère ? Où passent la moitié des 20 milliards de tonnes de gaz carbonique produites chaque année par les activités humaines ? Comment seront répartis les nouveaux climats sur la surface de la Terre ? Quelle sera la réaction de la couverture végétale à l'augmentation du gaz carbonique et de la température ? Quelles sont, avec précision, les sources des gaz à effet de serre ? De combien et quand montera le niveau des mers ? Quelles ont été les causes, les modalités et les conséquences des changements climatiques du passé ?

Certaines de ces questions ont été formulées dès 1979 lors de la première Conférence mondiale sur le climat réunie à Genève par l'ICSU et l'Organisation météorologique mondiale (OMM). D'où la mise sur pied du Programme mon*dial* de recherche sur le climat qui a lancé de coûteux projets pour mieux connaître des paramètres physiques (températures, pressions, précipitations, niveau des *mers*, etc.). *C'est donc surtout* l'atmosphère qui était concernée par ces projets. La deuxième Conférence mondiale sur le climat se réunira à Genève le 29 octobre *prochain*.

Des programmes coûteux

Avec l'IGBP, la biologie et la chimie ont fait leur entrée en force dans les études puisque celles-ci comprennent, notamment, le rôle et l'origine des composés soufrés et nitrés, celui des sulfates de *méthyl* émis par la chlorophylle, celui des toundras, des rizières et des... ruminants dans la production de méthane.

La France héberge, à partir de ce mois de septembre à l'université de Paris-6, le Bureau du système de données et d'information . Celui-ci s'ajoutera aux *autres centres et* bureaux de l'IGBP qui sont consacrés aux changements climatiques du passé (Berne), au flux global de l'océan (Kiel) et aux aspects biologiques du cycle de l'eau *(Berlin)* .

Les programmes de l'IGBP, prévus pour durer une vingtaine d'années, sont fort coûteux, même si les dépenses de chaque Etat sont difficiles à comparer puisqu'elles sont calculées selon des critères différents. La France, par exemple en 1989, a consacré 285 millions de francs à l'IGBP, mais elle ne compte pas dans ce chiffre les crédits affectés à l'espace et aux campagnes océanographiques. L'Allemagne fédérale dit dépenser 600 millions de deutsche marks (2 000 millions de francs), mais elle y inclut sa participation aux programmes spatiaux. Quant aux Etats-Unis, incontestablement les plus gros contributeurs, ils espèrent disposer pour l'année de un milliard de dollars (5,3 milliards de francs), mais une bonne partie de cette somme sera affectée aux *opérations spatiales et océanographiques*.

Il y a enfin une troisième instance : le Groupe d'experts intergouvernemental pour l'étude du changement climatique (IPCC), créé en 1988 par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'OMM, qui vient de se réunir en Suède. Là, il ne s'agit pas de mener des recherches mais de dresser « l'état de la question » pour informer les politiciens et autres décideurs et pour ainsi essayer de faire s'entendre entre eux tous les pays du monde sur un traité destiné à protéger l'environnement.

On s'est aperçu, en effet, que la *Terre, ses océans, son atmosphère* et ses climats forment un tout indissociable. Les mesures indispensables à la sauvegarde de l'environnement ne peuvent donc être *que globales. Mais elles coûteront* très cher à l'économie mondiale en particulier aux pays en voie de développement qui ne pourront en supporter la charge et les contraintes *s'ils* ne sont pas aidés massivement.

La prise de conscience des problèmes climatiques, de leur gravité et de leur urgence a été une étape capitale. Maintenant, il faut maintenant passer à la phase concrète : gérer au mieux notre planète et ses ressources, c'est-à-dire à changer profondément nos technologies, nos habitudes et même nos mentalités.

YVONNE REBEYROL

Les dates d'ouverture de la chasse

La chasse *est déjà ouverte depuis* le 23 août dans les départements d'Alsace-Lorraine à statut spécial, et depuis le 2 septembre en Corse. Mais l'ouverture générale est fixée cette année au dimanche 9 septembre pour toute la moitié sud de la France, suivant à peu près une ligne tracée entre la Charente-Maritime et la Haute-Savoie, avec une pointe vers le nord pour le Doubs, la Haute-Saône et le Territoire de Belfort.

L'ouverture est reportée au dimanche 16 septembre pour les départements *suivants : Maine-et-*Loire, Deux-Sèvres, Vienne, Haute-Vienne, Creuse, Corrèze, Allier, Ain, Côte-d'Or et Jura.

Elle aura lieu le 23 septembre dans les *départements suivants :* Indre-et-Loire, Vendée, Loire-Atlantique, Morbihan, Finistère, Côtes-d'Armor, Manche, Calvados, Eure, Seine-Maritime, Oise, Somme, Pas-de-Calais, Nord, Ardennes, *Marne*, Aube, Meuse, Haute-Marne, Saône-et-Loire, Meurthe-et-Moselle, Vosges.

Elle est fixée au 30 septembre en *Ille-et-Vilaine*, Mayenne, Indre, Loir-et-Cher, Cher, Loiret, Yonne, Nièvre, Aisne et dans les départements d'Ile-de-France.

Elle est repoussée au 7 octobre dans l'Orne, la Sarthe, l'Eure-et-Loir et les Pyrénées-Orientales.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5343

HORIZONTALEMENT

I. Un spécialiste de la recherche. On la jette en courant. – II. Peut rester court si on le coupe. Peuvent être présentés dans un plateau de fruits. – III. Un roi sur la scène. Sanguine quand elle est rouge. En Europe ou en Afrique. – IV. On peut y trouver de jolis petits bouquins. En Allemagne. – V. N'admis pas. On lui réserve un joli morceau. Dans la gueule du loup – VI. La mise en fosse. Moi, pour le psychologue. Symbole. – VII. Vieux pétard. Qui ne font plus qu'un. Pas originale. – VIII. Est parfois étoilé. Dans un alphabet étranger. Un habit qui fait le moine. – IX. « Partie » prise à l'Espagne. Endroit où l'on envoie paître. – X. Point de départ. Où il y a de jolies courbes. Pas présentable. – XI. Où l'on trouve les derniers tissus. Se dorent au soleil. – XII. Couleur de cheval. Le chef du bâtiment. – XIII. Un bruit un peu vulgaire. Peut faire éclater. Un vieux ruminant. – XIV. Compagnons de jeu. Fut raccourcie par les Anglais. Pour lancer la balle. – XV. Fractionnent le temps. Pas atteintes.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I									■						
II								■							
III				■		■					■				■
IV												■			
V					■				■		■				
VI									■				■		
VII		■				■					■				
VIII	■					■				■					■
IX							■								
X			■	■	■							■	■		
XI											■				
XII		■		■				■	■		■				■
XIII							■				■				
XIV				■								■			
XV					■							■		■	

VERTICALEMENT

1. Peut être un tas de ficelles. Adjectif qui peut s'appliquer au dernier service. – 2. Qui concerne ce qui est cité. On aurait tort de dire qu'elle ne fait pas un pli. Peut griser quand il est pur. – 3. Utile quand on veut agrandir la basilique. Petite pour la belle étoile. – 4. Conjonction. Un dieu sauveur. – 5. Pas épais. Est parfois bon à jeter. Fait facilement son trou. – 6. Berceau pour des princes. Se rendra. Peuvent être de vrais crampons. – 7. Un spécialiste qui travaille sur des voies. Elément d'une paire. Partie de manille. – 8. Boude quand elle n'a pas d'argent. Pas sévère. – 9. Circule à l'étranger. Un joli pied. Sort du Jura. – 10. Autrefois elles pouvaient se faire à la machine. Est moins dure quand elle a été mâchée. – 11. Est parfois sur les dents. Golfe. Un peu d'espoir. – 12. Qui a beaucoup circulé. Très recherché. Portait les armes. – 13. Tendre comme un cordage. Casse... croûte. Peut être tenue par un chasseur. – 14. Une façon de faire revenir. – 15. Préposition. A la dent dure. D'un auxiliaire. Pas aimable.

Solution du problème nº 5342

Horizontalement

I. Monotonie. – II. Araire. Nu. – III. Na ! Naïades. – IV. G.I. Gildes. – V. Est. Oc ! – VI. Aorte. Nés. – VII. Ino. Urine. – VIII. Rasta. – IX. Loup. En. – X. Emeutes. – XI. Ote. Ruse.

Verticalement

1. Mangeaille. – 2. Oraison. Omo. – 3. Na ! Troquet. – 4. Oing. Pue. – 5. Traîneur. – 6. Œil. Ramer. – 7. Adonis. Su. – 8. Indécente. – 9. Eues. Séance.

GUY BROUTY

ÉDUCATION

A la suite d' « anomalies » dans un jury

Des lycéens sarthois repassent le bac

Quinze lycéens de la Sarthe qui avaient été recalés à l'écrit du baccalauréat en juillet ont été admis, mardi 4 septembre, à repasser l'oral les 6 et 7 septembre. Ces candidats font partie d'un groupe de 133 élèves dont la notation, effectuée par le jury numéro 25, avait été jugée trop sévère par de nombreuses familles qui avaient protesté auprès du rectorat de Nantes.

Reconnaissant que des anomalies de forme ont été commises *« dans l'application des dispositions réglementaires »* (notamment l'absence de signature d'un des membres du jury), le rectorat a annulé les premières délibérations et réuni un jury comprenant les mêmes enseignants. Aucun des soixante-dix candidats admis lors des délibérations initiales n'a vu ses notes minorées, mais trois d'entre eux ont eu la bonne surprise de se voir attribuer une mention en deuxième instance.

SPORTS

TENNIS : Internationaux des Etats-Unis

Steffi Graf et Gabriela Sabatini accèdent en finale

Steffi Graf et Gabriela Sabatini devaient se retrouver, samedi 8 septembre, en finale des Internationaux de tennis des Etats-Unis, à Flushing Meadow. Lors des demi-finales féminines disputées vendredi 7 septembre, l'Allemande de l'Ouest n'a laissé aucune chance à l'Espagnole Arantxa Sanchez Vicario, écrasée en cinquante-quatre minutes. L'Argentine a quant à elle vaincu de haute lutte la jeune Américaine Mary Joe Fernandez (7-5, 5-7, 6-3).

La finale féminine, qui viendra s'intercaler samedi entre les deux demi-finales masculines – Boris Becker/André Agassi et John McEnroe/Pete Sampras – rapportera 350 000 dollars à celle qui la remportera. Elle constituera une répétition de celle de 1988, où Steffi Graf avait battu Gabriela Sabatini.

Les résultats

DEMI-FINALES

Simple dames

Steffi Graf (RFA, nº 1) b. Arantxa Sanchez (Esp., nº 7), 6-1, 6-2 ; Gabriela Sabatini (Arg., nº 5) b. Mary Joe Fernandez (E-U, nº 8), 7-5, 5-7, 6-3.

هكذا من الأصل

CHRONOLOGIE

Août 1990 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois.

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du *Monde* où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

ÉTRANGER

1er. – **BULGARIE** : M. Jeliou Jelev, chef de l'opposition, est élu président de la République au *sixième tour de scrutin par* le Parlement par 284 voix sur 389 exprimées. Après le retrait des autres candidats, un compromis sur son nom avait été conclu entre l'Union des forces démocratiques (*opposition) et le Parti socialiste* (ex-communiste), vainqueur des élections législatives des 10 et 17 juin. Le 27, le siège du Parti socialiste à Sofia est mis à sac puis incendié par des manifestants (22-23, 26 et 28/VII, 2, 3, 7, 9, 11, 22, 23, *et du* 28/VIII au 1er/IX).

1er. – **PAYS-BAS** : Mort à Amsterdam de Norbert Elias, philosophe, sociologue et historien d'origine allemande (4 et 10).

2. – **ÉTATS-UNIS** : Le président Bush, soulignant que les modifications des relations Est-Ouest *« ont transformé l'environnement de sécurité »* des Etats-Unis, annonce que les forces américaines vont être réduites de 25 % dans les cinq ans à venir (4).

2. – **HONGRIE** : M. Arpad Göncz, écrivain, membre fondateur de l'Alliance des démocrates libres *(opposition libérale)*, est élu président de la République par le Parlement par 295 voix contre 13. Il avait été élu par intérim le 2 mai après un accord entre son parti et le Forum démocratique, vainqueur *des élections législatives du 8 avril* (31/VII, 4, 5-6 et 12-13/VIII).

4. – **URSS** : M. Levon Ter-Petrossian, indépendantiste modéré, est élu à la présidence du Parlement arménien par 140 voix contre 76. Ce dernier adopte, le 23, une déclaration de souveraineté. Les députés de Turkménie, le 23, et du Tadjikistan, le 24, faisant de même, le Kazakhstan et la Kirghizie sont les seules des quinze républiques soviétiques à ne pas avoir encore voté leur autonomie (7, 9, du 11 au 15, 17, 22, du 24 au 27, 30 et 31/VIII, 1er/IX).

5. – **LIBÉRIA** : Deux cent vingt-*cinq « marines » américains* débarquent à Monrovia. Ils évacuent les jours suivants près de deux mille étrangers tandis que se poursuivent les massacres de civils et les combats entre factions militaires rivales. A l'issue d'un sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), réuni les 6 et 7 à Banjul (Gambie), la décision est prise d'envoyer au Libéria une force d'interposition. Le 25, environ trois mille « casques bleus » africains débarquent à Monrovia : la plupart des habitants ont fui la ville qui a été mise à sac et où il n'y a plus ni vivres ni médicaments (à partir du 2).

6. – **PAKISTAN** : Mme Benazir Bhutto, premier ministre depuis le 1er décembre 1988, est destituée par le président Ghulam Ishaq Khan *qui l'accuse de « corruption et de népotisme »*. De nouvelles élections sont promises pour le 24 octobre et M. Ghulam Mustafa Jatoi, chef de l'opposition, est nommé premier ministre par intérim. Tandis que reviennent au gouvernement des ministres de l'ancien régime militaire, Mme Bhutto rend l'armée responsable du coup de force présidentiel (du 8 au 11, 14, 15, 17, 19-20, 28 et 29).

6-7. – **AFRIQUE DU SUD** : Le gouvernement et l'ANC tiennent, à Pretoria, leur deuxième série de pourparlers préalables à des négociations sur une nouvelle Constitu*tion. Dans l'accord signé après* quinze heures de discussions, l'ANC annonce qu'elle suspend la lutte armée tandis que le gouvernement s'engage à libérer tous les prisonniers politiques et à autoriser le *retour des exilés avant la fin de* l'année. Le 13, éclatent de très violents affrontements entre partisans de l'ANC et du mouvement zoulou Inkatha dans les cités noires autour de Johannesburg. Provoqués par l'Inkatha, qui entend être associé aux futures négociations, ces combats font plus de cinq cents morts jusqu'au 24, jour où des mesures d'exception sont instaurées dans les *« zones d'émeutes »* (3 et du 7 au 31).

8. – **CHINE-INDONÉSIE** : Les relations diplomatiques, gelées depuis 1967, sont rétablies (8 et 10).

8. – **LIBAN** : L'un des deux otages suisses, délégués de la Croix-Rouge, enlevés en octobre 1989, est libéré. L'autre retrouve aussi la liberté le 13 ainsi que, le 24, un otage irlandais enlevé en *avril 1986* (10, 11, 15, 17, 18, 26-27, 28 et 29).

8. – **PÉROU** : Le président Fujimori, entré en fonctions le 28 juillet, annonce un plan d'austérité draconien destiné à réduire l'inflation qui a atteint 100 % en juillet. Le 9, cinq personnes sont tuées lors d'émeutes réprimées par l'armée, chargée du maintien de l'ordre depuis la proclamation, le 7, de *l'état d'urgence sur presque tout le* territoire (27 et 31/VII, 3, 9, 10, 11, 14, 15, 17, 18 et 22).

13. – **URSS** : M. Gorbatchev réhabilite par décret toutes les vic*times des répressions politiques* de la période stalinienne *« des années 20 à 50 »*. Le 15, par un autre décret, il restitue la citoyenneté soviétique à toutes les personnes *qui en* avaient été déchues entre 1966 et 1988 (15, 16, 17 et 25).

15. – **MALI** : Amnesty International dénonce des *« assassinats »* de Touaregs par les forces de sécurité après l'attaque de la sous-préfecture de Menaka *le 28 juin* (14 et 17/VII, 5-6, 15, du 17 au 21, 24 et 25/VIII, 5/IX).

21. – **LIBAN** : Le Parlement vote les amendements constitutionnels, prévus par l'accord de Taëf du 22 octobre 1989, qui rééquilibrent le pouvoir en faveur des musulmans (17 et 24/VIII, 1er/IX).

28. – **CAMBODGE** : Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU adoptent un plan de paix définissant le cadre d'un règlement politique du conflit. Il prévoit que l'ONU supervisera un cessez-le-feu et l'organisation d'élections après la formation d'un Conseil national suprême réunissant les quatre factions cambodgiennes (8, 10, 21, 24 et du 29/VIII au 3/IX).

28. – **GRANDE-BRETAGNE** : Ernest Saunders, ancien PDG de Guinness, et ses trois coaccusés sont condamnés à de sévères peines de prison. Ils étaient jugés depuis le 12 février pour des manipulations de cours de Bourse lors d'une OPA en 1986 (16, 29 et 30).

29-30. – **FRANCE-ISLANDE** : M. Mitterrand, après avoir participé, le 28, à une conférence à Oslo sur *« l'anatomie de la haine »*, effectue la première visite officielle d'un président français en Islande (du 29/VIII au 1er/IX).

31. – ***ALLEMAGNE*** *: Le traité* d'unification entre la RFA et la RDA est paraphé à Berlin-Est après un dernier compromis, obtenu le 30 entre chrétiens-démocrates (CDU) et sociaux-démocrates (SPD) ouest-allemands sur la question de la réglementation de l'avortement. Auparavant, d'autres désaccords et des soucis de tactique électorale avaient compliqué les négociations : au début du mois, MM. Kohl et de Maizière avaient proposé d'avancer au 14 octobre la date des premières élections panallemandes fixée au 2 décembre, ce qu'avait refusé le SPD ; le 19, le SPD-Est avait quitté la coalition gouvernementale en RDA après le limogeage, le 15, de deux de ses ministres ; ce retrait n'avait cependant pas empêché la CDU-Est et le SPD-Est de s'entendre, le 23, à la Chambre du peuple, *pour fixer au 3 octobre* la date de l'unification allemande (du 2 au 15, du 17 au 24 et du 28/VIII au 3/IX).

FRANCE

1er. – Le conseil des ministres approuve un projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale, qui vise à compléter la décentralisation de 1982 en favorisant la coopération intercommunale (2, 3, 5-6 et 9).

1er. – Le groupe Chargeurs de M. Jérôme Seydoux rachète 99 % *du capital de Pathé-Cinéma* au groupe Rivaud et à M. Gian-Carlo Parretti pour 1,05 milliard de francs (3, 4, 11 et 22).

1er. – Mort du philosophe Jean-Marie Benoist (3).

2. – M. Delebarre écarte certains projets de tracés du TGV-Méditerranée et nomme une mission d'étude pour *« proposer le tracé le plus favorable là où les options subsistent »*. Cette décision relance les manifestations d'hostilité de la part d'associations et d'élus provençaux (du 4 au 11, 14, 15, du 17 au 21, 23, 25 et 29/VIII, 1er/IX).

2. – L'équipe de France remporte le championnat du monde de saut d'obstacles à Stockholm (Suède). Le 5, le cavalier français Eric Navet est sacré champion du monde de la spécialité (4, 7 et 21).

3. – Florence Arthaud, à la barre de son trimaran *Pierre-Ier*, établit un nouveau record de la traversée de l'Atlantique en solitaire (3 et 4).

7. – Mort de Jacques Soustelle, homme politique et ethnologue, membre de l'Académie française (8 et 9).

11. – Mort de Louis Longequeue, maire (PS) de Limoges depuis 1956. M. Alain Rodet (PS) est élu, le 26, pour lui succéder à la tête de la municipalité (14, 17, 21, 23 et du 25 au 28).

20. – Mort du violoncelliste Maurice Gendron (22).

21-25. – Des incendies de forêts et de maquis détruisent 23 000 hectares dans le Sud-Est, dont 3 000 entre *Marseille* et Cassis et 12 500 dans le massif des Maures (9, 14, 21 et du 23 au 29/VIII, 1er/IX).

23. – En juillet, le déficit du commerce extérieur a atteint 4,6 milliards de francs, le nombre des chômeurs a diminué de 0,2 % et les prix ont augmenté de 0,3 % (18, 25 et 29).

31. – M. Henri Nallet annonce des aides de *l'Etat, pour un montant* total de 1,2 milliard de francs, en faveur des éleveurs touchés par la sécheresse et la chute des cours de la viande ovine et bovine. Le 29, plus de deux cent mille agriculteurs avaient manifesté dans toute la France pour défendre le monde rural (10 et du 19 au 31/VIII, 2-3/IX).

LA CRISE DU GOLFE

Le 2 août, les troupes irakiennes envahissent le Koweït. Toute résistance koweïtienne est inutile tant la disproportion des forces militaires est grande. L'émir Jaber Al Sabah parvient à se réfugier en Arabie saoudite.

La condamnation internationale de l'invasion est quasi unanime. Dès le 2, le Conseil de sécurité de l'ONU exige à l'unanimité (le Yémen ne participe pas au vote) *« le retrait immédiat et inconditionnel »* des forces irakiennes. Les avoirs financiers irakiens et koweïtiens sont gelés dans la plupart des pays occidentaux.

Washington annonce un boycot*tage économique total de l'Irak* et décide de renforcer sa présence aérienne et navale dans la région du Golfe. Moscou suspend toute livraison d'armes à Bagdad. MM. Baker et Chevardnadze se *rencontrent, le 3, à Moscou : dans* une déclaration commune, dont ils soulignent le caractère *« inhabituel »*, ils appellent la communauté internationale à *« prendre des mesures pratiques »* contre l'Irak.

La CEE, le 4, puis le Japon, le 5, décident à leur tour un embargo sur les importations de pétrole irakien et koweïtien.

Dans les capitales arabes, où l'on *souhaite privilégier une « solution arabe »* au conflit, les réactions sont plus prudentes. Le conseil ministériel de la Ligue arabe adopte, le 3, une ferme condamnation de l'invasion, mais la Jordanie, le Soudan, le Yémen et l'OLP votent contre, la Mauritanie s'abstient et la Libye refuse de participer au vote.

Les prix du pétrole croissent fortement. Le cours du baril de brut frôle les 32 dollars, le 23, à New-York : il a doublé depuis début juillet. Mais il retombe à 26 dollars, le 29, après l'accord de l'OPEP.

Quant aux marchés financiers, ils réagissent avec une très vive inquiétude. En trois semaines, la baisse des cours boursiers atteint 21 % à Paris et à Tokyo, 14 % à New-York et 11 % à Londres. A partir du 24, les cours se redressent mais restent très instables. Le dollar chute jusqu'à 5,17 F, 1,54 DM et 143 yens le 27, tandis que les cours de l'or augmentent de 12 % avant de s'effriter à la fin du mois.

Le 6, le Conseil de sécurité vote par 13 voix et 2 abstentions (Cuba et Yémen) la résolution 661 proposée par les Etats-Unis instaurant un embargo commercial, financier et militaire de l'Irak. Dès le 7, les voies d'acheminement du pétrole irakien par la Turquie et l'Arabie saoudite sont fermées, tandis que de nombreux pays annoncent leur intention d'appliquer les sanctions décidées par l'ONU.

Le 7, les Etats-Unis lancent l'opération « Bouclier du désert », d'une ampleur sans précédent depuis la guerre du Vietnam. A la demande de l'Arabie saoudite, des troupes et des avions de combat sont envoyés dans ce pays pour le protéger contre la menace d'au moins cent mille soldats irakiens massés à la frontière koweïto-saoudienne. Tandis que de nouveaux navires de guerre américains sont envoyés vers le Golfe, la Grande-Bretagne, le 8, puis d'autres pays de l'OTAN, les jours suivants, acceptent de participer à la force *navale multinationale proposée par* les Etats-Unis.

Le 7, le président irakien, M. Saddam Hussein, justifie l'invasion du Koweït en affirmant qu'elle *« met fin à un partage colonial »* qui avait *« donné la richesse à une minorité »*. Dans plusieurs pays arabes ainsi que dans les territoires occupés par Israël, ces arguments anti-impérialistes et anti-colonialistes reçoivent un fort soutien populaire. Des manifestations pro-irakiennes et anti-américaines se *multiplient les jours suivants*, surtout en Jordanie et au Yémen.

Le 8, Bagdad annonce la *« fusion totale et irréversible »* de l'Irak et du Koweït, tout en se déclarant *« prêt à la confrontation »* avec les Etats-Unis et en menaçant les pays arabes qui se rangent aux côtés des *« forces du mal »*.

Cette attitude irakienne renforce la détermination de Washington : *le président Bush justifie, le 8,* dans un discours radiotélévisé, sa décision de réagir avec fermeté, affirmant que *« les Américains, partout, doivent jouer le rôle qui leur revient »*.

Le 9, le Conseil de sécurité vote à l'unanimité une résolution déclarant *« nulle et non avenue »* l'annexion du Koweït par l'Irak.

Le 9, l'Irak ferme ses frontières ainsi que celles du Koweït : des centaines de milliers d'étrangers, dont environ onze mille Occidentaux, sont pris au piège.

Le 10, M. Saddam Hussein appelle les Arabes à la guerre sainte contre les armées étrangères qui profanent La Mecque et la tombe du Prophète. Peu après, le sommet arabe extraordinaire, réuni au Caire, décide l'envoi *d'une force arabe pour défendre* l'Arabie saoudite.

Mais le sommet confirme les divisions du monde arabe et son impuissance à trouver une solution interne au conflit. La résolution finale, qui condamne fermement l'Irak et cautionne la présence étrangère dans le Golfe, n'est approuvée que par douze des vingt membres représentés : l'Irak, la Libye et l'OLP votent contre, tandis que l'Algérie, le Yémen, la Jordanie, le Soudan et la Mauritanie s'abstiennent ou émettent des réserves. La Tunisie a boycotté la *réunion*.

Les jours suivants, l'Egypte, puis le Maroc et la Syrie envoient des troupes en Arabie saoudite, mais aussi des pays islamiques comme le Pakistan et la Bangladesh.

Le 12, le président irakien préconise *« une solution globale »* pour *« tous les problèmes d'occupation dans la région »*, dont celui des territoires occupés par Israël. Washington *« rejette catégoriquement »* cette demande, qualifiée de *« nouvelle tentative de l'Irak pour rompre son isolement »*.

Le 13, les Etats-Unis, soutenus *par la Grande-Bretagne, confirment* qu'ils sont déterminés à faire respecter l'embargo décidé par l'ONU en interceptant, si nécessaire par la force, les navires qui commercent avec l'Irak. Mais Moscou comme Paris et plusieurs autres alliés des Etats-Unis font valoir qu'un blocus n'est pas prévu par la résolution 661 de l'ONU. Des négociations s'ouvrent, le 14, entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour le vote d'une nouvelle résolution.

Le 15, M. Saddam Hussein accepte la plupart des conditions mises par l'Iran à un accord de paix *« pour que le potentiel de l'Irak ne soit pas gaspillé loin du champ de la grande bataille »*. Du 17 au 21, l'armée irakienne se retire de tout le territoire iranien qu'elle continuait d'occuper depuis la fin de la guerre du Golfe, en août 1988, tandis que commence l'échange de tous les prisonniers de guerre : soixante-dix mille Irakiens et trente mille Iraniens.

Le 18, Bagdad annonce que les *« ressortissants de nations agressives »* seront retenus en Irak et au Koweït tant que le danger de guerre existera. Des Occidentaux et des Japonais sont regroupés dans des installations militaires et civiles stratégiques où ils sont utilisés comme boucliers humains contre d'éventuels bombardements.

Cette décision suscite une vive émotion internationale. Le Conseil de sécurité exige, le 19, à l'unanimité, que Bagdad *« autorise et facilite »* le départ des étrangers du Koweït et de l'Irak. M. Saddam Hussein pose, le 19, des conditions très dures à cette libération, réclamant notamment la levée de l'embargo et le retrait des forces américaines du Golfe. Washington, Londres et Paris rejettent ce marchandage et étendent leur dispositif militaire dans la région. M. Bush se montre particulièrement ferme, utilisant pour la première fois, le 20, le terme d'*« otages »*.

Le 21, l'Europe occidentale affirme son unité dans la crise : réunis à Paris, les ministres de la Communauté et ceux de l'UEO (les Douze de la CEE, moins le Danemark, la Grèce et l'Irlande) décident de coordonner leurs positions et leurs activités militaires.

Le 23, M. Saddam Hussein *apparaît pour la première fois à la* télévision irakienne, s'entretenant aimablement avec des otages britanniques, dont cinq enfants. Cette mise en scène provoque une indignation unanime dans les capitales occidentales.

Le 24, des troupes irakiennes encerclent les ambassades à Koweït des quelque trente pays qui ont refusé d'obéir à l'ultimatum irakien, ordonnant leur fermeture avant le 25. Les jours suivants, des coupures d'eau et d'électricité sont imposées aux récalcitrants, mais la tension, qui avait atteint son maxi*mum, diminue un peu*, Bagdad précisant que l'usage de la force contre les diplomates n'est *« pour le moment pas envisagé »*.

Le 25, le Conseil de sécurité vote par 13 voix et 2 abstentions (Cuba et le Yémen) la résolution 665 autorisant implicitement le recours à la force pour faire respecter l'embargo voté le 6. L'URSS et la Chine, qui ont accepté de voter *une telle mesure pour la première* fois à l'ONU, précisent qu'eux-mêmes se refuseront à employer la force et qu'ils laissent aux marines occidentales le soin de contrôler les navires suspects.

Le 25, le président autrichien, M. Kurt Waldheim, se rend à Bagdad où il obtient de ramener à Vienne les 95 Autrichiens retenus en otages. Cet accroc à la solidarité *internationale* contre l'Irak est critiqué dans les capitales occidentales.

Le 26, à l'issue d'une visite de deux jours de M. Dumas à Moscou, *une déclaration franco-soviétique* est publiée, qui se félicite de la convergence de vues entre l'URSS et les Occidentaux.

Le 28, Bagdad décrète que le Koweït devient une province irakienne. Après une nouvelle rencontre télévisée avec des *« hôtes étrangers »*, M. Saddam Hussein promet de laisser partir les femmes et les enfants retenus en otages. Mais, *jusqu'à la fin du mois, les autorités* irakiennes multiplient les obstacles au départ des étrangers, tandis que se poursuivent les transferts d'otages vers des sites stratégiques irakiens.

Le 28, le Pentagone annonce que le trafic maritime est *« pratiquement stoppé »* entre l'Irak et le reste du monde. Les effets du blocus commencent à se faire sentir à Badgad *où des* mesures de rationnement sont annoncées le 29 pour les denrées alimentaires.

Le 29, M. Bush approuve la vente à Ryad de plus de 2 milliards de dollars d'armements, dont des chasseurs F-15, des chars M-60 et des missiles Stinger. Des dizaines de milliers de soldats américains et les matériels militaires les plus perfectionnés continuent d'être amenés en Arabie *saoudite*.

Le 29, l'OPEP accepte, malgré l'opposition de trois des treize pays membres (Irak, Iran, Libye), d'augmenter sa production pour stabiliser le marché. Autre conséquence économique de la crise, la Banque du Japon décide, le 30, de relever son taux d'escompte de 5,25 % à 6 %.

Le 30, M. Bush appelle ses alliés à *un « partage du fardeau »* financier comprenant le coût de l'effort militaire américain ainsi que l'aide aux pays amis les plus touchés par la crise (Egypte, Turquie, Jordanie...).

Le 31 débutent à Amman (Jordanie) des entretiens entre M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, et M. Tarek Aziz, chef de la diplomatie irakienne. M. Perez de Cuellar avait pris, le 25, l'initiative de proposer l'ouverture d'un *« dialogue »*, tout en précisant qu'il ne lui appartenait pas de *« négocier »* sur les résolutions adoptées *par l'ONU* (à partir du 2).

Rigueur française

Le 2, M. Roland Dumas condamne l'*« agression »* ira*kienne et annonce* une suspension des livraisons d'armes. Il déclare que la France, qui a entretenu depuis 1974 d'étroites relations avec l'Irak, va être amenée à *« revoir sa position dans la région »*.

Le 4, M. Mitterrand réunit les ministres concernés à l'Elysée. La France participe activement à la riposte internationale : toute coopération *militaire avec l'Irak* est suspendue et un embargo commercial total se met en place.

Le 7, M. Bérégovoy décide *d'imposer, à partir* du 9, des prix-plafonds pour l'essence, alors que la flambée des cours mondiaux du brut a entraîné des hausses exagérées à la pompe. Des pompistes, en particulier en Corse les 15 et 16, se mettent en grève pour protester contre la baisse de leur marge bénéficiaire. Le prix-plafond du super atteint les 6 F le 25, en hausse *de près de 20 % en deux mois*.

Le 9, M. Mitterrand demande, à l'issue d'un conseil restreint réuni à l'Elysée, que soit rétabli *« le droit international violé par l'Irak »*. *Sans s'associer à la « force internationale »* proposée par M. Bush, il annonce l'envoi vers le Golfe du porte-avions *Clemenceau*, gréé en porte-hélicoptères, avec 1 800 hommes à bord. Escorté par un croiseur, il part de Toulon, le 13, rejoindre d'autres bâtiments français chargés, eux, de contrôler l'embargo.

La position française est approuvée par la plupart des dirigeants politiques, à l'exception de M. Le Pen, qui prend la défense du nationalisme irakien et dénonce l'engagement *« dans une aventure inconsidérée »*.

Le 13, M. Mitterrand charge *douze personnalités, dont huit* de la majorité et trois de l'opposition, d'aller expliquer la position de la France aux dirigeants de vingt-quatre pays, la plupart non alignés.

Le 20, M. François Perigot, président du CNPF, reçu par M. Rocard, demande *« une politique de rigueur en matière de dépenses publiques et de salaires »*, tandis que M. Bérégovoy affirme sa volonté de tout faire pour *« préserver la croissance* [et] *éviter un retour de l'inflation »*. Les syndicats des sala*riés comme le PS et le PC* refusent que la crise du Golfe serve de *« prétexte à l'austérité »*.

Le 21, M. Mitterrand annonce, *à l'issue d'un conseil restreint*, la convocation, le 27, du Parlement en session extraordinaire. Constatant que c'est la *« logique de guerre »* qui l'emporte et jugeant *« intolérable »* la prise en *« otage »* de ressortissants étrangers, dont 560 Français, il décide d'accroître l'aide militaire aux pays menacés dans le Golfe : l'envoi d'un escadron de parachutistes à Abou-Dhabi et d'instructeurs en Arabie saoudite est annoncé. Ces décisions font du déploiement français le plus important après celui des Etats-Unis.

Du 22 au 27, le *Clemenceau* fait escale à Djibouti, qu'il quitte *le 28* pour la mer d'Oman. M. Chevènement, qui avait un moment paru en désaccord avec la fermeté présidentielle, se rend à Djibouti les 25 et 26.

Le *27*, le Parlement, réuni en session extraordinaire, entend un message de M. Mitterrand, qui s'affirme comme le garant de la *« cohésion nationale »*. M. Rocard, *dans sa déclaration* devant les députés, insiste sur le devoir de fermeté des démocraties alors que se met en place un nouvel ordre international après les bouleversements Est-Ouest. L'opposition de droite manifeste une *« réserve responsable »* qui s'apparente à un *« consensus »*, bien qu'elle réfute le terme.

Le 30, M. Rocard accueille à Matignon les représentants des groupes parlementaires pour une première réunion d'information, comme il l'avait proposé, le 27, au Parlement (à partir du 3).

Un architecte de l'imaginaire

Le chemin solitaire de Richard Peduzzi, du théâtre aux musées

Décorateur de théâtre et, à ce titre, *alter ego* de Patrice Chéreau, muséographe, dessinateur de meubles, producteur d'imaginaire pour les architectures en perdition, Richard Peduzzi s'est discrètement mais sûrement imposé dans tous les champs de la culture. Le théâtre en premier lieu, mais aussi la musique via l'opéra (*Wozzeck* de Berg, *Don Giovanni* en préparation), les arts plastiques, le cinéma (*la Reine Margot* en tournage), ou même le mobilier, actuellement exposé à la galerie du Nopal, à Paris. Une constante dans son travail : l'architecture, ou plutôt un travail sur les franges de l'architecture, entre l'intérieur et l'extérieur, le réel et le rêvé.

Richard Peduzzi habite près du quartier de la Nouvelle Athènes, à deux pas de l'une des places les plus sympathiques, les plus émouvantes de Paris avec son architecture hétéroclite, gentiment prétentieuse, globalement dissymétrique et ramenée aux vertus du rond-point par la magie des trottoirs : la place Saint-Georges. L'appartement qu'il occupe est une perfection par son raffinement discret, par une culture, partout présente et invisible, un laisser-aller maîtrisé et une manière unique de laisser parler les matériaux. On évolue entre le Directoire et le Consulat. Le bois est omniprésent, il emprunte des formes recherchées mais dignes. Les objets, les dessins sur les murs, tout est à l'avenant.

« Un rapport de forces et d'amitié »

Richard Peduzzi est habillé comme son appartement. Il déteste l'idée du « costume officiel » de décorateur, le négligé de convention qu'affichent volontiers les professionnels du théâtre. Son humeur aussi ressemble à son appartement, au moins au premier abord...

Longtemps, Peduzzi, né à Argenton en 1943, a, aux yeux du public, vécu dans l'ombre de Patrice Chéreau. Depuis 1969, il a réalisé les décors de tous les spectacles du metteur en scène et, en 1983, il a intégré de façon permanente la direction du théâtre des Amandiers à Nanterre, celui-là même que vient de quitter Chéreau avec son équipe. Leur aventure ? *« Un rapport de forces et d'amitié »* dans le travail, fondé sur *« une confiance réciproque totale, une compréhension immédiate des réflexions ou des propositions de l'autre. »*

« Plus le temps passe, dit Peduzzi, *plus on s'amuse. On va tout de suite à l'essentiel. Nous en sommes au moment où l'on possède si bien sa technique qu'on peut enfin l'oublier. Nous travaillons très simplement. Je prends le texte de la pièce, je le lis, puis je ferme le livre et je réinvente ma propre histoire. Alors j'en parle avec Patrice.*

» Je n'ai pas de recette, les idées peuvent venir vite ou très difficilement. Quand j'ai relu Hamlet, *je me suis rappelé une idée de façade renversée que j'avais depuis longtemps dans la tête. Il n'y a qu'à Patrice que je pouvais proposer un tel décor. Un décor, il faut être sûr qu'il collera à la peau des personnages. Il faut une respiration commune des objets, des acteurs, des décors. Avec quelqu'un d'autre que Chéreau, tout ça s'effondrerait. Je peux proposer une idée comme celle-là parce qu'il y a en face de moi quelqu'un qui attrape le truc au vol et qui en fait sa propriété. Chéreau, dans ses mises en scène, s'écarte de plus en plus des artifices. Il brosse ses mises en scène à grands traits, puis il revient sur le détail. C'est ce qui m'intéresse. Plus j'avance, plus j'ai envie de gommer pour qu'il ne reste plus que l'architecture des choses. »*

Avant son aventure théâtrale, si l'on en croit son *curriculum vitae*, Peduzzi ne paraît pas avoir brillé par ses études, mais il a acquis les techniques liées à la profession de peintre. Depuis deux ou trois ans, sans s'éloigner d'une semelle de Chéreau, il a réussi à prendre le large ou, si l'on préfère, il a trouvé le souffle d'une aventure parallèle et plus solitaire. Encore tient-il à préciser qu'il ne travaille jamais et n'entreprend aucun projet sans la collaboration de Jean-Baptiste Auffret et Bernard Giraud.

On le voit d'abord fureter du côté du musée d'Orsay, alors en construction, où Michel Laclotte le fait venir pour aménager l'espace consacré à Garnier et bientôt la tour qui abrite la partie architecturale des collections. A cette époque, Chéreau et lui sont déjà passés de la dimension d'un théâtre comme le TNP de Villeurbanne à celle de l'Opéra, que ce soit à Paris, Bayreuth ou Milan. Peduzzi y a acquis l'habitude des grandes machineries, des scènes sans fond, des cintres où le regard se perd. Lorsque le conservateur d'Orsay lui présente les salles à aménager, il s'écrie : *« Mais c'est minuscule, que voulez-vous faire dans un pareil espace ! »*. *« C'est immense ! »*, lui répond Michel Laclotte. Le décorateur acquiert alors, sans doute, le sentiment de la relativité absolue de l'espace. Ainsi, au théâtre ou à l'opéra, l'illusion repose sur les réalités d'une architecture de l'immense. Dans un musée, où il s'agit au contraire de permettre au public d'approcher au plus près les objets ou les oeuvres, il faut plier l'architecture aux lois de l'illusion, jouer avec l'espace.

Dans un an, la bibliothèque-musée de l'Opéra, au palais Garnier, ouvrira ses portes, rénovée par Richard Peduzzi. Un cumul inévitable pour celui qui a mis en scène *Garnier à Orsay*, présenté *Degas* au Grand Palais, raconté l'histoire du Louvre et de son architecture dans les sous- sols aveugles de la pyramide et, à tort ou à raison, refusé avec Chéreau l'aventure de l'Opéra-Bastille, après l'affaire Barenboïm.

Une collection de meubles

Il lui faut faire ici avec un couloir de cinquante mètres de long et guère plus large que le bureau personnel du décorateur. Impossible d'en couper la perspective. Impossible de masquer quoi que ce soit des boiseries originales de l'architecte. Et pourtant, il lui faut trouver quatre fois plus de cimaises pour répondre aux voeux de la conservation. Là encore, le théâtre, l'architecture et la muséographie vont s'effondrer les uns sur les autres pour produire une série de volumes utilitaires et voués aux obligations de l'imaginaire. Les coiffeurs sont aujourd'hui communément appelés artistes capillaires. Les décorateurs, ceux qui s'occupent de nos appartements, sont désormais des architectes d'intérieurs. Ceux du théâtre, eux, dont la profession a largement évoluée, sont restés simplement décorateurs. Toutes ces questions d'appellation ne troublent évidemment guère Peduzzi, puisqu'il est à peu près incapable de dire quel est le contenu de son métier. D'ailleurs, pour faire bon poids, il s'est mis à dessiner des meubles.

Pour expliquer cette nouvelle occupation, on peut simplifier en disant qu'après avoir dessiné une chaise et un banc pour le *Chemin solitaire* de Schnitzler, il a reçu la commande, comme c'est désormais la coutume dans la sphère héroïco-mondaine du ministère de la culture, d'un bureau pour Catherine Tasca, suivi par le mobilier d'un autre ministre, aux fonctions plus terre-à-terre. Quand on aime le bois, comme Peduzzi l'aime, et qu'on peut faire appel aux ébénistes du Mobilier national, on prend goût à ce genre de travail. Et de fil en aiguille, il a ainsi créé une collection de meubles qui, présentée depuis le printemps dernier à la galerie du Nopal, cherche aujourd'hui ses éditeurs. *« Une chaise, pour moi, c'est aussi compliqué à dessiner que le décor d'Hamlet ».*

FRÉDÉRIC EDELMANN

▶ Galerie du Nopal, 3 rue Cardinale, 75006 Paris.

PHOTO

L'adieu au poète



Comme Marcel Proust, photographié la veille de son enterrement par Man Ray le lundi 20 novembre 1922, à la requête de Jean Cocteau, Victor Hugo a été portraituré sur son lit de mort par Félix Nadar. D'une pureté idéale, cette prise de vue de l'auteur des « Misérables » a été effectuée à Paris en 1885, au lendemain de son décès.

Cette effigie de l'écrivain, aussi diaphane que si la lumière passait au travers de sa chair, figure parmi les soixante tirages représentant Sarah Bernhardt, Charles Baudelaire, Eugène Delacroix, Emile Littré ou Jacques Offenbach réunis dans l'exposition niçoise « Les grands portraits de Félix Nadar ».

P. Ro.

▶ « Les grands portraits de Félix Nadar », exposition conçue par la Mission du patrimoine photographique, présentée par Nice-Audiovisuel à l'Atelier d'art contemporain, place Yves-Klein, Promenade des Arts, Nice. Jusqu'au 7 octobre.

MUSIQUES

Naissance d'un chef

Suite de la première page

L'autre Français rescapé des quarts de finale, Olivier Grandgean (vingt-sept ans), plus intuitif et poétique dans l'œuvre de Berlioz, a encore un registre trop limité, tant au point de vue des mouvements, amples et vagues, que de la manière de faire répéter. Il aurait intérêt à travailler de façon intensive avec un maître pour que ses qualités s'épanouissent.

A l'inverse, l'un des trois finalistes, Stefan Blunier (Suisse), à vingt-six ans, collectionne déjà les diplômes et les emplois. Parfaitement à l'aise, possédant bien ses partitions, il fera sûrement carrière, mais ses interprétations dépassent rarement une bonne mise au point, même s'il a réalisé une finale assez brillante. Plus surprenante était la présence à la dernière épreuve de Yuri Nakamura, une mignonne dame japonaise, certes en prise directe sur la musique, mais à la battue monotone, souvent débordée, presque physiquement, par le flot de ses responsabilités. Elle n'est jamais sortie d'exécutions assez grises, inégales, à l'expression banale.

Le vainqueur, Ryusuke Numajiri (vingt-cinq ans, mais un visage d'enfant) est apparu d'abord comme un guépard avide de sang, sautant à la gorge de l'orchestre, crachant le feu dans toutes les directions, développant d'emblée toutes les virtualités de ses bras, empoignant les musiciens d'un seul coup, tant il sentait qu'il avait peu de temps pour convaincre au début de ces épreuves où l'on avait retenu dix-sept concurrents (après une épreuve éliminatoire rassemblant quarante-quatre candidats). Mais, bien vite, on découvrit en lui plus qu'un tempérament exceptionnel, lorsqu'il illumina une *Symphonie héroïque* que ses camarades ânonnaient. Il n'allait pas cesser ensuite de s'épanouir, menant, dans *la Bohème*, ses quatre chanteurs avec une souplesse qui prouvait à la fois sa délicatesse, son autorité intime et la finesse de son écoute, avant de soulever la *Symphonie fantastique* par sa poésie, ou sa violence fascinante dans le « Songe d'une nuit de sabbat ».

La deuxième suite de *Daphnis et Chloé*, Dutilleux, Weber et ce *Rondo capriccioso* de Saint-Saëns où il sut marier pleinement son orchestre avec l'éblouissant Olivier Charlier, confirmaient le talent de cet élève bien personnel d'Ozawa, qui poursuit ses études à Berlin. Aux répétitions, avec du temps pour s'exprimer, il a conquis ses musiciens par la précision de ses remarques, capable de faire un bilan de quarante mesures, alternant les compliments et les mises au point les plus fines, d'une véritable efficacité.

Les concurrents ont eu la chance de disposer de bout en bout de l'Orchestre des pays de Loire, superbe de virtuosité et de qualité sonore, si peu blasé que, au terme de trente-cinq heures de répétitions, il manifestait encore son enthousiasme pour le jeune Japonais ! On n'oubliera pas non plus les quatre valeureux chanteurs de *la Bohème* : Catherine Napoli, Daniel Galvez-Vallejo, Jean-François Ercolani, et surtout la vibrante Mimi de Catherine Antonicelli, jamais lassés par les demandes des candidats.

JACQUES LONCHAMPT

□ ***Daniel Barenboïm* invité à diriger le Deutsche Staatsoper.** – Le chef d'orchestre Daniel Barenboïm a été invité à diriger l'Opéra d'Etat de Berlin (Est) et à devenir son directeur musical. La direction de l'établissement souhaite que Daniel Barenboïm commence son travail très prochainement. Le chef d'orchestre a manifesté son intérêt *« à condition que les possibilités de réaliser [ses] intentions artistiques lui soient données ».*

CINÉMA

L'échappée belle

Pour son quinzième anniversaire, le Festival de Toronto s'est offert une belle sélection

TORONTO

correspondance

Trop de projections, pas assez de temps, telle est, vingt-quatre heures à peine après l'ouverture du Festival de Toronto – qui se déroule jusqu'au 16 septembre – la complainte la plus répandue chez les cinéphiles venus nombreux dans la capitale de l'Ontario.

Après le charmant *Parfaitement normal* du Québécois Yves Simonneau, le festival démarre en trombe avec la première nord-américaine de *Chasseur blanc, cœur noir* de Clint Eastwood, découvert au printemps dernier à Cannes. Peu de films, pourtant, ont été puisés dans les viviers traditionnels de Berlin et de Cannes. Les programmateurs responsables des différentes sections donnent le sentiment d'avoir vraiment vu les films avant de les choisir. Ils ont joué l'excitant sur tous les tableaux : inédit nord-américain, étranger prometteur, audace, découverte. En un mot (franglais) : le *fun*.

Côté galas, Toronto a sa ration de stars. Eastwood, qui a semé – comme d'habitude – la panique dans les services de sécurité, s'est prêté de bonne grâce à toutes sortes d'obligations, mais a choisi, *« pour se laver la tête »*, de rencontrer les étudiants en cinéma au Centre d'études cinématographiques créé par Norman Jewison. La plupart des films présentés vont sortir prochainement dans les circuits commerciaux nord-américains : *Mister Johnson* de Bruce Beresford (*Tender Mercies*) sur la construction d'une route en Afrique noire ; *Cyrano de Bergerac* ; *The Long Walk Home*, avec Sissy Spacek et Whoopi Goldberg, sur la « radicalisation » d'une domestique noire dans l'Alabama des années 50 ; le nouveau Barbet Schroeder, *Reversal of Fortune*, avec Jeremy Irons, d'après l'affaire Claus von Bulow qui défraya récemment la critique judiciaire et mondaine ; *The Field*, signé par les auteurs de *My Left Foot* ; deux adaptations de Jim Thompson, *After Dark, My Sweet* de James Foley et *The Grifters* de Stephen Frears. Plusieurs de ces œuvres – *A-Ge-woman* du Japonais Juzo Itami (l'auteur de *Tampopo*), *An Angel at my table* de la Néo-Zélandaise Jane Campion, *Rosencrantz et Guildernstern sont morts* du Britannique Tom Stoppard et *The Company of Strangers* de la Canadienne Cynthia Scott – sont aussi à l'affiche de Venise.

Le festival « sérieux » est celui des sections parallèles. Hommages divers, au Portugais Manuel de Oliveira et au nouveau cinéma lisboète comme au Japonais Mitsuo Yanagimachi. Près de deux cents films qu'on ne verra peut-être qu'une fois – bien que des salles combles (le public est ici très ouvert) pour le premier film d'un étranger inconnu puissent entraîner une distribution nord-américaine (ce fut le cas du *Diva* de Jean-Jacques Beineix). Si l'œuvre d'Itami risque de connaître une diffusion internationale, la plupart des films asiatiques présentés ici n'atteindront pas les écrans occidentaux, à moins de passer dans les salles des diverses Chinatowns – on dit déjà le plus grand bien de *Swordsman* de King Hu (Taïwan) et de *Bullet in the Head* de John Woo, dont *The Killer* sort bientôt à Paris.

La section « The Edge » est consacrée au cinéma plus expérimental, celui d'Yvonne Rainier, de Raul Ruiz et de Derek Jarman. Les bruits de coulisses font même du Soviétique Aleksandr Sokhurov (*le Deuxième Cercle*) un nouveau Tarkovski. Le « Coffre au trésor » offre une série sur les premiers balbutiements du parlant, avec un Flaherty, un Howard Hawks, un Michael Curtiz (*l'Arche de Noé* avec Myrna Loy) et trois films d'Alan Crosland (un auteur ignoré des historiens). Le soir, « Folies de minuit » permettra de voir *Hardware* (quincaillerie androïdes en tous genres), *la Femme du ré-animator* (d'après Lovecraft), et un Lothar Lampert intitulé *Du Elvis, Ich Monroe*. Trop de films vous dit-on, pas assez de temps.

HENRI BÉHAR

Les puritains

« Mr. and Mrs. Bridge » : Paul Newman momifié dans l'ennui par James Ivory

VENISE

de notre envoyée spéciale

Nous avions rendez-vous avec M. et Mme Paul Newman, alias *Mr. and Mrs. Bridge*, mis en scène par James Ivory, un rendez-vous que l'on savait, à l'avance, être de bonne compagnie. James Ivory est un réalisateur très élégant, diplômé en arts et en architecture par l'université de l'Oregon. Il est américain, mais il filme la porcelaine anglaise mieux que personne, le choc des tasses à l'heure du thé et le trouble qui naît entre deux garçons élevés dans les meilleurs collèges. James Ivory aime bien adapter des romans à l'écran et catégoriser son inspiration. C'est ainsi qu'il a donné le titre *les Européens*, puis *les Bostoniens*. Il a donné aussi quelques films remarquables où l'émotif ne succombait pas sous le décoratif, mais où le décor servait de support aux passions : *Chaleur et poussière, Chambre avec vue, Maurice*. Ce prologue pour dire qu'on pourrait discourir longtemps avec plaisir de l'œuvre de James Ivory et qu'on retarde, autant que faire se peut, l'instant fatal où il faudra parler de *Mr. and Mrs. Bridge*.

S'inspirant des deux livres d'Evan S. Connell, publiés à dix ans d'intervalle, *M. Bridge* puis *Mr. Bridge*, le film raconte lentement la lente vie d'une famille de la bourgeoisie moyenne de Kansas City (ville désopilante du Middle West) depuis les années 30 jusqu'aux années 50. Prouesse à signaler tout de suite, chez les Bridge, pendant ces trente ans, il ne se passe rigoureusement rien. Certes, les enfants (trois) grandissent, l'une veut faire l'actrice (quelle horreur !), la deuxième se mésallie (quelle horreur !) et le troisième s'engage dans l'aviation (quel bonheur !). Mr Bridge est un silencieux emmerdeur, puritain et borné (Paul Newman momifié) ; Mrs. Bridge, une vieille oie blanche très agitée (Joanne Woodward exécrable). On bouge très peu dans la famille sauf pendant l'été 1939, où le couple décide de s'offrir *« une nouvelle lune de miel »* à Paris. Occasion de voir en dix minutes, et dans l'ordre, les bouquinistes, le Louvre, le Moulin-Rouge et un bistrot où, Dieu merci, on annonce la déclaration de guerre qui met fin à la fastidieuse visite de notre capitale. Chez les Bridge, on a de vrais problèmes avec la *« chose »*. Madame offre à sa fille, le jour de son mariage, un fascicule où est représenté un spermatozoïde, des fois qu'elle ait peur en en rencontrant un, et M. et Mme Bridge, qu'on voit souvent s'embrasser sur le front, ont un petit élan charnel vite réprimé dans la salle des coffres de leur banque. Tout un symbole.

Le film est mis en images à la perfection, joue lourdement sur le cycle des saisons de la vie (on commence au printemps, on finit sous la neige). Paul Newman, Joanne Woodward et James Ivory se sont, à l'évidence, reconnus dans cette famille qui doit ressembler à la leur. On est navré pour eux. Vers la fin, on n'en peut plus de cette rétention de sentiments, de cette bonne conscience insupportable, de la domestique noire qu'on voit s'élever dans l'échelle sociale parce qu'elle porte des lunettes et lit un livre dans sa cuisine, de ce bric-à-brac libéral et patriotique. On voudrait qu'il se passe quelque chose – un bon infarctus chez Mr. ou chez Mrs. –, qu'on pleure au moins un coup. Mais non, même pas. Pendant que se déroule le générique, un carton précise que Monsieur et Madame Bridge ont encore vécu longtemps ensemble. L'ennui conserve.

DANIÈLE HEYMANN

□ **Rectificatif.** – Contrairement à ce que nous indiquions dans l'article intitulé « Dans les bras de Dick Tracy » (nos premières éditions du *Monde* du 7 septembre), le film de Warren Beatty n'a pas été présenté à Venise en avant-première mondiale. *Dick Tracy* a, en effet, déjà attiré des millions de spectateurs aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne...

AGENDA

SAMEDI 8 - DIMANCHE 9 SEPTEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

SAMEDI

Je t'aime, moi non plus (1975), de Serge Gainsbourg, 15 h ; Hommage à Dirk Bogarde : Pour l'exemple (1964), de Joseph Losey, 17 h ; Hommage à Dirk Bogarde : The Servant (1963), de Joseph Losey, 19 h ; Hommage à Dirk Bogarde : Mort à Venise (1970), de Luchino Visconti, 21 h 15.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

SAMEDI

Si vous avez manqué le début : le Paris des écrivains : Courir les rues (1988) de Dominique Comtat, Zazie dans le métro (1960) de Louis Malle, 14 h 30 ; la Forme d'une ville : Paris hors les murs (1966) d'Olivier Ricard, Laisse béton (1984) de Serge Le Perron, 16 h 30 ; la Parisienne : Actualités Gaumont, la Huitième Femme de Barbe-Bleue (1938) d'Ernst Lubitsch, 18 h 30 ; Café, cafés : Neige de J. Berto et J. H. Roger (1981) de Fernand Moszkowicz, Neige (1981) de Juliet Berto et Jean-Henri Roger, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; *Gaumont Alésia*, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96)

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

L'AMOUR POURSUITE (A., v.o.) : *Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26)* ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-*62-20-40)*.

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BIENVENUE A BORD ! (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

CADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) , Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) , Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CRIMES ET DÉLITS *(A., v.o.)* : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Escurial, 13e (47-07-*28-04) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93)*.

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASSET (Fr.-Alg., v.f.) : Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

FAUX ET USAGE DE FAUX (Fr.) : *Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36)* ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, *17e (40-68-00-16)*.

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FIRE BIRDS (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAUCHEMAR (*) (A., v.f.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

FULL CONTACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-*36-10-96)*.

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

IL Y A DES JOURS... ET DES ***LUNES*** (Fr.) : George V, *8e* (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LA LIBERTÉ, C'EST LE PARADIS (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR *(A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-*16-16).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e *(43-26-84-65)*.

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

NUIT D'ÉTÉ EN VILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE **LA NUIT** (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

48 HEURES DE PLUS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC *Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé* Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

RÊVES (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; *Studio 28, 18e (46-06-36-07)*.

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e *(43-37-57-47)*.

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

TROIS ANNÉES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, *11e (43-57-90-81)* ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

TU MI TURBI (It., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

UN WEEK-END SUR DEUX (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e *(46-36-10-96)*.

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ZAN BOKO (burkinabé, v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES FILMS NOUVEAUX

ALBERTO EXPRESS. Film français d'Arthur Joffé : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, *8e* (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

GUERRIERS ET CAPTIVES. Film franco-suisse-argentin d'Edgardo Cozarinsky, v.o. : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

ROBOCOP 2. (*) Film américain d'Irvin Kershner, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet *Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George* V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

S'EN FOUT LA MORT. Film français de Claire Denis : Gaumont Les *Halles, 1er (40-26-12-12)* ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

TOUT POUR RÉUSSIR. Film américain de John Boorman, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; *Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52)* ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-*42-34) 12 h 20*.

ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 18 h 50.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) 19 h 30, 22 h.

LA BALLADE DES DALTON (Fr.) : Saint-Lambert, *15e (45-32-91-68)* 13 h 40.

BIRDY (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 14 h.

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h 15.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h.

CALME BLANC (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 16 h 45.

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.

CHANT D'AMOUR (**) (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) 17 h 30, 19 h 30, 21 h 30.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h 15.

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) .

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 13 h 25, 15 h 35, 17 h 45, 20 h, 22 h 10.

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) .

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 13 h 25, 15 h 35, 17 h 45, 20 h, 22 h 10.

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 30.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 21 h 50.

E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h.

L'ECLIPSE (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5e *(43-54-42-34)* 12 h 05.

ERREUR DE JEUNESSE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 10.

FANNY ET ALEXANDRE (Su., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 16 h 30.

FASTER PUSSY CAT, KILL! KILL ! (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 0 h 45.

FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60) 0 h.

HAREM (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 15.

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h.

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h 30.

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h 30.

MARY POPPINS (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 17 h 20 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 16 h 45.

MEGAVIXENS (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 0 h 20.

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 14 h ; Denfert, 14e (43-21-41-01) 14 h ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h 15.

METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 0 h 30.

MIDNIGHT EXPRESS (**) (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

LE MIROIR (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 19 h 50.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 18 h 15.

MONSIEUR HIRE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 11 h 45.

LA NUIT BENGALI (Fr., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 17 h.

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) 14 h 15, 16 h 15.

PHANTOM OF THE PARADISE (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 30.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30, 0 h 20.

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 11 h 45 ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 11 h 45.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-*97-77) 12 h*.

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 20 h.

REEFER ET LE MODÈLE (irlandais, v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 21 h.

RIPOUX CONTRE RIPOUX (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h.

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 12 h 10.

SALO, OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (**) (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 0 h 10.

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 0 h 30.

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) 15 h, 17 h, 19 h, 21 h.

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h 10.

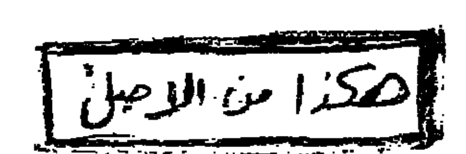
STAN THE FLASHER (*) (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 12 h 30.

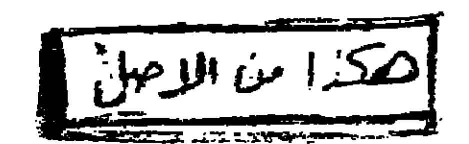
STAND BY ME (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 11 h 45.

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Fr.-Arg., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 19 h.

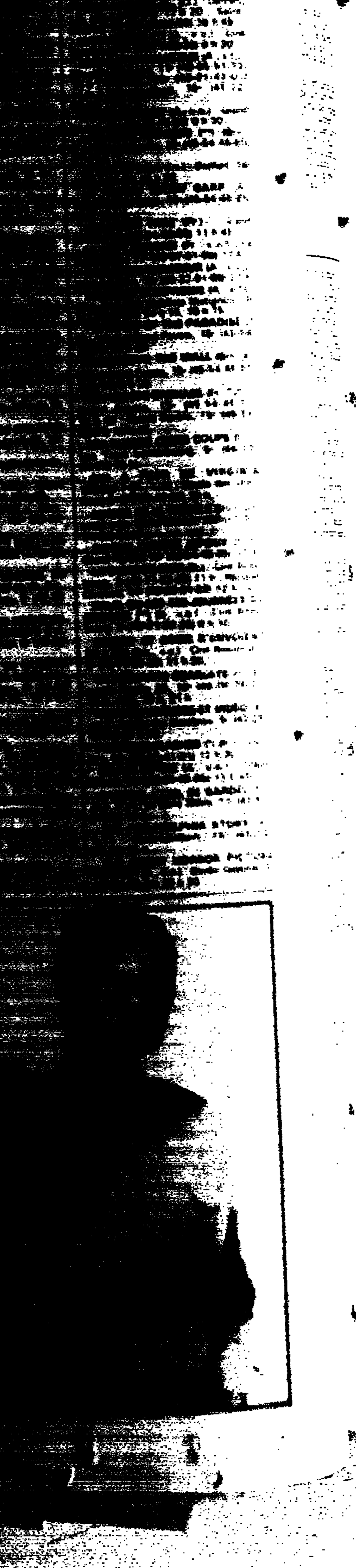
THE PHILADELPHIA STORY (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.





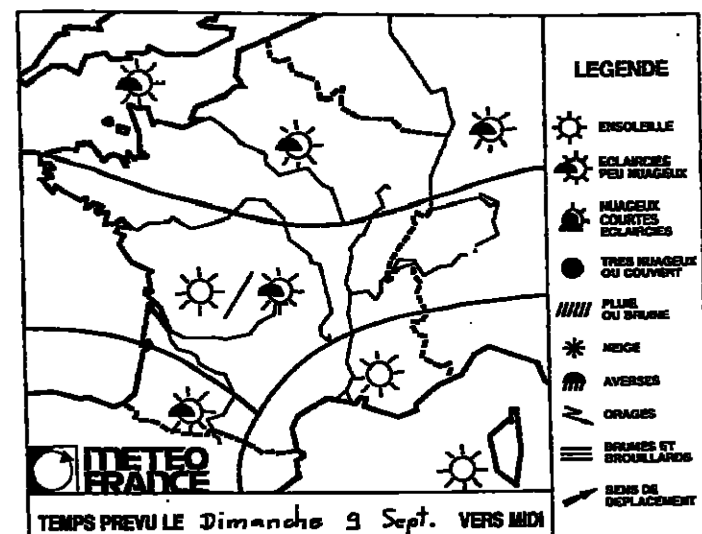
AGENDA



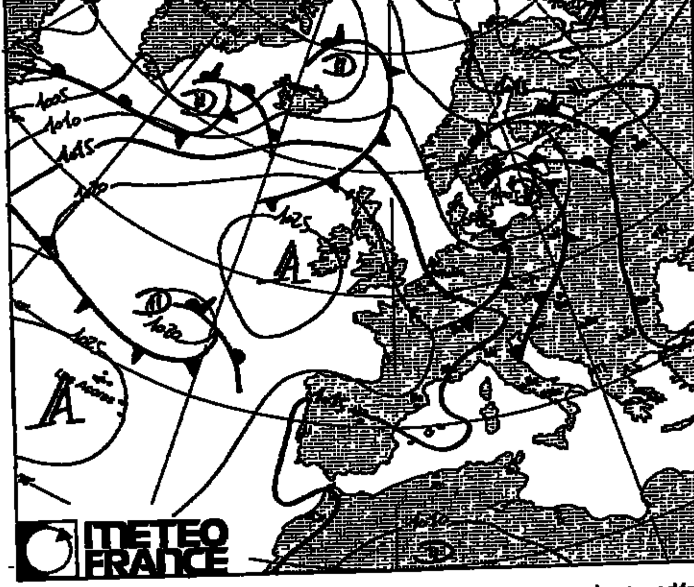
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 9 septembre

Ensoleillé et température en hausse



SITUATION LE 8 SEPTEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



Situation générale et évolution :

Le soleil se montrera souvent généreux durant ces trois jours. La fraîcheur matinale va persister, accentuée par un vent de nord-est.

Lundi 10 septembre : nuages sur la moitié nord-est, soleil ailleurs.

Sur la moitié nord-est du pays, les passages nuageux alterneront avec de belles périodes ensoleillées. Sur la Lorraine et l'Alsace, ils pourront toutefois devenir menaçants et donner quelques averses ici ou là.

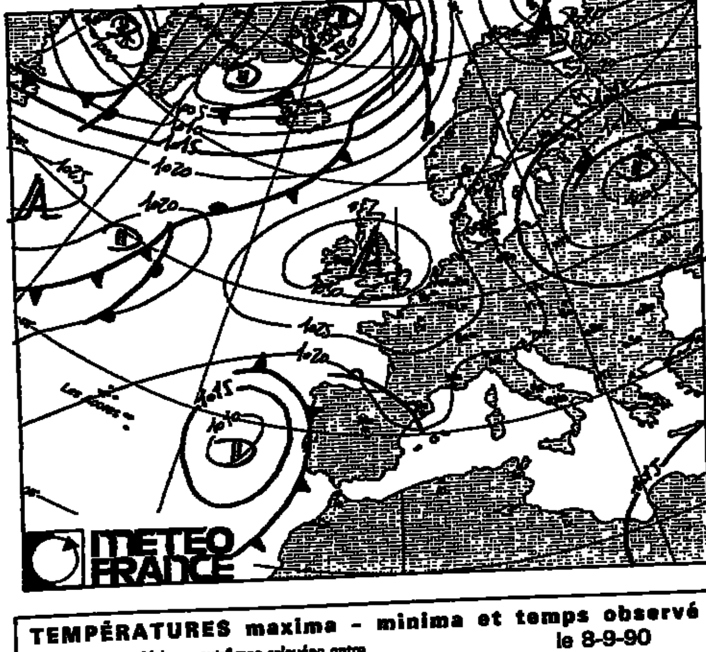
Sur les autres régions, le soleil prédominera, à peine voilé par quelques nuages élevés.

Un vent de secteur nord-est modéré soufflera sur l'ensemble du pays. Il sera même assez fort près des côtes de la Manche, de l'Atlantique, ainsi qu'entre la Côte d'Azur et la Corse.

Les températures minimales resteront fraîches, généralement comprises entre 8 et 12 degrés sur la moitié nord, entre 10 et 14 degrés sur la moitié sud (voisines de 17 degrés près de la Méditerranée).

Les températures maximales atteindront 20 à 25 degrés sur la moitié nord, 23 à 28 degrés plus au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 10 SEPTEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 8-9-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 7-9-90 à 6 heures TU et le 8-9-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	26	15	D
BIARRITZ	21	14	N
BORDEAUX	22	8	N
BOURGES	18	6	D
BREST	18	10	N
CAEN	18	10	N
CHERBOURG	17	10	N
CLERMONT-FER.	19	5	D
DIJON	17	6	D
GRENOBLE St-M-H	19	8	D
LILLE	15	11	D
LIMOGES	17	10	D
LYON	19	8	D
MARSEILLE-MAR.	26	14	D
NANCY	16	12	C
NANTES	22	8	D
NICE	27	18	N
PARIS-MONTS	18	12	C
PAU	22	10	N
PERPIGNAN	24	18	N
RENNES	19	9	N
ST-ETIENNE	18	5	D
STRASBOURG	16	12	A
TOURS	20	6	D
TOULOUSE	22	12	N
POINTE-A-PITRE	32	25	A

ÉTRANGER			
ALGER	33	21	D
AMSTERDAM	17	11	A
ATHÈNES	29	22	D
BANGKOK	28	26	N
BARCELONE	20	19	C
BELGRADE	24	15	D
BERLIN	17	7	N
BRUXELLES	16	13	A
LE CAIRE	31	30	D
COPENHAGUE	18	10	P
DAKAR	31	27	N
DELHI	26	26	P
DJERBA	33	25	D
GENÈVE	18	8	D
HONGKONG	32	29	N
ISTANBUL	27	19	D
JÉRUSALEM	27	16	D
LISBONNE	28	15	D
LONDRES	20	10	C
LOS ANGELES	29	19	D
LUXEMBOURG	13	10	C
MADRID	33	17	D
MARRAKECH	30	18	D
MEXICO	25	13	O
MILAN	25	13	D
MONTRÉAL	24	13	D
MOSCOU	16	6	D
NAIROBI	27	14	C
NEW-YORK	31	23	C
OSLO	17	12	C
PALMA-DE-MAJ.	30	21	O
PÉKIN	28	19	P
RIO-DE-JANEIRO	22	22	C
ROME	27	22	N
SINGAPOUR	32	24	C
STOCKHOLM	13	9	P
SYDNEY	19	10	P
TOKYO	23	20	D
TUNIS	32	23	N
VARSOVIE	17	11	P
VENISE	24	14	D
VIENNE	16	10	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 8 septembre

TF 1

20.40 Variétés : Surprise sur prise.
22.20 Série : Columbo.
23.55 Magazine : Formule sport.
0.50 Journal et Météo.

A 2

20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard.
21.40 Série : La belle Anglaise.
22.35 Documentaire : Le chemin de la liberté.
23.30 Journal et Météo.
23.45 Variétés : Les concerts imaginaires.

FR 3

De 20.00 à. 0.00 La Sept
0.15 Sport : Golf.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Une femme derrière l'objectif.
22.00 Documentaire : Le Seregenti, paradis des animaux.
22.45 Flash d'informations.
22.46 Sport : Football. Marseille-PSG, en différé de Marseille.
0.45 Cinéma : Angoisse. ■■

LA 5

20.35 Téléfilm : Entre deux feux.
22.20 Sport : Football.
22.25 Sport : Tennis. Demi-finale messieurs et finale dames de l'US Open 1990, en direct de Flushing Meadow.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Sport : Football.

M 6

20.35 Téléfilm : Permission de minuit.
22.15 Téléfilm : Virginie.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Série : Sam et Sally.
0.55 Musique : Rap line.
1.45 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Tours du monde, tours du ciel (6).
22.00 Soir 3.
22.15 ▶ Documentaire : Chapare.
23.15 Débat : Dialogue.
0.10 Série : Grafic.

Dimanche 9 septembre

TF 1

13.20 Série : Hooker.
14.15 Divertissement : Vidéo-gag.
14.50 Sports : Automobile.
16.30 Tiercé à Longchamp.
16.40 Dessins animés : Disney parade.
18.00 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7/7. Invité : Charles Pasqua.
19.50 Loto sportif.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.35 Cinéma : Les professionnels. ■■
22.35 Magazine : Ciné dimanche.
22.40 Cinéma : Un frisson dans la nuit. ■■
0.25 Journal et Météo.
0.45 Musique : Festival de Saint-Riquier.

A 2

13.20 Téléfilm : Le cavalier de la nuit.
14.35 Documentaire : La planète des animaux.
15.30 Série : Les cinq dernières minutes.
17.00 Série : Un duo explosif.
17.25 Série : Cantara.
18.20 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : Haute tension.
22.10 Feuilleton : Nord et Sud (11ᵉ épisode).
23.45 Journal et Météo.

FR 3

13.30 ▶ Magazine : Musicales.
14.30 Expression directe. CGPME ; RPR.
14.50 Magazine : Sports 3 dimanche.
17.30 Magazine : Montagne.
18.00 Amuse 3.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Série : Benny Hill.
20.35 Documentaire : La guerre d'Algérie.
21.25 Débat : La guerre d'Algérie.
22.25 Journal.
22.50 Cinéma : Le val d'enfer. ■■
0.15 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

– En clair jusqu'à 14.00 –
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : Racines, le cadeau des morts.
15.30 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.25 Documentaire : Nid de coucou.
16.45 Série : Zorro.
17.10 Documentaire : Pega de taureaux au Portugal.
18.00 Cinéma : Un homme parmi les loups. ■■
—— En clair jusqu'à 20.40 ——
19.40 Flash d'informations.
19.45 Dessins animés : Ça cartoon.
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.
20.40 Cinéma : Les eaux printanières. ■
22.15 Flash d'informations.
22.25 Magazine : L'équipe du dimanche.

LA 5

15.20 Série : Supercopter.
17.10 Deux flics à Miami.
18.50 Journal images.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Cinéma : Risky business. ■
22.00 Sport : Tennis.
0.00 Le minuit pile.

M 6

13.50 Série : Roseanne.
14.20 Série : Sam et Sally.
15.20 Série : Laramie.
16.05 Documentaire : Chasseurs d'images.
16.20 Série : Section 4.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Informations : M 6 express.
18.05 Série : Clair de lune.
19.00 Magazine : Culture pub remix.
19.30 Série : Les années coup de cœur.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Cinéma : Qu'est-ce qui fait craquer les filles ? □
22.10 Six minutes d'informations.
22.20 Capital.
22.30 Cinéma : Le vampire de ces dames. ■
0.05 Six minutes d'informations.

LA SEPT

13.30 Documentaire : Histoire parallèle.
14.30 Téléfilm : Le village sur la frontière.
16.30 Vidéo-Danse : Ex-romance.
17.20 Vidéo-danse : Vire-volte.
17.35 Documentaire : Actes d'amour.
18.00 Opéra : Les soldats.
20.00 Documentaire : Histoire de la bande dessinée (4).
20.30 Moyen métrage : Rencontre des nuages et du dragon.
21.00 Série : Médecins des hommes.
22.35 Documentaire : Apsaras, ballet khmer en exil.

CARNET DU Monde

Naissances

– **Jean-Claude et Edith DEPOUTOT**

sont heureux d'annoncer la naissance de leur deuxième petite-fille

Adèle

sœur de

Louise,

chez

David et Claire DEPOUTOT,

le 27 août 1990.

9, rue des Bégonias,
54000 Nancy.
Route de Lyon,
38390 Montalieu-Vercieu.

Décès

– M. et Mme Jean-Pierre Ancel,
Pierre Yves, François, Emmanuel, Stéphane et Elisabeth,
M. et Mme Jean Charles Sacotte,
Anne et Marc,
Mme Suzanne Baudouin, née Ancel,
Les familles Garnaud, Comte, Despagne, Grimberg, Manceau,
ses enfants et petits-enfants,
parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc ANCEL,
membre de l'Institut,
président de chambre honoraire à la Cour de cassation,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 4 septembre 1990, à Grasse, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques seront célébrées à Paris, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le président
Et le conseil d'administration du Centre français de droit comparé
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Marc ANCEL,
président d'honneur.

(Le Monde du 6 septembre.)

– Mme Isabelle Cossin,
son épouse,
Amélie et Gautier,
ses enfants,
M. Roger Cossin,
son père,
M. et Mme René Barbat,
ses beaux-parents,
Le docteur et Mme Michel Cossin,
ses frère et belle-sœur,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques COSSIN,
architecte DPLG,
diplômé du Centre d'études supérieures d'histoire et de conservation des monuments anciens,
professeur chef d'atelier de l'École nationale des beaux-arts de Paris-la-Seine,

survenu le 6 septembre 1990, dans sa quarante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 10 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7ᵉ.

L'inhumation aura lieu vers 11 h 30, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14ᵉ.

8, rue Valentin-Haüy,
75015 Paris.

– Mme Pierre Denoix,
son épouse,
Mme Martine d'Acremont Denoix,
M. le docteur et Mme Denis Gallot,
M. et Mme Nicolas Denoix,
ses enfants,
Ses petits-enfants
Et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. le professeur Pierre DENOIX,

survenu le 1er septembre 1990, à Villejuif.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 7 septembre, à 15 heures, en l'église de Saint-Geniès (Dordogne).

24590 Saint-Geniès.

(Le Monde du 5 septembre.)

– Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges LE DOUARIN,
professeur à l'université de Nantes,

survenu le 5 septembre 1990, dans sa soixantième année.

– L'université de Nantes
a le regret de faire part du décès de

M. Georges LE DOUARIN,
professeur à la faculté des sciences et techniques de Nantes,

à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 10 septembre, en Suisse.

Remerciements à toutes les personnes qui voudront bien s'unir d'intention.

– Le Père Pierre Souillac S.J.,
M. et Mme Henri Souillac
et leurs enfants,
M. et Mme Dominique Souillac
et leurs enfants,
M. et Mme Patrice Friess
et leurs enfants,
vous demandent d'unir votre prière à la leur pour le repos de l'âme de

Bernadette SOUILLAC,

qui, de Tavel, est partie pour le paradis le 7 septembre 1990.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Hubert Vincent,
son épouse,
M. et Mme Gérard Brachet
et Xavier,
ses enfants et petit-fils,
M. Marcel Vincent,
son père,
Mme Adrienne Vallet,
sa belle-mère,
M. et Mme Lucien Vincent
et leurs enfants,
M. et Mme Roger Vincent
et leurs enfants,
Mme Gisèle Beaume
et sa fille,
ses frères et belles-sœurs, neveux et nièces,
Mme Suzanne Vincent,
sa tante,
Toute sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Hubert VINCENT,
contrôleur d'Etat
à l'administration centrale du ministère de l'économie, des finances et du budget,

survenu à Suresnes, le 6 septembre 1990, après une longue maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 12 septembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Pitié-Sainte-Mathilde, à Puteaux (Hauts-de-Seine), et sera suivie de l'inhumation dans le caveau familial du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue Collin,
92800 Puteaux.

Anniversaires

– Il y a un an disparaissait

Julienne MARTIN,
née But.

Que ceux qui l'ont aimée aient une pensée pour elle.

– Il y a cinquante ans...

En 1940, avec l'accord du gouvernement français, le général Sikorski créait l'armée polonaise en France. A son appel, les Polonais, en majeure partie membres de l'immigration ouvrière, le rejoignirent. Bientôt cette armée comptait quatre-vingt-six mille hommes.

Elle combattait au côté des unités françaises et se distingua notamment à Dieuse.

L'Association des anciens combattants polonais et de leurs familles en France en perpétue le souvenir.

Le président
Georges Ursyn-Niemcewicz.

Communications diverses

– **Nane STERN**
sera heureuse de présenter les peintures de

Claude PICART,

du mardi 11 septembre au samedi 6 octobre 1990, du mardi au vendredi de 15 heures à 19 h 30, le samedi de 11 heures à 19 h 30.

Passage Lhomme,
26, rue de Charonne,
75011 Paris.
Tél. : 48-06-78-64.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence,

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques .... 87 F
Abonnés et actionnaires ... 77 F
Communicat. diverses ...... 90 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du vendredi 7 septembre 1990 :

UN ARRÊTÉ :

– du 31 août 1990 fixant la liste des emplois et des activités offerts au titre de la mobilité.

RÉGIONS

Trois ans après la fermeture de ses usines

Decazeville mise plus que jamais sur l'industrie

Trois fois sinistrée en trente ans, Decazeville (Aveyron) ne renonce pas. La reconversion est en cours et le moral remonte.

DECAZEVILLE (Aveyron)

de notre envoyé spécial

Béret vissé sur la tête, les larmes au bord des paupières, un ancien sidérurgiste regardait les démolisseurs s'acharnant sur l'immense carcasse du dernier haut-fourneau. C'était il y a quelques semaines, à Decazeville. Mais derrière le vieil homme, dans les halls de l'aciérie défunte et déjà réhabilitée de frais, d'autres travailleurs montaient les machines qui vont construire un minimétro révolutionnaire. Cette image d'une sève industrielle jaillissant de ruines encore fumantes résume parfaitement l'obstination et la faculté d'adaptation des Aveyronnais. Trois fois sinistrée en trente ans, Decazeville ne renonce pas. Fidèle à son passé, elle parie encore et toujours sur l'industrie.

En 1828, dans cette étroite vallée, le duc Decazes, ancien ministre de Louis XVIII en rupture de politique, installait l'un des premiers centres métallurgiques du royaume. On avait découvert du charbon au fin fond de ce canton rural, du minerai de fer sur le causse de Rodez et du zinc à Figeac. Sur les bords du torrent, le Riou Mort, se déroula une sorte de western français avec ses bistrots et ses commerces s'égrenant le long d'une *main street* poussiéreuse. Les acteurs étaient les paysans aveyronnais transformés en gueules noires et en métallos.

Dans cette cité nouvelle baptisée Decazeville et dans les quatre communes voisines gagnées par la fièvre usinière – Aubin, Cransac, Viviez et Firmi – on compta jusqu'à 4 500 mineurs et 3 000 sidérurgistes. Puis, de 1960 à 1987, trois chocs successifs dévastèrent l'îlot ouvrier isolé dans un département rural votant à droite : fermeture des mines souterraines de charbon, effondrement de la sidérurgie, arrêt de la production de zinc de la Vieille Montagne. Après les visites de ministres compatissants, les plans de reconversion avortés, les grèves du désespoir et le dépôt devant le monument aux morts de la dernière coulée d'acier, en mars 1987, le bassin de Decazeville était rayé de la carte économique. Au milieu de la ville ne restaient que d'énormes installations rouillées s'étendant sur trente-quatre hectares !

« Cherche patrons entreprenants »

Un homme au moins ne capitula pas. Le maire, Pierre Delpech, que son passé de résistant, de médecin et de militant communiste avait accoutumé à lutter, décida de tout reprendre à zéro. Et d'abord de racheter la friche pour y installer – contre tout espoir – un nouveau parc industriel. Son obstination convaincante a tout déclenché : les crédits de l'Etat, l'aide de la Communauté européenne, la participation des administrations locales, la bonne volonté des grandes firmes en liquidation et l'intérêt des jeunes entreprises en quête d'une *nouvelle localisation*.

De tout cela une institution originale a surgi : la Société de réindustrialisation du bassin de Decazeville, la SORID. Apparemment peu de chose : un capital d'un million de francs apporté par Sacilor, Vieille Montagne et Charbonnages de France, un spécialiste financier de quarante-cinq ans, Thibauld de Meru, et un « chasseur d'entreprises », Patrick Bailleau, ancien journaliste de quarante-trois ans.

Mais à ces « battants », symboliquement *installés dans l'ancienne* direction de la sidérurgie, l'Etat a fourni le nerf de la guerre : 80 millions de francs en trois ans. Sous forme de participation au capital des nouvelles entreprises et de prêts à moyen terme sans garantie, la SORID les a immédiatement réinjectés dans le tissu industriel en formation. Elle cherche des patrons entreprenants, étudie leurs dossiers, en retient un sur dix et les installe en location-vente dans les vieilles usines réhabilitées par la ville. Bien entendu, ils bénéficient des primes d'aménagement du territoire et des allégements fiscaux habituels.

MALHEUREUSEMENT ON N'A PAS PU SAUVER LE BUREAU DE L'A.N.P.E. LOCALE

PESSIN

Pour les encourager à se lancer dans l'aventure, Decazeville a eu, dès le départ, au moins un bon exemple à montrer. Managée par Pierre Hugot, ancien mineur de fond, dur à la tâche et habile gestionnaire, la Société aveyronnaise de métallurgie est l'une des rares boîtes à avoir survécu au naufrage général des années 80. On y fabrique chaque année, par millions, des pièces en métal injecté à base *de zinc, d'aluminium et de magnésium*. Or, depuis 1985, c'est-à-dire en pleine crise, l'affaire a gonflé son chiffre d'affaires de 20 % par an et a doublé ses effectifs. Elle développe actuellement un procédé automatique de fonderie sous pression unique en Europe. « *Je suis la preuve vivante*, dit son directeur, *qu'on peut réussir à Decaz malgré la déprime générale, l'enclavement et la mauvaise réputation syndicale.* »

La SORID ne borne pas son rôle à l'ingénierie financière. Par ses études de marché, elle oriente les candidats vers les productions les plus vendables. L'un d'eux voulait façonner des planches. On lui a conseillé de fabriquer des panneaux *de bois collé dont* la France est importatrice. Il démarre très fort. Mais, comme ses collègues, il reste sous surveillance. Dès qu'une difficulté surgit, la SORID intervient. Une jeune firme d'informatique fabriquait bien mais vendait fort mal. En quelques mois, un cabinet spécialisé mandé d'urgence lui a organisé sa force de vente. Elle est sauvée, de justesse.

Résultat : en trois ans, dix PME déjà existantes se sont développées dans le bassin et quarante autres s'y sont installées, créant au total près d'un millier d'emplois. Alors que statistiquement la moitié des créateurs d'entreprises se cassent la figure dans les cinq ans, tous les nouveaux Decazevillois sont en bonne santé. La plupart sont des « locaux » qui ne demandaient qu'à se lancer ou des Aveyronnais d'origine *revenus de Paris et de Toulouse* pour « vivre et travailler au pays ».

Dépoussiérer la cité

A la différence d'autrefois, le tissu industriel est aujourd'hui fort varié et volontiers d'avant-garde. A Viviez, l'une des communes du bassin, tourne une firme tout à fait innovante : la Société des plastiques de l'Aveyron, qui, bon an mal *an, fabrique 150 millions de sacs* poubelles. Sa matière première ? Les bâches de polystyrène utilisées par les agriculteurs de certains départements et jusqu'ici jetées à la décharge. Un recyclage fort astucieux, très difficile à rentabiliser, mais qui occupe 70 personnes et devrait commencer à gagner de l'argent l'an prochain. Autre idée de pointe, celle de l'inventeur André Labarre, un ingénieur natif de Viviez qui a mis au point un *parking souterrain de 55 places* engrangeant et restituant automatiquement les véhicules. Le premier, qui est installé devant l'office du tourisme, fait la fierté de Decazeville. Cinquante autres sont déjà vendus en Europe. Los Angeles s'y intéresse. C'est encore André Labarre qui va monter, dans le parc industriel, le prototype d'un minimétro dont les wagons en matériau composite glisseront sur un rail de béton grâce à un coussin d'air et à un moteur linéaire. Plusieurs firmes, en cours d'installation, participent à cette aventure.

Encore plus « pointue » est la machine mise au point à partir d'un brevet du CNRS et fabriquée par Gérard et Evelyne Collonges, ex-enseignants parisiens rentrés au pays. Il s'agit d'un chalumeau à plasma entièrement automatique. Montant à 20 000 degrés, il dépose une poudre céramique extra-dure sur de futures pièces tournantes qui deviennent ainsi « inusables ». L'engin vaut plus de 2 millions de francs mais le marché est très prometteur.

Toutes ces affaires ont évidemment besoin de cadres et de techniciens. C'est pourquoi Michel Lafon, le sous-préfet du secteur qui participe de tout son poids à la renaissance decazevilloise, a fait le recensement des demandes. Il visite tour à tour les établissements scolaires du bassin pour informer les élèves. Les patrons qui l'accompagnent ont été impressionnés par le mordant et la pertinence des questions posées. La liaison industrie-enseignement *est établie*.

L'horizon économique du bassin se dégageant, le maire de Decazeville, Pierre Delpech, et son adjoint à l'urbanisme, Christian Bernad, peuvent songer à dépoussiérer leur vieille cité. Les idées crépitent : redessiner une place avec des cinémas et des commerces autour de l'église, ouvrir une avenue urbaine traversant toute l'agglomération, reconquérir les berges du Riou Mort. Déjà, on a réhabilité 800 logements vétustes. Mais les Decazevillois de demain accepteront-ils de cohabiter avec une zone industrielle et une voie à grande circulation ? Comment coordonner le projet de « *Decaz* » avec ceux des quatre autres communes du bassin alors qu'il n'existe aucun organisme commun ?

N'empêche : les élus ont retrouvé le sourire. « *Trois ans après la catastrophe*, s'exclame Pierre Delpech avec un enthousiasme contagieux, *Decazeville accueille des industries de pointe, saute une génération, avance et gagne.* »

MARC AMBROISE-RENDU

Priorité à l'urbanisme

Un contrat de ville pour ressusciter Saint-Dié

Saint-Dié (Vosges) souffre des maux coutumiers de la dévitalisation économique. L'Etat lui apporte un coup de pouce.

La plus petite des treize agglomérations (1) retenues par l'Etat pour signer un contrat de ville, Sain-Dié (Vosges), illustre bien la nécessité d'une « politique de la ville » pour éviter qu'à l'échelle nationale ne se constituent durablement des poches de précarité, anonymes ghettos qui se consument dans l'indifférence générale.

Saint-Dié, c'est la Lorraine de la Lorraine, la zone sinistrée d'une région meurtrie : 15 % de chômeurs, des rémunérations un quart inférieures à la moyenne nationale, des investissements moitié moins importants que sur l'ensemble du territoire, une baisse de 6,4 % de la population en quinze ans, un logement sur deux construit avant 1948 – le plus souvent en deçà des normes minimales d'habitabilité, – une baisse de 11 % des effectifs dans les entreprises de plus de 10 salariés entre 1984 et 1987 et un niveau général de formation très bas (59 % d'ouvriers qualifiés contre 70 % en Lorraine)... Pour compléter ce tableau déjà bien sombre, il faut ajouter une population immigrée importante et marginalisée, 8 % de ménages monoparentaux et le record régional de bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI).

Théâtre de cette déliquescence économique et de ce désarroi social : une ville reconstruite à la hussarde après guerre et intouchée depuis, faite d'avenues rectilignes sans âme et de bâtiments tristes, signes de la dévitalisation de la cité.

Au-delà de cette première impression catastrophique la situation géographique du site fournit quelques atouts à Saint-Dié : au cœur du massif vosgien, elle n'est distante que de 90 kilomètres de Strasbourg et de Nancy ; elle possèdera bientôt un réseau ferroviaire et autoroutier qui la désenclavera et l'ouvrira vers Bâle (150 km), Francfort, Stuttgart, Luxembourg (250 km), Paris et Bruxelles (400 km). Reste à retrouver le dynamisme économique, à redonner un espoir collectif à des *habitants découragés et à recréer* un cadre de vie adapté aux enjeux d'avenir : c'est l'objet du contrat de ville que portent ensemble l'équipe municipale conduite par Christian Pierret (PS) – qui parie sur un « *volontarisme exemplaire* » – et les architectes-urbanistes Nicolas Normier et Jean-Marie Hennin – qui veulent « *mettre en symbiose l'environnement naturel et l'espace urbain, l'écologie et l'humanisme* ».

Une « tour de la liberté »

Quoi de mieux qu'une cathédrale pour redonner foi en l'avenir ? C'est en tout cas par l'implantation en plein centre-ville d'une des deux « tours de la liberté » qui occupèrent en 1989 les Tuileries, à Paris, pendant les fêtes du bicentenaire de la Révolution, que la municipalité a commencé le bouleversement de l'espace déodatien. Construction aérienne imposante (36 mètres), qui évoque à la fois les esquisses de Léonard de Vinci et un étrange coléoptère métallique, la tour doit « *symboliser le renouveau et constituer un lieu à vocation culturelle qui change la vie : dédiée aux personnes handicapées pour lesquelles une maison d'accueil (au centre du contrat) sera prochainement bâtie, elle rappelle constamment la solidarité sociale qui anime notre projet humaniste* », souligne Nicolas Normier.

Le contrat de ville servira surtout un projet urbanistique d'envergure accompagné par des mesures dans l'ensemble des secteurs déficients : « *Nous tisserons une trame végétale sur toute la ville, faite d'arbres, de jardins, et dont la Meurthe qui coule ici sera l'élément fédérateur. Partout, bassins et fontaines forgeront l'identité de la ville, tandis que simultanément nous travaillerons pour l'insertion ou la réinsertion des populations exclues ou fragilisées. Logement, prévention de la délinquance, accueil des personnes handicapées, formation et action culturelle sont les points forts de l'intervention, que justifie et dynamise le nouvel espace urbain.* »

Vaste programme d'environ 120 millions de francs sur quatre ans, que Nicolas Normier et l'adjointe chargée du dossier Lovely Chrétien ont expliqué à la population en une centaine de réunions de quartiers pour « *remonter le moral des gens* ».

« En finir avec les rustines »

« *Pour vaincre les réticences de ceux qui mijotent depuis des années dans la crise, il faut en finir avec la politique des rustines qui ne sert qu'à masquer les plaies et, au contraire, agir en même temps dans tous les domaines.* » C'est bien l'approche globale propre à la délégation interministérielle à la ville, dirigée par Yves Dauge, qui a séduit le très fabiusien député et maire de Saint-Dié. Mais Christian Pierret n'ignore pas que les 55 millions de francs apportés par l'Etat ne peuvent contribuer qu'au redémarrage de sa ville qui devra, rapidement, trouver ses propres voies de développement.

Pour ce faire, l'ancien rapporteur général du budget et actuel président du conseil de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations a innové en créant un fonds commun de placements à risque, destiné à fournir des fonds propres aux entreprises qui s'installent. Cette société anonyme de droit privé rassemble des établissements locaux (Banque Kolb, Banque populaire de Lorraine), mais aussi des grands groupes tels L'Oréal, Elf Aquitaine ou Peugeot. Le bas de laine s'élève déjà à 4 millions de francs et d'autres participations *devraient renforcer cet outil économique* d'un genre nouveau.

Signé en principe à Saint-Dié le 13 septembre, pour trois ans, le contrat de ville ébauche de nouveaux rapports entre l'Etat et les villes dans le traitement de l'urgence sociale.

Le pari n'est toutefois pas gagné. Des programmes d'espoir, la Lorraine en a connu d'autres. L'originalité de celui-ci est de reposer d'abord sur l'aménagement de l'espace et sur un parti pris de solidarité pour les handicapés. Avec l'idée que, si Saint-Dié retrouve une âme, l'intendance suivra.

RICHARD FERRAND

(1) Les douze autres collectivités concernées sont : Saint-Denis-de-la-Réunion, Saint-Nazaire, Marseille, Le Creusot-Monceau-les-Mines, Lyon, Creil, Toulouse, Reims, Dunkerque, Lille, Mantes-Val-de-Seine et le département de Seine-Saint-Denis (*le Monde* daté 22-23 juillet).

AQUITAINE

Nuit du patrimoine en Gironde

Dix cités de Gironde (1) organisent, le 15 septembre, la veille de la journée nationale portes ouvertes dans les monuments historiques, une « nuit du patrimoine ». L'objectif est d'inciter à « *regarder, redécouvrir et respecter pour le restaurer* » le patrimoine architectural et historique de ces villes. Des « *chemins de lumière* » baliseront un parcours de découverte des places, des monuments, des musées, mais aussi des immeubles privés en cours de restauration dans le cœur historique des dix communes. Des volées de cloches, des chorales, des concerts, des parades de cirque et des feux d'artifice ponctueront cette nuit de fête.

Les lieux culturels, les musées seront exceptionnellement ouverts en nocturne. Les restaurants sont invités à servir des plats régionaux typiques. Des bougies seront distribuées aux habitants pour éclairer leurs fenêtres.

L'idée de cette « nuit du patrimoine » revient à l'association Renaissance des cités de France, dont la présidente, Anne-Marie Civilise, est une Bordelaise très active dans la protection du secteur sauvegardé de la capitale d'Aquitaine. « *Nous voulons rassembler les habitants des cités pour qu'ils regardent leur patrimoine et comprennent qu'il mérite le respect et une restauration globale dans l'intérêt bien compris des pierres et des hommes* », explique-t-elle. Une première expérience avait été tentée en 1989 dans trois communes : Libourne, Saint-Emilion et Saint-Macaire.

Le succès de l'opération a débloqué des subventions publiques. La « nuit du patrimoine » 1990 bénéficie du soutien financier du conseil général de la Gironde, de la région Aquitaine, des dix villes concernées, de la direction régionale à l'architecture et à l'environnement et du ministère de la culture, auxquels se sont joints des sponsors privés. Le budget atteint 600 000 francs. « *L'an prochain*, promet Anne-Marie Civilise, *nous étendrons la manifestation à l'ensemble de l'Aquitaine et même à d'autres régions françaises.* »

(1) Il s'agit des villes de Blaye, Bourg-sur-Gironde, Cussac-Fort-Médoc, Libourne, Rauzan, La Réole, Saint-Emilion, Saint-Macaire, Sainte-Foy-la-Grande et La Sauve-Majeure.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Relance de l'asperge

Le gouvernement vient de conférer aux dommages résultant dans l'Hérault de la fusariose (une maladie qui affecte la croissance des asperges et rend pour une quinzaine d'années le terrain impropre à leur culture) le caractère de calamité agricole. Cette mesure va permettre d'indemniser les producteurs qui avaient subi une perte de récolte évaluée à trois cent vingt hectares au printemps dernier, ce qui représente dix mille quintaux, et l'arrachage de cent trente hectares de plantations.

Parce que cette maladie contraint l'agriculteur à se tourner vers des cultures de reconversion, l'Etat a aussi engagé un plan de relance de l'asperge. Ainsi, les producteurs pouvant récupérer de nouveaux terrains non contaminés bénéficieront d'aides financières. Le ministère de l'agriculture et de la forêt insiste sur le nécessaire nouveau souffle de la production d'asperges dans une région qui représente la moitié de la production nationale et les trois quarts de nos exportations. Pour André Pelissier, directeur du centre expérimental horticole de Marsillargues : « *Si nous ne reprenons pas rapidement notre place sur les marchés européens, ce sont les Grecs et les Espagnols qui nous remplaceront. Il sera alors presque impossible de remonter la pente.* » L'asperge est considérée comme une des voies privilégiées de la diversification des productions du Languedoc.

Cette page a été réalisée avec nos correspondants :
Ginette de Matha et Jacques Monin.
Coordination : Yves Agnès



ÉCONOMIE

Le rapport du sénateur Delfau

Cure de jouvence pour la Poste à la campagne

Faut-il fermer les petits bureaux de poste ruraux, qui coûtent cher aux PTT, quitte à aggraver la désertification des campagnes ? Non, répond le sénateur (PS) de l'Hérault, M. Gérard Delfau, qui propose au contraire de les redynamiser et de développer leur polyvalence. Une proposition retenue par le ministre des PTT, et mise à l'étude dans sept départements.

Avec 36 000 tournées de facteur et 12 366 points de contact (bureaux, recettes, agences), *« la Poste, c'est le territoire »*, constate M. Delfau chargé en décembre dernier par le ministre des PTT d'une mission pour *« renouveler la réflexion et l'action sur la présence postale en milieu rural »*. Après la publication, en avril dernier, d'un prérapport, M. Paul Quilès a chargé M. Delfau d'approfondir sa réflexion autour de deux thèmes : *« Le rôle de la Poste dans une politique de développement harmonieux du territoire »* et *« l'élargissement de ses services financiers aux prêts »*. En parallèle, il a pris une série de mesures pour conforter la Poste à la campagne.

Pour étayer son rapport final, M. Delfau puise de nouveaux arguments dans les premiers résultats du recensement 1990 qui, *« bien loin de consacrer la France des banlieues (...), pourrait confirmer le renouveau du rural »*. Mais un rural qui *« a cessé d'être une entité facile à cerner : il n'existe pas en France un monde rural, mais une infinité de mondes ruraux qui connaissent des situations très contrastées et dont les évolutions sont de plus en plus différenciées »*, écrit-il. Les problèmes ne sont donc pas les mêmes dans le monde rural en croissance démographique – qu'il soit dopé par le développement économique, par l'*« héliotropisme »* ou la proximité de la capitale – et dans les zones en décrochage accéléré.

Trois ans pour gagner la bataille

Face à ce constat, M. Delfau met en garde contre *« la tentation de redéployer les moyens, comme l'on dit pudiquement, c'est-à-dire de prélever du personnel dans le rural stable ou en crise pour l'affecter à des postes situés dans les zones urbaines ou rurales en forte croissance »*. Cette démarche ne ferait qu'accélérer le décrochage des régions les moins favorisées, déjà confrontées à une fuite des services publics et des autres réseaux financiers. A ce sujet, le sénateur donne des chiffres très frappants : le nombre d'établissements de la Caisse d'épargne Ecureuil est tombé en zone rurale de 467 en 1983 à 200 en 1990 : *« Ce sont le Crédit agricole et le Crédit mutuel qui ont fermé le plus grand nombre d'agences, 133 alors qu'en 1987 il n'y en a eu que 50. Les ouvertures ont concerné 41 guichets au lieu de 84, ce qui laisse un solde négatif de 92 guichets en 1988 contre un solde positif de 34 en 1987. »*

« La Poste devra tenir compte de cette nouvelle donne dans la conduite de sa politique d'adaptation du réseau et de redynamisation de sa présence en milieu rural, assure l'auteur du rapport. *Ne pas le faire serait laisser le champ libre à ses concurrents français, mais surtout étrangers, à partir de 1993. »* Constatant l'attrait qu'exerce la campagne française sur de nombreux touristes européens, M. Delfau se demande si *« on a mesuré l'appel de nouveaux services que représente l'installation d'une population européenne dans des zones de plus en plus larges du territoire national. Ne pas relever ce défi serait condamner à terme la pérennité du service public postal »*. Ailleurs, il estime que *« la bataille de la présence postale en milieu rural se gagnera ou se perdra dans les trois ans qui viennent »*.

Compromis

Comment la poste doit-elle remplir, comme *« acteur à part entière »*, la nouvelle mission en faveur de l'aménagement du territoire que lui a confiée la loi du printemps dernier sur le statut des PTT ? Cette mission aura un coût et devra s'effectuer selon un cadre bien défini : *« Chacun des protagonistes de la réforme des PTT – gouvernement, Parlement, cadres dirigeants de la Poste – doit mesurer l'impact à long terme des articles 6, 8 et 38 du texte de loi »*, prévient M. Delfau. Il en sera de même pour la reconnaissance de la polyvalence de la Poste, également reconnue dans la loi : *« Par cet élargissement des compétences de la Poste, le législateur encourage l'exploitant public à mettre son réseau au service des collectivités territoriales, des entreprises nationales et des administrations pour contractualiser de nouvelles formes de partenariat. »* Mais, prévient M. Delfau, *« l'objectif, c'est de se substituer à un opérateur défaillant dans l'intérêt des usagers et des clients, non de les concurrencer indûment »*, et *« la Poste ne doit pas se retrouver seule pour financer le coût de ces interventions »*. Reposant à ce propos la question de l'impossibilité faite à la Poste de distribuer tous les prêts aux particuliers, M. Delfau propose un compromis : expérimenter l'extension de la gamme de ses services financiers dans les zones où elle supporte *« une charge maximale de service public »*, à savoir la montagne, les départements à faible densité ou en recul démographique. Le tout pour le compte de tiers.

En ce qui concerne l'adaptation du service postal lui-même aux nouvelles caractéristiques du territoire, M. Delfau préconise que, dans les zones sous influence urbaine, la qualité de la distribution soit améliorée, les horaires d'ouverture des guichets adaptés et qu'un personnel itinérant effectue des opérations financières à domicile. Dans les zones équilibrées ou à fort potentiel touristique, la Poste doit jouer la carte de la mobilité des personnels de terrain : par exemple, permanences dans des locaux communaux durant la période touristique. Dans les communes isolées, loin d'abandonner le terrain, la Poste doit accroître sa présence en étendant par exemple le rôle du facteur à d'autres tâches.

A côté de son offre de base, la Poste pourrait aussi assurer des services administratifs (délivrance de vignettes auto, de timbres fiscaux, de certificats de non-gage...) en évitant deux écueils : la concurrence déloyale et un manque de professionnalisme ou de motivation, et tout *« marché de dupes ou prétexte à contentieux »*. Mais la Poste peut aussi étendre ses services dans la communication (fax, Minitel..) et ceux rendus à domicile (auprès des personnes âgées, rôle d'alerte...).

Privilégiant *« un service allant au-devant du public plutôt qu'une Poste statique »*, le sénateur de l'Hérault préconise la création d'un conseiller postal itinérant épaulant le receveur dans un domaine technique (assurance...) et une meilleure intégration de l'agence postale rurale dans le réseau de la Poste : *« Dès à présent, des mesures nationales devraient manifester la volonté de la Poste de se pencher sur ces sans-grade qui tiennent le terrain dans des conditions incommodes. »*

« Bassin postal »

Enfin, le sénateur Delfau propose un nouveau mode d'organisation territoriale, fondé sur la notion de *« bassin postal »* (inspiré du bassin d'emploi), tout en mettant en garde contre *« tout choix qui, sous prétexte de rationalisation, se traduirait par un éloignement accru des centres opérationnels et de décision par rapport au terrain »*. A côté de ces bassins, le sénateur propose la création d'un conseil postal local, espace de rencontre entre les usagers, les élus locaux et nationaux et les représentants de la Poste : tirant les enseignements du prérapport de M. Delfau, la Poste a déjà mis en place 80 conseils. Le rôle opérationnel des directions départementales serait confirmé, ce qui *« n'exclut pas une forte évolution de leur mode de fonctionnement, grâce à une très forte déconcentration des responsabilités et donc un allègement significatif des effectifs »*.

Avec des effectifs également allégés, les instances postales régionales seraient *« libérées des tâches d'exécution ou des contrôles tatillons »* et se consacreraient à *« un rôle d'animation »* : campagnes d'information, enquêtes sur l'évolution du réseau... Mais, prévient enfin l'auteur du rapport, toutes ces évolutions ne pourront se faire qu'en douceur et devront être appuyées par une bonne formation... La Poste saura-t-elle éviter le danger d'une évolution à deux vitesses et préserver son inestimable réseau, devenant ainsi l'anti-SNCF ?

FRANÇOISE VAYSSE

En laissant entrer Telefonica dans le capital d'une de ses filiales

ATT continue de pousser ses pions en Europe

L'exploitant espagnol de télécommunications Telefonica serait sur le point de prendre une participation d'environ 6 % dans la filiale qu'American Telephone and Telegraph (ATT) avait créée en 1984 avec le néerlandais Philips pour attaquer le marché européen des télécommunications.

Baptisée alors APT (ATT-Philips Telecommunications), la structure du capital de cette entité – qui n'a jamais rencontré le succès escompté à l'époque par l'américain – a beaucoup évolué depuis 1984. Au fur et à mesure du désintérêt croissant du néerlandais pour les télécommunications publiques, sa part (initialement 50 %) a baissé au profit de celle d'ATT. En 1988, le nom du géant d'Eindhoven disparaissait même de la filiale, rebaptisée ATT-Network Systems International BV (NSI). En avril 1989, elle ne se montait plus qu'à 15 %, contre 85 % pour l'américain.

Tirant les conclusions des difficultés qu'il rencontrait dans son attaque à la hussarde de l'Europe, ATT avait entre-temps changé de méthode et assuré qu'il voulait faire entrer d'autres partenaires européens dans NSI. Les deux noms les plus couramment cités étaient l'italien Italtel et l'espagnol Telefonica. Le dénouement du dossier italien prit du temps, mais en juin 1989 ATT offrait 20 % du capital de NSI aux Italiens en échange de son arrivée dans la péninsule (il prenait 20 % d'Italtel).

Aujourd'hui, ce serait le dossier espagnol qui serait sur le point d'aboutir : selon des informations données par le *Wall Street Journal* dans son édition datée 7-8 septembre, Telefonica et ATT pourraient conclure à la fin de la semaine prochaine un accord aux termes duquel l'exploitant espagnol prendrait 6 % de NSI. En échange, Telefonica abandonnerait les 20 % qu'il détenait dans la filiale commune (ATT Microelectronica) qu'il avait créée en 1985 avec ATT pour produire des puces électroniques destinées aux marchés ibérique et européen. Un porte-parole de Telefonica a ajouté que l'entreprise souhaitait également un siège au conseil d'ATT et au comité de direction. Déjà, il y a un an, Telefonica avait retenu l'américain comme fournisseur d'équipements, au côté de ses deux partenaires antérieurs : le français Alcatel NV et le suédois Ericsson.

De façon moins spectaculaire que le débarquement en force redouté en 1984, *« Ma Bell »* (surnom d'ATT) continue donc d'avancer ses pions dans les télécoms européennes. Car, outre le trépied que lui donne NSI, il faut également rappeler qu'il a racheté il y a un an le britannique Istel, spécialisé dans les services avancés en télécommunications. Trois ans après son échec pour entrer en France, ATT prenait pied ainsi dans le pays réputé être le plus imaginatif – et le plus libéral – en matière de télécommunications.

F. V.

Préavis de grève générale pour le 10 septembre

La République dominicaine s'enfonce dans la crise énergétique

La flambée des prix du brut consécutive à l'invasion du Koweït par l'Irak aggrave la crise énergétique dans laquelle est plongée la République dominicaine depuis plusieurs années. Face à la détérioration de la situation économique, et aux tentatives gouvernementales d'appliquer un programme d'austérité, les syndicats appellent à une grève générale de trois jours à partir de lundi 10 septembre.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Le programme d'ajustement mis en place par le gouvernement dominicain il y a un mois est menacé par l'envolée des prix du pétrole qui a suivi l'invasion du Koweït par l'Irak. Le gazole est introuvable depuis plusieurs jours et les quelques stations-service disposant encore d'un peu d'essence sont prises d'assaut par des milliers d'automobilistes. Le manque de combustible commence à affecter les hôtels et les zones franches industrielles, les deux secteurs les plus dynamiques de l'économie. Ils ne peuvent alimenter les générateurs qu'ils ont dû acquérir pour faire face à la déficience de la Compagnie dominicaine d'électricité (CDE).

Si les cours du brut se maintiennent autour de trente dollars le baril, la facture pétrolière dominicaine va bondir de 393 millions de dollars en 1989 (2 milliards de francs environ) à plus de 600 millions – soit les deux tiers de la valeur totale des exportations, – cette année. La situation sociale se dégrade à mesure que le pays plonge dans le chaos économique. Pour protester contre les mesures d'austérité dont le gouvernement espère qu'elles lui permettront de retrouver son crédit international, les syndicats et les organisations de quartier ont appelé à une nouvelle grève générale de trois jours, à partir de lundi prochain. Douze personnes au moins avaient été tuées par l'armée au cours d'un mouvement de protestation similaire qui avait paralysé le pays à la mi-août.

Jusqu'à présent, la population n'a ressenti que les effets négatifs du plan d'ajustement. La dévaluation de la monnaie locale, le peso, et le quasi-doublement des prix de l'essence et de plusieurs produits alimentaires de grande consommation ont entraîné une flambée de l'inflation qui, selon M. José Francisco Pena Gomez, l'un des dirigeants de l'opposition, va dépasser 100 % cette année. En échange, le gouvernement n'a accordé qu'une augmentation de 30 % aux bas salaires de la fonction publique. Les pénuries, de plus en plus fréquentes, exaspèrent la population. Depuis plusieurs semaines, le sucre a disparu des étalages. Un comble, alors que la République dominicaine figure parmi les plus gros exportateurs de ce produit vers le marché nord-américain.

Gestion déplorable et corruption

Mais c'est la crise énergétique, en aggravation constante depuis quatre ans, qui demeure le principal sujet de mécontentement. Il est rare de recevoir du courant plus de huit heures par jour, et les pannes générales sont de plus en plus longues. Réélu cette année dans des conditions contestées par l'opposition, le président Joaquin Balaguer, âgé de quatre-vingt-quatre ans, s'est montré incapable d'enrayer la dégradation du service électrique, alors qu'il a investi plus d'un milliard de dollars depuis 1986 dans un programme de constructions. Dans un récent rapport, la Banque mondiale a dénoncé la gestion déplorable et la corruption de certains proches collaborateurs du président parmi les causes de l'effondrement du système électrique.

M. Balaguer accuse de son côté le syndicat de « sabotage » et a récemment nommé à la tête de l'entreprise un homme à poigne, M. Ramon Perez Martinez, surnommé « Macoris », ancien responsable des *« escadrons de la mort »* dans les années 70. Sa première décision a été de licencier tous les responsables du syndicat. Curieuse manière d'inaugurer la concertation que le gouvernement juge pourtant indispensable au succès du programme d'ajustement. Selon un diplomate occidental, ce plan d'austérité devrait permettre au gouvernement de signer un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) ouvrant la voie à une renégociation de la dette extérieure, qui dépasse 4,5 milliards de dollars.

Les retards de paiement sur les intérêts atteignaient 717 millions de dollars à la fin de l'année dernière. La République dominicaine ne paie plus ses créanciers du Club de Paris depuis plusieurs années et a suspendu le règlement des intérêts aux banques commerciales depuis mai 1989. Mais le nouveau choc pétrolier rend de plus incertaine la conclusion d'un accord avec le FMI, que le président Balaguer se dit déjà prêt à signer *« dans des conditions honorables »*.

JEAN-MICHEL CAROIT

LOGEMENT

Pour améliorer l'offre

Les administrateurs de biens demandent une exonération des droits de succession en cas de location

M. Patrice Bazin, président de la Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB), souhaite, afin de relancer l'offre de logements locatifs, l'exonération partielle des droits de succession pour les personnes héritant d'un logement si elles s'engagent à le louer pendant six ans.

C'est une des mesures suggérées dans une lettre adressée à M. Michel Rocard, où M. Bazin propose une *« pause active »* dans le secteur de l'immobilier à partir du 1er janvier 1991. Pour les administrateurs de biens, il faut en effet *« mobiliser davantage l'épargne privée pour prendre le relais de l'épargne publique qui va s'essouffler »* et donner un *« signal politique »* à destination des épargnants au moment où 100 000 logements locatifs privés disparaissent du marché chaque année, créant ainsi une *« tension »* sur les loyers.

Extension des aides personnelles

A partir du 1er janvier 1991, l'allocation logement à caractère social (ALS) sera attribuée sous seule condition de ressources à l'ensemble des ménages modestes de la région parisienne, qu'ils soient logés dans le parc public ou dans le parc privé. Cette mesure, qui touchera environ 60 000 personnes (personnes seules ou ménages sans enfants de vingt-cinq ans à soixante-cinq ans, qui n'avaient jusqu'ici droit à aucune aide), sera étendue à l'ensemble du territoire d'ici à 1993. Ce programme de l'extension des aides personnelles au logement a été présenté au Conseil national de l'habitat, jeudi 6 septembre, par MM. Delebarre, ministre de l'équipement, et Besson, ministre délégué chargé du logement. L'actualisation des barèmes de l'ensemble des aides au logement *« permettra un maintien global du pouvoir d'achat des prestations »* et améliorera les barèmes les plus faibles.

REPÈRES

ÉNERGIE

Pas de changement du statut d'EDF selon le ministère de l'industrie

Le ministère de l'industrie a formellement exclu vendredi 7 septembre de modifier le statut d'Electricité de France en réponse à ceux, notamment la CGT, qui accusent le gouvernement de vouloir *« remettre en cause la nationalisation »* de l'entreprise. *« Cela n'est aucunement à l'ordre du jour »*, assurait-on au cabinet du ministre, où l'on oppose aussi une fin de non-recevoir aux électriciens allemands qui avaient montré leur intérêt pour une participation dans EDF en échange de l'arrivée de l'entreprise française en RDA. *« Le développement international d'EDF résulte de sa maîtrise technologique et non d'une évolution du capital »*, précisait-on. En revanche, on y assurait que l'on veillerait à *« une certaine souplesse tarifaire »*.

EMPLOI

Nouvelle progression du chômage aux Etats-Unis

Le taux de chômage des Etats-Unis a atteint 5,6 % de la population active au mois d'août, contre 5,5 % en juillet et 5,2 % en juin, selon les statistiques diffusées, vendredi 7 septembre, par le département américain du travail. Alors que le taux de chômage était resté stable, aux alentours de 5,3 %, durant près de deux ans, l'économie américaine a perdu, en août, quelque 295 000 emplois sur 117,658 millions de postes. Si les secteurs de la santé et des services publics ont continué d'embaucher, près de 40 000 emplois ont disparu dans la construction, 45 000, dans l'industrie manufacturière et 30 000 dans l'électronique. Contrairement à la tendance affichée ces dernières années, le secteur des services n'a créé, pour sa part, qu'un faible nombre d'emplois nouveaux.

EN BREF

□ **Suez reçoit le feu vert pour l'achat du fonds commun de placement Gartmore Investment.** – Le gouvernement britannique a donné vendredi 7 septembre son feu vert à l'acquisition du fonds commun de placement britannique Gartmore Investment par Suez. Le ministre du commerce et de l'industrie, M. Peter Lilley, a décidé, avec l'accord du bureau de la concurrence, de ne pas demander d'enquête à la commission des monopoles et fusions (MMC). La transaction s'élève à 140 millions de livres (environ 1,4 milliard de francs). La semaine dernière, la prise de participation de 45 % du groupe de location-bail irlandais Woodchester Investments par le Crédit lyonnais avait été bloquée par le gouvernement britannique parce que la banque française est *« contrôlée par l'Etat »* (*le Monde* daté 2-3 septembre).

□ **Argentine : l'armée fait fonctionner les centraux téléphoniques en grève.** – Pour la première fois depuis trente ans, le président argentin, M. Carlos Menem, a fait intervenir l'armée, jeudi 6 septembre, pour faire fonctionner les centraux téléphoniques de la compagnie nationale ENTEL, bloqués par une grève à la suite de mesures de licenciements. Alors que le gouvernement argentin avait déjà annoncé, le vendredi précédent, une nouvelle série de mesures d'austérité, M. Menem a indiqué, jeudi, qu'il faisait du plan de privatisation (ENTEL serait vendu à Telefonica ou Bell Atlantic), *« une affaire personnelle »*, et il s'attend dès lors à une vague de conflits sociaux dans le secteur public, notamment dans les transports

□ **RDA : fin de l'occupation des mines d'uranium germano-soviétiques.** – Quelque 5 000 mineurs est-allemands qui avaient occupé, vendredi 7 septembre, des mines d'uranium germano-soviétiques, situées au sud de la RDA et servant à la fabrication des bombes nucléaires soviétiques, ont finalement cessé leur mouvement dans la soirée. Les grévistes, qui réclamaient un plan social pour accompagner la fermeture des puits, ont notamment obtenu l'assurance d'une indemnisation moyenne de 20 à 30 000 deutschemark (65 à 100 000 F) par mineur licencié. Les Soviétiques, qui souhaitent se retirer de la société minière germano-soviétique SDAG-Wismut qui emploie 34 000 personnes, ont, en effet, décidé de cesser l'exploitation, non compétitive, de l'uranium est-allemand à la fin de cette année. – *(AFP.)*

□ **Daihatsu va fabriquer des véhicules en Italie avec Piaggio.** – Le constructeur japonais Daihatsu Motor Co. a annoncé vendredi 7 septembre qu'il allait produire des camions et des camionnettes en Italie, au début 1992, en coopération avec le constructeur italien Piaggio Co. Les deux sociétés prévoient d'assembler 20 000 à 25 000 camions et camionnettes Daihatsu par an à l'usine Piaggio de Pise, ont précisé des dirigeants de la firme japonaise.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 3 AU 7 SEPTEMBRE

PARIS

De guerre lasse

INDICE CAC 40

-4,2 %

La tentative de reprise esquissée durant la dernière semaine d'août (+4,5 %) aura vite tourné court. Le marché a de nouveau sombré dans le pessimisme *sans que rien ne puisse vraiment* le rasséréner . Avec une nouvelle chute de 4.2 % au terme de ces cinq séances, la place parisienne a perdu 17,4 % depuis le *premier* août, veille de l'invasion du Koweït. En terminant vendredi à 1 619,16 points, l'indice CAC 40 se retrouve à 19 % au-dessous de son niveau enregistré au début de l'année. Il revient près de celui du 21 mars 1989.... Plus d'un an et demi de hausse est ainsi parti en fumée depuis le début de la crise du Golfe.

L'*enlisement au Moyen-Orient*, la flambée des cours du pétrole qui en résulte – le baril revenant vers les 30 dollars – et surtout l'incertitude quant à l'évolution générale ont incité à nouveau les intervenants à l'inaction. Le volume des transactions est tombé dès mardi à un niveau très faible, si on le compare à l'activité habituelle d'une séance normale qui tourne autour de 3 milliards de francs. Mais ce niveau idéal pour permettre à tous les intermédiaires boursiers de pouvoir vivre est rarement atteint de manière prolongée depuis la reprise fulgurante d'avril. De là à tomber de moitié ce n'est pas sans inconvénient.

La semaine n'aura finalement été qu'une succession de séances déprimantes en majorité négatives (-2,73 % lundi, -1,40 % mardi et-1,76 % jeudi) à l'exception de mercredi, journée *marquée par une petite reprise* technique (+1,07 %), et de vendredi (+0,60 %). Faute d'imagination, et surtout d'audace, les intervenants ont peu investi trouvant à *chaque fois de bonnes* explications. Pour les uns, il fallait absolument attendre de connaitre vendredi les statistiques du chômage aux Etats-Unis en août pour se faire une idée de l'état de l'économie outre-Atlantique et donc de l'évolution des taux *d'intérêt. Pour les autres*, rien ne pouvait être entrepris avant de connaitre l'issue de la rencontre Bush-Gorbatchev prévue dimanche à Helsinki, les deux *chefs d'Etat devant évoquer* la conduite à tenir face au président Saddam Hussein.

Cette prudence a conduit à une attitude moutonnière amplifiant *les mouvements lorsqu'une nouvelle* paraissait. La publication des comptes semestriels des firmes cotées en a été une parfaite illustration.

Cette semaine, les cours de toutes les entreprises annonçant des résultats en baisse quelles que soit les raison invoquées, ont été durement frappés. L'annonce par Rhône-Poulenc d'un recul de 12,9 % de son bénéfice au premier semestre a provoqué *une véritable dégringolade du* certificat d'investissement aussi bien jeudi jour de la parution du communiqué (-10,78 %) que le lendemain (-3,5 %). Hors, ce tas*sement des résultats n'est pas* exceptionnel dans l'industrie chimique et il affecte également les grands géants allemand. De plus, il n'a rien de surprenant car dès le *mois de mai*, lors de la présentation des comptes du deuxième trimestre, le groupe nationalisé avait déjà enregistré une chute de ses profits. Il avait d'ailleurs averti que 1990 serait une année de transition. Est-ce alors leur absence de mémoire, ou la fin du texte qui a *alarmé les boursiers?* *« Toutefois*, note en effet Rhône-Poulenc en conclusion, *pour le deuxième semestre, la dégradation des conditions économiques par rapport au début de l'année – baisse du dollar, hausse du baril, moindre croissance – pourrait peser plus fortement sur l'exploitation »* .

Autre cible des investisseurs, ces derniers jours, Sanofi . La filiale d'Elf Aquitaine, révélait une chute de 15,4 % de son bénéfice dans un communiqué financier au titre sans ambiguité : *«Des résultats affectés par l'effet devises »*. La réaction était vive et l'action chutait de 10 % en deux séances. Les transactions étaient considérables atteigant un moment 161 000 titres contre un volume de 30 000 pièces *habituellement*. *« La stratégie de la maison n'est pas en jeu »*, affirmait-on à la direction finanière du groupe pour tenter de calmer les esprits *« Nos activités ne sont pas en péril et ces résultats ne méritent pas une dramatisation si grande »*. L'objectif pour la fin de l'année serait d'atteindre les 900 millions de francs de bénéfice consolidé contre 936 millions l'an dernier . Un niveau inférieur certes au milliard de francs *espéré aux premiers jours de janvier* mais nettement supérieur aux 750 à 800 millions de francs avancés par les analystes.

En revanche, la hausse de 10 % des résultats du groupe textile DMC n'a entrainé aucun mouvement particulier sur ce titre pas plus que la stabilisation de ceux d'Elf Aquitaine . Mais *faut-il vraiment réagir si* ponctuellement et fortement à des publications semestrielles et tomber dans les travers anglo saxons? Soucieux de réaliser des *performances honorables pour* ne pas être sanctionnés par le marché boursier, les groupes s'attachent à présenter des données chiffrées encourageantes *sacrifiant ainsi la hardiesse de* l'investissement (et l'avenir) au profit à court terme.

DOMINIQUE GALLOIS

Banques, assurances sociétés d'investissement

	7-9-90	Diff.
AGF	939	– 31
Bail Equipement	200	– 10,50
Bancaire (Cie)	404	– 35
Cetelem	390	– 37
CCF	168	– 9,50
CFF	975	– 51
CFI	360	– 28
Chargeurs	793	– 37
CPR	352	– 367
Eurafrance	1 392	– 78
GAN	1 870	+ 26
Hénin (La)	491,20	– 33,80
Locafrance	425	inch.
Locindus	755	– 6
Midi	895	– 55
Midland Bank	109	– 5,90
OFP	1 318	– 132
Paribas	474	– 29
Prétabail	1 015	– 40
Schneider	770	– 41
Société générale	446,10	– 23,90
Suez (Cie fin.)	316	– 28,20
UAP	484	– 20
UCB	185	– 24,50

Alimentation

	7-9-90	Diff.
Béghin-Say	790	+ 16
Bongrain	2 830	– 69
BSN	781	– 27
Carrefour	3 248	– 153
Casino	121,90	– 6,10
Euromarché	3 070	+ 5
Guyenne-Gasc.	929	– 13
LVMH	3 400	– 175
Occid. (Gle)	555	– 45
Olipar	310	– 9
Pern.-Ricard	1 036	– 48
Promodès	1 867	– 79
St-Ls-Bouchon	1 135	– 64
Source Perrier	1 308	– 36
Nestlé	29 500	–1110

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	7-9-90	Diff.
PME 10.6 % 1976	99,90	– 0,41
8,80 % 1977	117,60	+ 0,10
10 % 1978	99,30	– 0,50
9,80 % 1978	98,90	– 0,70
9 % 1979	97,90	– 0,90
10,80 % 1979	101,50	+ 0,90
CNE 3 %	3760	+20
CNB bq. 5 000 F	99,80	+ 0,05
CNB Paribas 5 000 F	100,15	+ 0,02
CNB Suez 5 000 F	100,15	Inch.
CNI 5 000 F	99,80	+ 0,65

Métallurgie construction mécanique

	7-9-90	Diff.
Alspi	391	– 20
Avions Dassault	515	– 4
De Dietrich	1 441	– 94
Facom	1 365	+ 22
Fives-Lille	246	– 32
Penhoët	495	– 11
Peugeot SA	530	– 50
Sagem	–	–
Strafor	1 100	+ 30
Valeo	366	– 19
Vallourec	281,30	+ 41,30

Matériel électrique

	07-9–90	Diff.
CGE	518	– 39
CSEE (ex-Signaux)	264	– 29,90
Générale des eaux	2 179	– 101
Intertechnique	1 086	– 119
Legrand	3 385	– 424
Lyon. des eaux	467 50	– 44,50
Matra	251	– 48
Merlin-Gerin	500	– 43
Moulinex	81	– 2,50
Labinal	870	– 31
Radiotechnique	475	– 25
SEB	1 061	– 99
Sextant-Avionique	537	– 43
Thomson-CSF	92,85	– 4,75
IBM	540	+ 3
ITT	271	– 1
Schlumberger	341	+ 6
Siemens	1 994	– 96

Produits chimiques

	7-9-90	Diff.
Inst. Mérieux	3 529	– 271
Labo. Bell	2 310	– 137
Roussel-Uclaf	1 990	– 50
BASF	748	– 31
Bayer	770	– 36
Hoechst	765	– 20
Imp. Chemic.	88	– 3,80
Norsk Hydro	208	+ 12,50
Synthélabo	538	– 8

Mines, caoutchouc

	7-9-90	Diff.
Géophysique	1 300	+ 60
Imétal	258,90	– 16,20
Michelin	71	– 9,30
Métaleurop	97,50	– 8,50
RTZ	45,20	– 2,80
ZCI	1,95	– 0.08

Bâtiment, travaux publics

	7-9-90	Diff.
Auxil. d'entr.	929	– 27
Bouygues	485	– 38
Ciments franç.	1 241	– 138
Dumez	613	– 47
GTM	1 410	– 170
Immob. Phénix	95	– 2,50
J. Lefebvre	740	– 125
Lafarge C.	331	– 48,10
Poliet et Chaus. (1)	467	– 28,70
SGE-SB	190	– 6

Pétroles

	7-9-90	Diff.
BP-France	117,40	– 6
ELF-Aquitaine	658	– 9
Esso	706	+ 81
Primagaz	636	– 24
Raffinage (Fr.de)	263	+ 29
Sogerap	420	– 44
Total	650	+ 23
Exxon	267	+ 8
Petrofina	1 721	– 25
Royal Dutch	435,40	+ 17,90

Mines d'or, diamants

	7-9-90	Diff.
Anglo-American	139	– 6
Amgold	436	– 14
Buf. Gold M.	91,80	+ 0,80
De Beers	103	– 4,20
Drief. Cons.	66,50	– 0,90
Gencor	13,40	– 0,15
Harmony	49,30	+ 0,55
Randfontein	29,10	– 0,60
Saint-Helena	54,50	– 0,35
Western Deep	198,50	– 5,50

Valeurs diverses

	7-9-90	Diff.
Accor	766	– 78
Air liquide	665	– 11
Arjomari	1 619	– 80
Bic	566	– 13
Bis	410,10	– 10,90
CGIP	981	– 97
Club Méditer.	421,10	– 50,90
Essilor	380,50	+ 2,50
Euro-Disney	88,60	+ 0,40
Europe 1	1 965	– 82
Eurotünnel	43,50	– 2,90
Groupe Cité	700	– 29
Hachette (1)	209,90	– 19,10
Havas	493	– 42
Marine Wendel	335	– 21,10
Navigation mixte	1 385	– 25
Nord-Est (2)	135,60	– 11
L'Oréal	480,60	– 22,40
Saint-Gobain	385	– 31,20
Sanofi	728	– 104
Saulnes Châtillon	235	– 18
Skis Rossignol	977	– 12

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Vallourec	+ 17,2	Rh.-Poul. CIP	– 20,3
Esso	+ 12,0	Colas	– 19,8
Raffinage distr.	+ 11,3	UFB Locabail	– 18,7
Fromageries Bel	+ 6,5	Majorette	– 15,0
Géophysique	+ 5,3	Spie Batignolles	– 14,5
Salomon SA	+ 5,3	Luchaire SA	– 14,4
BNP CI	+ 5,1	Métrologie inter.	– 14,1
Simco	+ 3,5	C.S.E.E	– 13,0
Dassault Electro	+ 3,0	Pechiney CIP	– 13,0
Total (FSE pél.)	+ 3,0	J. Lefebvre Entr.	– 12,5
S.A.D.E	+ 2,2	Lafarge Coppée	– 12,3
Sogenal	+ 2,2	Sanofi	– 12,3
Canal +	+ 2,0	Ceros	– 11,6
S.A.T.	+ 1,7	Legrand	– 11,4

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 31-8-90	Cours 7-9-90
Or fin (kilo en barre)	65 800	65 600
– (kilo en lingot)	65 900	65 700
Pièce française (20 fr.)	407	412
• Pièce française (10 fr.)	390	412
Pièce suisse (20 fr.)	466	481
Pièce latine (20 fr.)	383	382
• Pièce tunisienne (20 fr.)	382	380
Souverain	490	486
• Souverain Elizabeth II	486	491
• Demi-souverain	380	395
Pièce de 20 dollars	2 305	2 300
– 10 dollars	1 350	1 320
• – 5 dollars	825	835
– 50 pesos	2 470	2 480
• – 20 marks	535	388
– 10 florins	400	385
• – 5 roubles	291	295

• Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Pechelbronn	909 548	1 613 586 918
Navig. Mixte	360 852	678 633 534
CGE	851 753	461 349 498
Elf-Aquitaine	566 981	373 370 577
Sanofi	482 063	362 811 823
Peugeot S.A.	647 039	360 057 431
Eaux (G. des)	155 012	337 540 379
BSN	399 738	314 265 216
Suez (Co. de)	933 890	311 673 749
Laf. Coppée	834 329	299 244 868
Total (Fr. Pél.)	394 289	251 042 179
Air Liquide	312 212	234 173 318
Accor	272 571	217 028 192
Saint-Gobain	527 898	214 023 100

(*) Du vendredi 31 août au jeudi 6 septembre 1990 inclus.

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 7 septembre 1990
Nombre de contrats : 64 690.

COURS	ÉCHÉANCES Sept. 90	Déc. 90	Mars 91	Juin 91
Premier	–	–	–	–
+ haut	97,72	97,72	97,70	97,44
+ bas	97,34	97,38	97,34	97,44
Dernier	97,50	97,50	97,46	97,44
Compensation	97,48	97,50	97,44	97,44

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	3 sept.	4 sept.	5 sept.	6 sept.	7 sept.
RM	3 043 401	2 375 746	1 802 715	1 569 851	–
Comptant R. et obl.	6 012 762	5 647 945	4 522 323	6 324 735	–
Actions	110 963	84 434	96 720	172 826	–
Total	9 167 126	8 108 125	6 421 758	8 067 412	
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)					
Françaises	78,8	77,5	79	77,4	–
Étrangères	86,2	85,0	84,6	84,3	–
SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	455,8	444,7	446,4	446,9	–
(base 1000, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40	1 644,01	1 620,93	1 638,32	1 609,51	–

NEW-YORK

Juste hors de l'eau

INDICE DOW JONES

+0,2 %

A la différence de *toutes les autres* grandes places internationales, Wall Street est parvenue à maintenir la tête hors de l'eau cette semaine. L'indice Dow-Jones termine ces cinq séances en hausse de 5,19 points (+0,2 %) par rapport à la cloture du vendredi précédent et ce *malgré la stagnation* de la croissance, l'enlisement de la crise du Golfe, une nouvelle flambée des cours du pétrole *durant* une grande partie des séances et le plafonnement des taux d'intérêt. Après l'échec de la tentative de médiation du secrétaire général des Nations Unies pour tenter de dénouer diplomatiquement la crise du Moyen Orient, les milieux financiers n'osent espérer grand chose de la rencontre Bush-Gorbachev au cours du week-end et redoutent, sinon une escalade des tensions, une présence prolongée des forces armées américaines en Arabie Saoudite . Les statistiques publiées cette semaine ont par ailleurs confirmé le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis . Entre autres, la chute de 21 % des ventes de voitures à la fin août par rapport à la même période de l'an dernier et la baisse à 47 % en août de l'*indice de l'Association nationale* des directeurs d'entreprises contre 47,4 % en juillet et 51,5 % en juin, traduisant une décélération du secteur manufacturier.

Cette situation a permis d'espérer que la Réserve fédérale américaine (FED) soit amenée à assouplir sa politique restrictive du crédit afin de redonner de la vigueur à l'économie chancelante, et ce bien que la forte hausse des *prix du pétrole* soit susceptible de relancer l'inflation. Cet espoir s'est envolé vendredi après la publication du taux du chômage *monté à 5,6 %* en août contre 5,5 % en juillet. La progression a en effet été considérée trop modeste par les experts pour inciter la FED à stimuler une baisse des taux *d'intérêt*.

Pourtant, Wall Street a résisté à cette série de mauvaises nouvelles. Vendredi le Dow-Jones, a même progressé de 23,26 points (0,90 %) encouragé par une nette baisse du prix du pétrole et en conséquence une détente des taux d'intérêt . Toutefois le marché demeurait nerveux.

Indice Dow Jones du 7 septembre : 2 619,55 (contre 2 614,36).

	Cours 31 août	Cours 7 sept.
Alcoa	64 3/8	66 3/4
ATT	32 3/8	31 1/8
Boeing	48 3/8	46 7/8
Chase Man. Bank	17 3/4	17 5/8
Du Pont de Nemours	36	35 5/8
Eastman Kodak	40 1/2	40 1/2
Exxon	50	50 7/8
Ford	34 3/4	34 7/8
General Electric	62	60 5/8
General Motors	39 5/8	37 1/2
Goodyear	23 5/8	21
IBM	101 7/8	105 1/2
ITT	51 7/8	52
Mobil Oil	63 7/8	66 1/2
Pfizer	71	71 1/8
Schlumberger	64	65 3/8
Texaco	61 3/4	64 5/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	92 1/4	100 1/4
Union Carbide	16 3/4	16
USX	32 1/8	33 7/8
Westinghouse	32 3/4	32 1/4
Xerox Corp.	41 1/8	40 1/4

* Ex coupon.

TOKYO

Rumeurs et affolements

INDICE NIKKEI

-7,7 %

Cette semaine, la Bourse de Tokyo s'est offert une descente aux enfers. *Ouvrant lundi à* 29 978 yens, l'indice Nikkei s'est retrouvé à 23 962 yens à la *clôture de vendredi.* Un recul de près de 2 000 yens ! Et sans la très timide reprise de vendredi où la cote a regagné 150 yens, le bilan aurait pu être *encore plus sombre. Les promesses* de reprise entrevues dans les derniers jours d'août n'ont donc pas été tenues. Ces cinq premières séances de septembre ont mérité d'*entrer dans les annales* noires de la place japonaise.

« Il n'y a rien pour soutenir le marché », commente, désabusé, un *professionnel. Circonspects*, les gros investissements sont restés sur la touche, laissant le marché – déboussolé par les rumeurs les plus folles – se débattre seul. A l'affût *de nouvelles* en provenance du Moyen-Orient, les opérateurs n'ont cessé de se faire peur en inventant les bruits les plus catastrophiques. Mercredi, ils ont cru sans la moin*dre preuve que le krack* rampant de cet été avait mis en perdition l'une des grandes maisons de titres de Tokyo. Jeudi, c'était la mort, démentie un peu plus tard, d'un *soldat américain tué* par l'armée irakienne qui leur a fait perdre leur sang froid. Et vendredi, ils ont cru que Saddam Hussein s'enfuyait de Bagdad.

Les « grosses capitalisations » (*sidérurgie, chantiers navals*) ont *particulièrement souffert de cet* effondrement. Nippon Steel a par exemple touché ses niveaux les plus bas. Conséquence de ce krack rampant provoqué par l'invasion du Koweït, le PER (ratio bénéfices-cours) moyen de Tokyo est désormais à son plancher de 1985, calcule la maison de titres Nomura. Ce qui devrait mettre normalement les investisseurs en position « achat », estiment certains professionnels. Encore faudrait-il que les risques de guerre au Moyen-Orient soient levés. Tout l'avenir des prochaines semaines se joue autour de cette question.

Indices du 7 septembre : Nikkei 23 962,07 (c.25 978,37) ; Topix 1 845,93 (c.1 973,97).

BRUNO BIROLLI
(correspondance)

	Cours 31 août	Cours 7 sept.
Akai	730	630
Bridgestone	1 240	1 180
Canon	1 700	1 640
Fuji Bank	2 300	2 210
Honda Motors	1 600	1 490
Matsushita Electric	1 860	1 770
Mitsubishi Heavy	816	760
Sony Corp.	7 530	7 050
Toyota Motors	2 030	1 950

LONDRES

Retour de la baisse – 1,8 %

La reprise amorcée la semaine précédente (+3,7 %) a avorté au *cours de ces cinq séances à la* Bourse de Londres en raison d'une série de mauvais résultats de socié*tés et d'une nouvelle* hausse des cours du pétrole.

Indices FT du 7 septembre : 100 valeurs : 2122,9 (contre 2162,8) ; 30 valeurs 1638,5 (contre 1693,6), fonds d'Etat 78,07 (contre 78,33) ; mines d'or 194,6 (contre 197,3) .

	Cours 31 août	Cours 7 sept.
Bowater	501	487
BP	365	370
Charter	400	398
Courtaulds	315	310
De Beers (*)	–	–
Glaxo	737	744
GUS	13,50	13,50
ICI	912	873
Reuters	840	865
Shell	473	495
Unilever	625	630
Vickers	225	216

* En dollars.

FRANCFORT

Assombrissement –3,7 %

Le tableau a continué de s'assombrir cette semaine sur le marché francfortois toujours dominé par les nouvelles du Golfe. L'attentisme des investisseurs s'est de nouveau renforcé devant la peur d'un enlisement de la crise au Moyen-Orient, la hausse des prix du pétrole et la faiblesse du mar*ché obligataire ouest-allemand.*

Indices du 7 septembre : DAX 1 562,92 (contre 1629,51) ; Commerzbank 1 913,1 (contre 1987,7).

	Cours 31 août	Cours 7 sept.
AEG	255	250,70
BASF	236	224,50
Bayer	242	231
Commerzbank	263,50	262
Deutschebank	693	62
Hoechst	237,90	229,30
Karstadt	689,50	662
Mannesman	279,80	251,50
Siemens	623,50	599,80
Volkswagen	475	455,80

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Vingt-deux émissions simultanées pour un groupe multinational

Le groupe multinational ABB (Asea Brown Boveri) est sur le point de procéder à une importante transaction qui, quand les modalités en seront connues, retiendra certainement l'attention de tous les spécialistes du marché *des capitaux. Sous réserve de l'approbation de ses actionnaires qui en décideront le 19 septembre à* Stockholm, il entend s'adresser à près de 160 000 de ses employés, leur proposant de les intéresser aux bénéfices des deux sociétés dont la fusion en 1988 a fait de lui un des premiers noms de l'industrie électro-mécanique. *La formule,* telle qu'elle est actuellement mise au *point, est tout à fait originale. Elle* implique le lancement simultané, par un même émetteur, de warrants et d'obligations dans 22 pays différents et dans presque autant de devises.

Un véhicule financier nouveau sera constitué aux Pays-Bas et, dans chaque pays, il émettra une double série de warrants, les uns permettant à leurs détenteurs d'acquérir des actions de l'entreprise suédoise Asea, les autres débou*chant sur des titres de BBC Brown* Boveri, dont le siège est en Suisse. Dans une douzaine de pays, y compris probablement la France, des emprunts obligataires pourraient s'ajouter à ces warrants dont, globalement, les caractéristiques seront les mêmes, indépendamment de la devise dans laquelle ils seront *libellés.* La période d'exercice s'étendra sur une durée de *trois à cinq ans et la prime dont il* faudra s'acquitter atteindra au départ environ 15 %. A *supposer* que tous les warrants soient exercés, près de 4 % à 5 % du capital de chacune des deux sociétés concernées seront repartis entre les employés du groupe, et le montant impliqué devrait être de l'ordre de 800 millions de francs suisses.

Sur le plan technique, le montage d'une telle affaire est une véritable performance que peu d'éta*blissements financiers au monde* seraient capables d'accomplir. Lorsqu'on lance des titres dans tant de pays, il faut maîtriser un nombre incroyable d'éléments, touchant aussi bien le comportement des investisseurs locaux que la pratique fiscale ; coordonner le tout tient de l'exploit. Et c'est bien un des aspects *les* plus intéressants de cette émission que d'être organisée *par le groupe* ABB lui-même. La compétence des services financiers des grandes entreprises *industrielles* multinationales est impressionnante. Elle a *rarement* l'occasion de se manifester sur le marché de façon aussi concrète. *Les banques joueront* un rôle non négligeable dans l'opération d'ABB, mais *il* ne sera, de loin, pas aussi important que celui qui leur revient *d'habitude sur l'euromarché* dans des transactions internationales libellées en une seule monnaie.

Une autre opération est attendue avec impatience, celle que devrait émettre ces prochains jours la Banque mondiale. Il s'agira de sa troisième émission en dollars dont les *obligations* devraient être distribuées à l'échelle de la planète, *dépassant de loin les frontières des* marchés américain, européen et asiatique. La précédente transaction de ce genre n'a pas été au goût de tous les investisseurs européens qui s'attendaient à de bien meilleures conditions que celles qui leur étaient proposées. Les avis à ce différent de beaucoup de part et d'autre de l'Atlantique. *La* nouvelle émission devrait être énorme, elle pourrait aller jusqu'à 2 milliards de dollars. Sa durée sera probablement de cinq ans et, vendredi, on prévoyait généralement que, lorsqu'elle verra le jour, son rendement ne dépassera celui des bons du Trésor américain de même durée que d'un peu moins de trente points de base (0,30 %).

Le meilleur débiteur du marché suisse

Pour un emprunteur de qualité qui recherche des fonds à long terme pour des montants moyens, le marché actuellement le plus avantageux est celui du franc suisse. La monnaie vient de se raffermir de façon prononcée par rapport à l'ensemble des autres grandes devises du monde, ayant *été le principal bénéficiaire de la* crise du Moyen-Orient. Les taux d'intérêt servis sur des titres de longue durée y sont toujours beaucoup plus bas que dans les autres pays d'Europe en dépit d'un taux d'inflation élevé, si bien que le rendement réel est faible. Le problème majeur est celui de convaincre les *investisseurs qui, bien au fait de la* situation, se cantonnent dans des dépôts à brève échéance qui leur rapportent gros en attendant que *se dissipent les incertitudes* internationales. Comme leur position est des plus *confortables,* il se montrent extrêmement exigeants.

Ils ont toutefois accueilli favorablement la proposition que leur a faite mercredi dernier Electricité de France, dont le dernier emprunt est d'une construction très simple. *Il* porte sur 150 millions de francs suisses pour une durée de huit ans *au minimum mais,* au gré de l'emprunteur, pourra aller jusqu'à dix ans. Le taux de l'intérêt est de 7,25 %, les obligations, garanties par la République française, étant émises à 102 % de leur valeur nominale. Ces conditions correspondent à un taux de rendement plutôt maigre, mais elles ont suffi à *assurer la réussite de l'émission qui* témoigne bien du prestige de l'emprunteur. EDF est en Suisse tout simplement considéré comme le meilleur débiteur étranger. L'opération est placée sous la direction de la Société de banque suisse.

S'endetter en francs suisses, surtout au moment où cette devise a épuisé une bonne partie de son potentiel de hausse, est également l'ambition des grands établissements publics autrichiens. Aucun emprunteur de cette *origine* ne s'est pourtant récemment présenté directement sur le marché helvétique. Pour parvenir au but qu'elle s'était proposée, la Société viennoise de financement des autoroutes, Asfinag, a procédé de façon détournée, *sollicitant* un autre marché et concluant des contrats *d'échange. Sous le couvert* de la République autrichienne, elle a, vendredi 7 septembre, émis un euro-emprunt de 150 millions d'écus, les obligations de cinq ans de durée étant émises à 10,50 %. Au terme d'une opération de swap dont s'est chargé Paribas, qui dirige l'emprunt, la société rému*nère sa dette comme s'il s'agissait* d'un emprunt à taux variable libellé en deutschemarks, tout en considérant le principal comme s'il était libellé en francs suisses. Les investisseurs, que ne concernent pas ces opérations d'échange, ont réservé un bon accueil à cet emprunt, qui marque la réouver*ture du compartiment de l'écu où* aucune émission nouvelle n'avait été lancée depuis plus d'un mois.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Rechute du dollar et remontée du yen

Les rebondissements de la crise du *Golfe* n'ont rien valu au dollar qui a rechuté au profit des monnaies *européennes et surtout à celui du* yen se retrouvant, à Tokyo, à son *plus bas niveau depuis un an. Cette* rechute est due à des raisons plus techniques que politiques. Certes, les milieux financiers internationaux continuent à redouter le surcroît de dépenses budgétaires qu'entraînerait pour les Etats-Unis une présence militaire prolongée dans le Golfe bien que la décision saoudienne de *prendre en charge une part appré*ciable de ces dépenses puisse offrir une compensation et un palliatif. Mais, à partir de maintenant, l'effet mécanique des différences de rémunérations offertes aux capitaux dans les pays occidentaux devient nettement préjudiciable au dollar. Déjà, les taux d'intérêt allemands sont pratiquement égaux aux taux américains, que ce soit à court ou à long terme.

Aujourd'hui cependant ce sont les *taux japonais qui rejoignent* les rendements pratiqués à New-York et ce processus risque d'être lourd de conséquences, dans la mesure où il réduit dramatiquement l'intérêt qu'avaient traditionnellement les investisseurs japonais à effectuer des placements en dollars à des taux très supérieurs à ceux qu'ils pouvaient *obtenir chez eux. En dix-huit mois,* les taux d'intérêt nippons ont monté de cinq points et demi, ce qui est énorme. L'accélération de cette montée a été très nette depuis la nomination d'un nouveau président à la tête de la Banque du Japon. Le titulaire précédent, M. Sumita, avait cédé aux pressions extérieures, *essentiellement américaines, en* faveur d'une baisse des taux d'intérêt, ramenés, au début de 1988, à 2,75 % pour le taux d'escompte officiel, niveau historiquement bas. Le résultat fut un gonflement trop rapide de la masse moné*taire qui progressa à un rythme* annuel de 10 % à 12 % avec, pour *conséquence,* une *inflation* de crédit caractérisée et une spéculation effré*née tant* sur les *actions* que sur les actifs immobiliers. Un autre résultat fut une forte dépréciation du yen, le dollar passant de 120 yens à près de 160 yens en mai dernier, pour le plus grand profit d'exportateurs nippons et le non moins grand mécontentement des industriels européens. Ces derniers virent, en effet, le cours *de la devise japonaise chuter* de 25 % chez eux, le repli vis-à-vis de la devise américaine s'ajoutant au sien propre.

A l'insuffisance du niveau des taux d'intérêt nippons s'ajoutaient les scandales politiques au Japon, la baisse de la Bourse de Tokyo et le recul momentané de l'excédent commercial du pays. Aujourd'hui, à l'initiative du nouveau gouverneur, *plus soucieux de maîtriser* la politique monétaire domestique, le taux d'escompte a, par paliers, atteint 6 %. Le nouveau gouvernement paraît mieux assuré et l'excédent commercial commence à augmenter. Du coup, la monnaie japonaise se redresse *vis-à-vis du dollar qui* retombe à 140 yens. Mais, en Europe, elle continue à rester faible puisque, entre-temps, le dollar s'est affaibli.

Notons à ce sujet que les suppléants des ministres des finances du Groupe des Sept vont se réunir au début de la semaine prochaine, sans doute pour étudier les moyens de freiner la baisse de la devise américaine jugée dangereuse, même si elle allège pour l'Europe les effets *pernicieux de la bausse du prix* du pétrole. A Rome, M. Jacques Delors va demander ce week-end aux ministères des finances des Douze d'approuver le schéma qui permettra l'instauration d'une monnaie européenne et le lancement, le *13 décembre, des travaux de la* Conférence intergouvernementale *sur l'établissement de l'Union* monétaire en trois étapes.

A ce propos, *M. Karl Otto Poehl,* président de la Banque fédérale *d'Allemagne, fidèle à ses opinions,* a déclaré qu'il continuait à nourrir des *« doutes substantiels »* sur la nécessité d'aboutir rapidement à l'union monétaire européenne et à la création d'une devise communautaire. M. Poehl tire argument de la pénible expérience vécue par l'économie est-allemande après l'introduction du mark de RFA pour justifier un ralentissement de la marche vers *cette union. Par ailleurs, M. Poehl,* qui est aussi président du très influent Comité des gouverneurs de banques centrales de la CEE, estime que ce serait une erreur de faire d'une monnaie communautaire un compromis entre les devises fortes et les devises faibles de ladite CEE. En fait, la Banque fédérale d'Allemagne n'est toujours pas décidée à noyer son robuste mark au sein d'un *instrument commun.*

Si tel était le cas, *« nous sacrifierions une monnaie forte sur l'autel de l'Europe sans savoir ce que nous obtiendrons en retour »,* a ajouté le président de la Bundesbank pour qui les ajustements de parités restent le seul moyen de faire coexister des politiques économiques très différentes, notamment en matière d'inflation et de taux d'intérêt. Il vise essentiellement la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne, comme il le fait souvent.

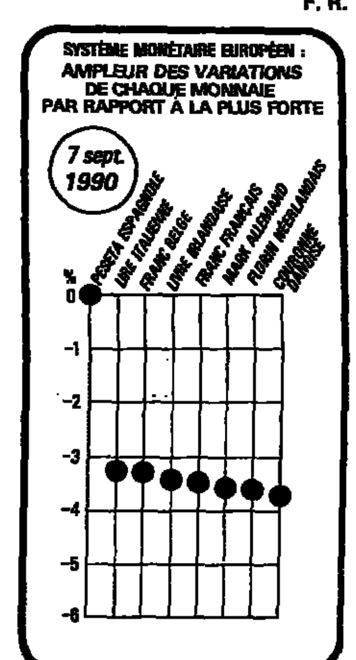
F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AU 7 SEPTEMBRE 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,8885	–	19,0694	76,5696	63,8773	3,1056	56,6893	0,0856
	1,8910	–	18,9465	76,6871	63,5243	3,0921	56,3698	0,0856
Paris	9,9032	5,2440	–	401,53	334,97	16,2857	297,28	4,4897
	9,9807	5,2780	–	404,75	335,28	16,3203	297,52	4,5188
Zurich	2,4663	1,3060	24,9047	–	83,4238	4,0559	74,0362	1,1181
	2,4658	1,3040	24,7066	–	82,8357	4,0322	73,5062	1,1164
Francfort	2,9564	1,5655	29,8534	119,87	–	4,8618	88,7472	1,3403
	2,9768	1,5742	29,8258	120,72	–	4,8676	88,7373	1,3478
Bruxelles	60,8897	32,20	6,1403	24,6554	20,5685	–	18,2539	2,7568
	61,1549	32,34	6,1273	24,8006	20,5437	–	18,2299	2,7688
Amsterdam	3,3313	1,7640	33,6383	135,06	112,67	5,4782	–	1,5103
	3,3546	1,7740	33,6111	136,04	112,69	5,4865	–	1,5188
Milan	2205,76	1168	222,73	894,33	746,09	36,2732	662,13	–
	2208,69	1168	221,30	895,70	741,96	36,1163	658,40	–
Tokyo	265,24	140,45	26,7830	107,54	89,7157	4,3618	79,6202	0,1202
	271,55	143,60	27,2079	116,36	91,2289	4,4403	80,9470	0,1229

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 7 septembre : 3.7337 F, contre 3,6754 F le vendredi 31 août.



MATIÈRES PREMIÈRES

Sombres perspectives pour l'étain

La situation s'est brusquement détériorée ces dernières semaines sur le marché de l'étain. A Kuala-Lumpur, les prix sont tombés à leur niveau le plus bas de ces quatre dernières années. Au London Metal Exchange, les cours s'établissaient autour de *5 900 dollars* la tonne, contre 10 000 dollars il y a un an.

Au lendemain du krach de 1985, qui avait mis *en lumière* l'absence de solidarité entre producteurs du tiers-monde (le Brésil et la Chine provoquèrent l'effondrement des prix), les mines avaient fermé par centaines en Bolivie, Malaisie et Indonésie. L'Association des pays producteurs d'étain (1) mit sur pied tant bien que mal un système de quotas d'exportation *qui,* malgré la non-participation du Brésil et de la Chine, permit une certaine reprise du marché.

Depuis plusieurs mois, le lent rétablissement de l'étain est interrompu, sinon compromis, par l'accumulation des stocks recensés à travers le monde, tant chez les producteurs que dans les entrepôts des *consommateurs. Outre l'excédent* de 45 000 tonnes évalué par l'ATPC, les professionnels s'inquiètent de la nouvelle politique américaine visant à réduire de 170 000 à 42 700 tonnes son stock stratégique de métal blanc. 127 000 tonnes sont désormais considérées par Washington *comme des surplus à liquider sur* les marchés. Une perspective qui suffit, à elle seule, à peser sur la tendance.

Au sein de l'ATPC, l'Indonésie a fait savoir qu'elle aimerait augmenter son quota d'exportation (30 000 tonnes par an actuellement). Les experts se plaignent aussi d'une contrebande *continue* (de l'ordre de 13 000 tonnes par *an) en provenance* notamment du Brésil (premier producteur mondial) par la Bolivie. Le seul élément encourageant vient de la volonté brésilienne d'adhérer prochainement à l'ATPC et de se plier – mais jusqu'à quel point ? – à une certaine *discipline en matière* d'extraction et d'exportations. La production pourrait diminuer de 56 000 tonnes à 44 000 tonnes, si l'on en croit les récentes déclarations de responsables de Brasilia. L'ATPC a mesuré les limites d'une politique *exclusivement* basée sur un contrôle des exportations. Tant *que le marché ne s'améliorera* pas de manière sensible, elle tentera aussi de convaincre ses membres de limiter leur production.

Depuis l'éclatement de l'accord international de l'étain en 1985, les cours du métal blanc sont subordonnés à deux conditions aléatoires : l'entente des producteurs (aux intérêts souvent divergents) sur une politique efficace et ordonnée de commercialisation et l'essor continu de la consommation d'étain dans l'industrie. Dans ce domaine, les performances du métal blanc sont plutôt décevantes. Utilisé essentiellement dans l'emballage et la ferblanterie, l'étain apparaît comme un métal d'antan, *aujourd'hui dépassé par l'aluminium* et le plastique. La consommation a tendance à stagner, voire à reculer. Quant aux pays producteurs, exclusivement situés dans le tiers-monde, (l'Australie mise à part), ils risquent de se diviser sur la stratégie à mener compte tenu de leur inégalité de situation face à *la crise du Golfe* et *à ses répercussions* pétrolières. Les producteurs *d'or noir, comme* l'Indonésie et le Nigéria, seront moins tentés que le Zaïre, la Bolivie ou le Brésil de vendre à tout prix leur étain. Cette baisse sensible des prix de l'étain intervient pourtant dans un contexte de fermeté des métaux *non-ferreux. L'aluminium a atteint* en fin de semaine son meilleur niveau depuis quinze mois, réagissant à la menace de voir les capacités de production de métal dans le Golfe paralysées. Si le Moyen-Orient ne fournit à présent que 2,5 % de l'offre mondiale, 25 % des nouvelles installations pro*grammées dans les années à venir* se situent en revanche dans cette région. Les prévisions faites avant l'éclatement de la crise montraient que, entre 1990 et 1994, la capacité globale d'électrolyse de l'alumine devait passer de 445 000 tonnes à 1,4 million de tonnes par an.

Les cours du cuivre se sont eux aussi raffermis ces temps derniers à la suite des mouvements de grève observés chez le grand producteur péruvien Minero Peru. *Celui-ci* a déclaré en fin de semaine en raison *de force majeure sur ses livraisons.*

ERIC FOTTORINO

(1) Cette association (ATPC) est composée de sept membres : L'Australie, la Bolivie, l'Indonésie, la Malaisie, le Nigéria, la Thaïlande et le Zaïre.

PRODUITS	COURS DU 7-9
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1 540 (+ 22,5) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 985 (+ 165) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	10 850 (– 40) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Octobre	1 650 (– 11) Francs/tonne
Café (Londres) Novembre	631 (+ 24) Livres/tonne
Cacao (New-York) Décembre	1 267 (– 52) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Décembre	279 (+ 2) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Décembre	234 (+ 1) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Octobre	180,60 (+ 4,3) Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Attentisme inquiet

La *légère* amélioration du climat, la semaine dernière, dans l'attente *d'une solution diplomatique* à la crise du Golfe, a été suivie d'une rechute après l'échec de cette initiative le week-end dernier et avant la rencontre Bush-Gorbatchev. C'est donc un certain pessimisme qui tend à s'installer, surtout en Europe *où les nouvelles du front financier* ne sont pas très bonnes. Ainsi, l'emprunt d'Etat néerlandais s'est mal placé, tandis que le lancement de la deuxième tranche à taux fixe du Fonds allemand pour l'unité a été un échec. Le rendement offert de *8,88 % a été jugé trop faible (on* attendait 9 %) par les banquiers. L'accueil a été si mauvais que le ministère fédéral des finances a renoncé à l'adjudication supplémentaire qui accompagnait cette deuxième tranche, jugeant trop *gourmands les banquiers. L'effet sur* les marchés n'a évidemment pas été très bon et, à Francfort, on estime que le gouvernement devra, dans l'avenir, relever les rendements offerts s'il veut satisfaire les souscripteurs.

En France, les cours du MATIF, après avoir touché un plus bas de 97,20 *il y a quinze jours et s'être* raffermis à près de 99 la semaine dernière, ont replongé, s'établissant à 97,50 à la veille du week-end, ce qui correspond à un rendement de 10,40 % pour un emprunt d'Etat à dix ans. Même scénario pour l'OAT 2 000 *dont le rendement, porté* à 10,50 % il y a deux semaines, et revenu à 10,25 %, s'est retrouvé à 10,40 % le 7 septembre. Du coup, l'écart avec le *bund* allemand à dix ans (9 %) s'est retendu à 1,4 point, ce qui révèle une certaine défiance vis-à-vis de la maison France.

Ce comportement paraît très injustifié au yeux de nombreux analystes qui jugent courageuse la politique du gouvernement français, notamment sur le projet de budget 1991. Aux Etats-Unis, en revanche, les marchés financiers continuent à tabler sur une détente des taux d'in*térêt, surtout* après le *léger accroisse*ment du chômage en août (5,6 % contre 5,5 %) qui pourrait inciter la Réserve fédérale à assouplir sa politique un jour ou l'autre.

A Paris, le comportement du marché obligataire a pâti de l'attentisme évoqué précédemment, attentisme qui est surtout le fait de nombreux *investisseurs institutionnels, compa*gnies d'assurances, caisses de retraite etc. qui se cantonnent dans une réserve prudente. Les particuliers, en revanche, apparemment moins sensibles aux événements, se montrent friands de « papier » rap*portant 10,50 %, ce qui* leur semble suffisamment attrayant, même en tenant compte d'une inflation qui pourrait atteindre 3,5 % ou 4 %. Dans ces conditions, l'adjudication mensuelle d'*obligations assimilables* du Trésor du jeudi 6 septembre a *été pratiquement* boudée par les « zinzins », et les spécialistes en valeurs du Trésor ont dû faire leur devoir en stockant la plus grande partie des titres adjugés (9,13 milliards de francs au *total). Très logi*quement, les rémunérations qu'a dû offrir le Trésor ont été sensiblement supérieures à celles de l'adjudication du 2 août dernier, date à laquelle le marché n'avait pas encore réagi aux événements du Golfe. Ainsi le rendement de l'OAT juin 1998 est passé de 9,56 % à 10,46 %, celui de l'OAT 2 000 de 9,61 % à 10,45 %, et celui de l'OAT 2 004 de 9,64 % à 10,60 %.

A cette occasion, le Trésor a, pour la première fois depuis longtemps, effectué un « swap » sur un milliard de francs d'OAT c'est-à-dire un échange de titres à taux fixe contre des titres à taux variables indexés sur les rendements à trois mois (pibor RRR). Cette opération est considérée comme un avertissement donné au marché (les taux longs sont trop élevés) et une précaution prise par le Trésor qui ne veut pas trop s'engager à long terme à ces *niveaux-là et qui, dans cette opération* traitée avec la BNP, a quand *même économisé 0,30 à 0,40 point.*

L'adjudication d'OAT n'a pas *ralenti les autres émissions, le Crédit* foncier de France appelant 1,2 mil*liard de francs dont l'essentiel* à 10,50 % en taux nominal et 10,75 % *en taux réel,* avec « un écart protégé » c'est-à-dire une garantie de rendement donnée aux souscripteurs en fonction du rendement des OAT d'un jour seulement cette fois-ci. L'accueil a été mitigé, surtout de la part des « zinzins ». Cet accueil serait meilleur de la part des particuliers pour les motifs évoqués plus haut. Mais il semble tout de même que le public soit un peu surchargé après la volée d'emprunts qui s'est abattue sur lui depuis la dernière semaine d'août. *Sans doute, les* émetteurs se dépêchent d'emprunter *au cas où les rendements augmente*raient encore. De plus, les emprunts *de banques placés dans leurs* guichets se sont multipliés (Crédit agricole, Crédit lyonnais, BNP) ce qui a un peu encombré lesdits guichets.

En revanche, l'emprunt d'un milliard de francs de la Caisse nationale des télécommunications, émis à taux variable indexé sur le pibor trois mois, a été fort apprécié par les investisseurs institutionnels. Amateurs de rendements élevés sans risque de baisse des cours en cas de nouvelles tensions sur les taux, ces organismes, notamment les compagnies d'assurance-vie, voudraient obtenir du 11 % à long terme, rendement excellent, pour couvrir les 8 % garantis offerts à leurs assurés. Dans l'immédiat, ils se replient sur le court terme en attendant mieux.

FRANCOIS RENARD

Le Monde

URSS

525 dollars la nuit dans la « suite Brejnev »

Les touristes fortunés pourront dormir dans une suite luxueuse utilisée par Léonid Brejnev en Moldavie, où l'ancien numéro un soviétique passait des vacances, a annoncé vendredi 7 septembre l'agence Tass.

Un homme d'affaires américain, M. Tomesku, a reçu l'autorisation de transformer les confortables résidences de Holerkan et Kodru en Moldavie en un complexe hôtelier comprenant casinos, piscines et courts de tennis. Le prix des chambres sera d'environ 80 dollars la nuit, mais les étrangers pourront louer les « suites bleues » réservées aux plus hauts fonctionnaires du parti, pour 350 dollars par jour.

La suite occupée à plusieurs reprises par Léonid Brejnev coûtera 525 dollars par jour (*AFP.*)

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 8 septembre 1990 a été tiré à 540 127 exemplaires.

Dans un entretien au « Point »

M. Brice Lalonde propose le boycottage des voitures allemandes de grosse cylindrée

La crise du Golfe est l'occasion pour M. Brice Lalonde d'enfoncer un clou cher à tous les ministres français de l'environnement : assez de ces Allemands donneurs de leçons d'écologie, alors qu'ils roulent sans entraves à 200 km/h sur leurs autoroutes!

Dans un entretien publié par l'hebdomadaire *le Point*, l'ancien animateur des Amis de la Terre part en guerre contre *« un système automobile qui devient fou »* et notamment contre les constructeurs allemands, *accusés d'avoir constitué un* parc automobile où le quart des *véhicules dépassent le 180 km/h. Il* s'en prend en particulier à BMW et Mercedes, qui se sont mis d'accord pour limiter la vitesse de leur véhicules... à 250 km/h!

« Par conséquent, conclut le secrétaire d'Etat, *je suggère à mes collègues de suspendre l'importation des véhicules d'origine allemande en France. Car je trouve scandaleux qu'un pays qui se pique d'environnement continue à nous raconter des salades sur la possibilité d'avoir des voitures de plus en plus puissantes tout en respectant l'environnement. »*

Contre l'interdiction de la chasse en zone à ours

Opération « vallées mortes » dans les Pyrénées

C'est la mobilisation générale en Béarn contre l'arrêté ministériel de Brice Lalonde interdisant la chasse sur6 500 hectares de zone à ours (*le Monde* du 8 septembre). Dimanche 9 septembre, jour de l'ouverture de la chasse, le tocsin sonnera et les volets resteront clos dans les vallées d'Aspe, Ossau et Baretous (Pyrénées-Atlantiques). Une opération « Vallées mortes », destinée à montrer la détermination des populations locales contre *« l'arbitraire parisien »*.

Le comité intervalléen, réuni à Laruns vendredi 7 septembre, lance d'autre part un appel à tous les chasseurs de ces vallées – ils sont près d'un millier – afin qu'après une ouverture symbolique *« ils cessent volontairement de chasser à partir de midi »*. Les chasseurs sont appelés à se rassembler ensuite *« dans la dignité et sans fusils »*, sur le plateau du Benou, en vallée d'Ossau, *« haut lieu de l'histoire vallèenne »*.

Selon les organisateurs, ce rassemblement sera l'occasion pour les montagnards de manifester *« autant de résolution à combattre l'erreur fondamentale du ministre qu'ils en ont mis à bâtir un programme de protection de l'ours sérieux, cohérent et offrant de véritables garanties »*. – (*Corresp.*)

En collaboration avec quatorze journaux

Le « Guardian » lance son supplément européen

LONDRES

de notre correspondant

C'est par un petit déjeuner arrosé au champagne que le *Guardian* a célébré, vendredi 7 septembre, le lancement de son supplément européen.

Le *Guardian Europe* paraît désormais chaque vendredi, en tant que second cahier du célèbre quotidien de centre gauche, né il y a cent soixante-neuf ans à Manchester. Le rédacteur en chef est M. Martin Kettle, jusqu'ici éditorialiste.

Le *Guardian Europe* utilise pour ce supplément de 24 pages à la fois la rédaction londonienne du *Guardian*, son réseau de correspondants à l'étranger et, ce qui fait l'originalité de cette formule, des articles de quatorze journaux ou périodiques européens, dont *le Monde*, traduits à Londres par l'agence spécialisée Pholiota. Ce sont, outre notre journal, abondamment repris dans ce premier numéro, *Lidove Noviny* (Tchécoslovaquie), *Politiken* (Danemark), *Helsingin Sanomat* (Finlande), *Libération* (France), *Süddeutsche Zeitung* (Allemagne), *De Volkskrant* (Pays-Bas), *la Stampa* (Italie), *Gazeta* (Pologne), *Literatournaya Gazeta* (URSS), *Komsomolskaya Pravda* (URSS), *El Mundo* (Espagne), *Dagens Nyheter* (Suède) et *Neue Zürcher Zeitung* (Suisse).

Le *Guardian* tente une expérience très différente de celle de M. Robert Maxwell, qui a lancé *The European* le 11 mai dernier sur le modèle des journaux anglais du dimanche. Il fait le pari d'offrir à ses lecteurs britanniques, outre des textes autochtones, d'autres venant de presque tous les pays du Vieux Continent, rédigés à l'origine dans des langues parfois peu accessibles.

« Vous verrez comment les autres nous voient », explique M. Peter Preston. Le directeur du *Guardian* évoque *« les défis politiques et économiques »* qui vont *« au-delà »* du rendez-vous de 1992, et estime que ce supplément est *« un exercice pratique de coopération »*.

DOMINIQUE DHOMBRES

FINLANDE

Mort de l'ancien premier ministre Ahti Karjalainen

L'ancien premier ministre finlandais, M. Ahti Karjalainen, est décédé vendredi 7 septembre des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-sept ans.

[Devenu en 1962, à l'âge de trente-neuf ans, le plus jeune premier ministre de l'histoire du pays, Ahti Karjalainen avait occupé ce poste jusqu'à l'année suivante et s'était vu confier un second mandat entre 1970 et 1971.

Durant sa carrière politique, il avait également été trois fois ministre des affaires étrangères (à l'époque où les relations avec l'Union soviétique étaient délicates), deux fois ministre des finances et une fois ministre du commerce et de l'industrie. Après avoir quitté le Parlement en 1979, il avait été gouverneur de la Banque de Finlande de 1982 à 1983.

En 1981, il avait été candidat à la présidence de la république, pour le compte du Parti du centre (ex-agrarien) à la suite de la démission du chef de l'Etat, Urho Kekkonen, pour raisons de santé. Mais il avait été battu par un autre ancien chef de gouvernement, M. Johannes Virolainen. M. Mauno Koivisto (social-démocrate) avait finalement remporté l'élection présidentielle.]

□ **TUNISIE : six mois de prison pour possession de tracts subversifs.** – Deux contrôleurs aériens ont été condamnés, jeudi 6 septembre, à une peine de prison de six mois pour *« détention de tracts subversifs »*, a-t-on appris vendredi de source judiciaire.

Prévisions en baisse pour le budget de l'audiovisuel

Pour participer à l'effort de resserrement des crédits publics dû à la crise du Golfe, les prévisions budgétaires des sociétés de l'audiovisuel (le Monde du 30 août) ont été revues à la baisse, de 70 millions de francs sur un total de 1176,6 millions. Cette réduction des sommes que le gouvernement proposera au Parlement n'affecte toutefois que quatre sociétés « qui ont une capacité propre à se retourner vers le marché ».

Les mesures nouvelles envisagées pour 1991 sont respectivement amputées de 40 millions de francs pour Antenne 2 (sur 210,2 millions prévus), de 20 millions pour Radio-France (sur 170 millions prévus), de 8 millions pour RFO (sur 100 millions prévus) et de 2 millions pour l'INA (sur 21,6 millions prévus) .

Le budget total de l'audiovisuel atteindrait donc 11 504,2 millions, contre 10 936,6 millions budgetés en 1990. Les budgets et mesures nouvelles de RFI, FR 3, la SEPT ne seraient pas touchés. Quant à Télédiffusion de France (TDF), elle ne figure plus dans ces budgets, ce qui marque bien son rattachement progressif à la sphère de son principal actionnaire France-Télécom.

Important et mystérieux vol de tableaux à Cannes

Le studio, le brocanteur et le veilleur de nuit

L'important vol de tableaux commis, dans la nuit du mardi 4 au mercredi 5 septembre, à Cannes (*le Monde* du 7 septembre), au préjudice de M. Armand Schwarz-Fuchs, un employé d'hôtel âgé de trente ans, intrigue les enquêteurs de la police judiciaire de Nice chargés de l'enquête. Une quarantaine d'œuvres – *et non une vingtaine* comme annoncé tout d'abord – auraient été dérobées par des cambrioleurs acrobates. Les toiles, *signées* Renoir, Picasso, Degas, Modigliani, Manet, ainsi que des aquarelles, gouaches et dessins de Van Gogh, Matisse et Toulouse-Lautrec, représentent un butin de plusieurs dizaines de millions de francs.

NICE

de notre correspondant régional

Indépendamment des circonstances du vol, entourées de certaines zones d'ombre, il est déjà surprenant que cette prestigieuse collection, apparemment non assurée, se soit trouvée dans un petit studio dépourvu de tout système de protection. La personnalité du propriétaire présumé laisse également perplexes les policers. M. Armand SchwarzFuchs a indiqué que ces chefs-d'oeuvre appartenaient à son père, M. Jacques Schwarz-Fuchs, un *brocanteur de cinquante-huit* ans, originaire de Schiltigheim (Bas-Rhin), qu'il a d'abord présenté, faussement, comme un ancien conseiller d'Etat. Or *celui-ci aurait eu, à plusieurs* reprises, des démêlés avec la justice.

Impliqué dans des affaires immobilières, en Alsace, il avait été également poursuivi en 1987, à Cannes, pour abus de confiance sur plainte d'une Niçoise qu'il avait rencontrée par l'intermédiaire d'une agence matrimoniale. Son accusatrice lui imputait le détournement d'une somme d'argent et de tableaux dont elle avait hérité. *Mais la matérialité des faits* n'avait pu être établie et, après un an d'instruction, M. Jacques Schwarz-Fuchs avait bénéficié d'un non-lieu. Décrit comme un beau parleur aimant se parer de décorations et de titres ronflants, il avait ensuite exploité un magasin de meubles qui fut mis en liquidation judiciaire.

Un lointain héritage familial

Ruiné, ses biens saisis, incapable de verser la pension alimentaire due à son ex-épouse, il aurait donc dormi sur un véritable trésor dont il se serait interdit de dissiper la moindre parcelle pour payer ses dettes. Bizarre, à tout le moins. Selon le fils, qui en a donné une liste détaillée et produit certaines photographies, les tableaux volés provenaient d'un lointain héritage familial. *« Au lieu de les mettre n'importe où,* a-t-il simplement indiqué, *il les a mis chez moi car il devait m'en faire cadeau... »*

Souffrant, le brocanteur, qui réside actuellement à Strasbourg, ne sera entendu par la police qu'au début de la semaine prochaine. Il aurait indiqué *par téléphone* qu'il apporterait toutes les justifications nécessaires de propriété et d'origine de sa collection aux enquêteurs. En attendant de recueillir ses déclarations, ceux-ci s'efforcent de vérifier si les toiles étaient répertoriées. Ils ont également interrogé, à *toutes fins utiles*, l'Office central de répression du trafic des œuvres d'art... Quant au fils, M. Armand Schwarz-Fuchs, veilleur de nuit dans un hôtel cannois, il a déjà tiré la conclusion de cette étrange affaire : elle lui apparaît, sobrement, comme *« un mauvais souvenir »*...

GUY PORTE

Le blanchiment de l'argent de la drogue

La filière japonaise des trafiquants colombiens

Le premier cas confirmé de blanchiment d'argent de la drogue au Japon a été révélé, jeudi 6 septembre, par la police. Il incite les autorités à renforcer les mesures de contrôle sur les dépots et les mouvements de capitaux qui doivent entrer en vigueur le 1er octobre.

TOKYO

de notre correspondant

Au cours des dix dernières années, le syndicat du crime colombien a eu recours à une banque suisse de Tokyo où un compte avait été ouvert par Rodriguez Gacha, numéro deux du cartel de Medellin, tué en décembre dernier lors d'un affrontement avec la police. Ce compte fut notamment utilisé en novembre 1989 pour transférer des fonds d'un montant de 1,8 million de dollars de la filiale d'une banque japonaise de Hongkong à une banque colombienne de New-York.

Ce premier cas de blanchiment de l'argent de la drogue au Japon confirme les autorités japonaises et américaines dans leurs craintes que la place financière de Tokyo ne *soit devenue la cible des trafiquants*. D'autant plus que, jusqu'au 1er octobre prochain, aucune disposition légale ne permettait d'exercer un contrôle réel sur les mouvements de fonds. Le jour où l'existence du compte de Rodriguez Gacha était révélée, les soixante-seize quotidiens japonais ont publié des pleines pages publicitaires achetées par l'agence de police nationale et le ministère des finances mettant en garde contre les risques d'opérations de blanchiment dans les banques japonaises.

Cette affaire intervient au moment où les autorités sont de plus en plus préoccupées par l'entrée de drogues dures (cocaïne et héroïne notamment) sur l'archipel. *Jusqu'à présent*, le Japon, qui connaissait un problème de drogue avec les amphétanimes, avait été épargné par la « poudre blanche ». Ce n'est désormais plus tout à fait le cas (*le Monde* du 14 février) : de 208 grammes de cocaïne saisis par la police en 1988, on est passé à 13,7 kilogrammes en 1989 et à 62 kilogrammes entre janvier et juillet de cette année.

Le 5 septembre, neuf personnes soupçonnées de faire partie d'une organisation criminielle bolivienne, composée de Boliviens et *de Japonais résidant* en *Bolivie liés* à la pègre nippone, ont été arrêtées. Un premier indice des liens qui ont commencé à se tisser entre le milieu japonais et les organisations criminelles latino-américaines.

PH. P.

□ **Augmentation de la consommation de stéroïdes chez les adolescents américains.** – Selon un rapport du ministère américain de la santé, citant des chiffres recueillis en 1989 par l'Institut national sur l'abus de drogue, 262 000 adolescents américains âgés de 12 à 17 ans ont utilisé ou utilisent des stéroïdes. Bien que le recours à ces substances anabolisantes, qui permettent d'accroître la masse musculaire et la résistance, soit illégal aux Etats-Unis, le nombre des jeunes – essentiellement les garçons – qui les utilisent serait en progression. – (*AFP.*)

□ **Décharge radioactive interdite d'accès dans l'Essonne.** – L'accès au dépôt de déchets radioactifs du Bouchet (Essonne) a été interdit, jeudi 6 septembre, dans l'attente des résultats d'analyses qui vont être entrepris par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Ce terrain d'environ 1 hectare a accueilli des *résidus solides et des boues de* traitement de minerais entre 1956 et 1971.

En Corse-du-Sud

Opération commando contre un village de vacances

Une dizaine d'hommes armés et portant des cagoules ont mené, vendredi 7 septembre vers 21 h 30, une opération commando dans un village de vacances encore en *construction, près de Bonifacio* (Corse-du-Sud), entre les golfes de Sperone et de Santa Giulia. Quinze touristes italiens et quatorze ouvriers, également de nationalité *italienne, ont été* regroupés dans une villa à l'écart, ligotés et retenus prisonniers. Puis le commando a détruit à l'explosif trois bungalows ainsi qu'une grue de chantier.

L'opération, qui n'a pas fait de blessés, n'avait pas été revendiquée samedi matin. Sur place les enquêteurs ont retrouvé deux inscriptions à la bombe de peinture. *La première, à l'entrée du village*, indiquait : *« Attention, ça va sauter »*. La seconde située à l'intérieur affirmait en corse : *« No a a mafia »* (Non à la mafia). Les per*sonnes retenues prisonnières ont* été libérées par les gendarmes et évacuées vers Bonifacio par la plage. Le SRPJ d'Ajaccio a été saisi de cette affaire en tout début *de matinée*.

Cette opération présente de nombreuses similitudes avec des actions effectuées ces derniers mois par l'ex-FLNC. Tout en maintenant sa trêve, et en affirmant ne pas avoir l'intention de s'opposer à la mise en oeuvre de la politique de M. Pierre Joxe (qui prépare un projet de loi prévoyant plus d'autonomie pour la Corse), l'organisation clandestine se livre à des actions ponctuelles contre la *« spéculation immobilière »* dans l'île.

EN BREF

□ **Les satellites Matra compatibles avec les lanceurs soviétiques.** – Le groupe français Matra vient de décider, selon l'hebdomadaire *Air et Cosmos* paru le 9 septembre, que les satellites construits par sa filiale Matra Marconi Space seraient compatibles avec la fusée soviétique Zénith. Ce lanceur devrait être tiré depuis la future base de lancement privée australienne de Cap-York (Queensland) à la réalisation de laquelle participeront des firmes australiennes, japonaises, américaines et sans doute aussi Matra, *via* la société Auspace.

□ **Profanation d'un cimetière israélite : un adolescent inculpé.** – Un adolescent, âgé d'une quinzaine d'années, a été inculpé vendredi 7 septembre de *« dégradations volontaires »* par Mme Dominique Lehn, juge d'instruction au tribunal de Colmar, après avoir reconnu être l'auteur de la profanation en début de semaine de quarante-trois tombes du cimetière israélite de Horbourg-Wihr (Haut-Rhin), où des stèles funéraires avaient été renversées et l'une d'elles fracassée à coups de masse (*le Monde* du 7 septembre). Rendu à ses parents mais placé sous contrôle judiciaire, le jeune garçon a expliqué avoir agi par désœuvrement.

□ **Interagra, UGC et Carat forment une régie publicitaire mixte en URSS.** – Trois sociétés françaises : Interagra, l'acheteur d'espaces Carat, et le groupe cinématographique UGC - viennent de former une société commune pour acheter des espaces publicitaires et être régisseur de différents médias soviétiques. Cette société, baptisée Inter-Espaces, est associée aux ministères soviétiques du cinéma (Goskino) et de la radio-télévision (Gosteleradio). InterEspaces commercialisera, notamment auprès d'annonceurs internationaux, des écrans publicitaires sur la télévision nationale, la chaîne locale de Leningrad, 70 salles de cinéma à Moscou et Leningrad, ainsi que sur la radio privée Europa Plus Moscou.

□ **Une soixantaine d'enfants koweïtiens vont faire leur rentrée scolaire à Divonne-les-Bains.** – L'invasion du Koweït par l'Irak va obliger une soixantaine d'enfants koweïtiens à effectuer leur rentrée scolaire dans plusieurs établissements de Divonne-les-Bains (Ain). Ces enfants sont tous issus de familles qui avaient pris l'habitude de venir passer leurs vacances dans la station thermale, soit chez des amis, soit dans des résidences qu'elles avaient acquises. A la suite des événements du Golfe, les familles ont préféré rester sur place; vingt-huit enfants du secondaire vont être accueillis au CES Marcel-Anthonioz. Une trentaine d'enfants plus jeunes seront regroupés à l'école d'Arbère, l'une des écoles primaires de la ville. – *(Corresp.)*

